

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1932 - 1933 - N° 129

ÉVOLUTION
DE LA
POLITIQUE SANITAIRE
MARITIME

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTE de MEDECINE et de PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 14 Décembre 1932

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MEDECINE

PAR

Charles GUIGUEN

né le 13 Avril 1905, à Lorient (Morbihan)

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire



IMPRIMERIE INTERSYNDICALE
LYONNAISE

46, Rue de l'Université, 46

LYON

—
1932

ÉVOLUTION
DE LA
POLITIQUE SANITAIRE
MARITIME

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1932 - 1933 - N° 129

ÉVOLUTION
DE LA
POLITIQUE SANITAIRE
MARITIME

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTE de MEDECINE et de PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 14 Décembre 1932

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MEDECINE

PAR

Charles GUIGUEN

né le 13 Avril 1905, à Lorient (Morbihan)

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire



IMPRIMERIE INTERSYNDICALE

LYONNAISE

46, Rue de l'Université, 46

LYON

1932

PERSONNEL DE LA FACULTE

Doyen honoraire	M. L. HUGOUNENQ.
Doyen	M. J. LEPINE.
Assesseur	M. MOREL.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CAZENEUVE, ROQUE, LANNOIS, HUGOUNENQ, ROCHET, BARRAL, ROLLET

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. PIC
Cliniques chirurgicales	PAVIOT
	TIXIER
	BERARD
Clinique obstétricale et Accouchements	VORON
Clinique ophtalmologique	X. (BONNET, agrégé, chargé de cours)
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	NICOLAS
Clinique neurologique et psychiatrique	LEPINE (J.)
Clinique des maladies des enfants	MOURIQUAND
Clinique des maladies des femmes	VILLARD
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	COLLET
Clinique des maladies des voies urinaires	GAYET
Clinique chirurgicale, infantile et orthopédie	NOVE-JOSSERAND
Clinique et prophylaxie de la tuberculose	COURMONT
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie	CLUZET
Chimie biologique et médicale	FLORENCE
Chimie organique et Toxicologie	MOREL
Matière médicale et Botanique	MANCEAU
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	GUIART
Anatomie	LATARJET
Histologie	POLICARD
Physiologie	DOYON
Pathologie externe	LERICHE
Pathologie interne	FROMENT
Pathologie et Thérapeutiques générales	CADE
Anatomie pathologique	FAVRE
Chirurgie opératoire	PATEL
Médecine expérimentale et comparée, et bactériologie	ARLOING (F.)
Médecine légale	Etienne MARTIN
Hygiène	ROCHAIX
Thérapeutique	SAVY
Pharmacie et Pharmacologie	LEULIER
Hydrologie thérapeutique et climatologie	PIERY

PROFESSEUR TITULAIRE SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Propédeutique de gynécologie	MM. CONDAÏN
Chargé d'un cours d'Anatomie médico-chirurgicale	THEVENOT (Léon.)
Chargé d'un cours d'Embryologie	NOEL.

CHARGES DE COURS COMPLEMENTAIRES

Chirurgie expérimentale	MM. TAVERNIER
Stomatologie	PONT

AGREGES

MM.	MM.	MM.	MM.
NOGIER	DUFOURT	DECHAUME	GUILLEMINET
RHENTER	DEVIC	BERNHEIM	MORENAS
MAZEL	GABRIELLE	POLLOSSON	REBATTU (Ch.)
SANTY	MARTIN (J.)	CHAMBON	REVOL (Ch.)
CHALIER (André)	ROCHET (Ph.)	CIBERT	ENSLME (Ch.)
CHALIER (Joseph)	WERTHEIMER	EPARVIER	SEDALLIAN (Ch.).
DUMAS	GATÉ		

EXAMINATEURS DE LA THESE :

MM. ROCHAIX, *Président* ; GATÉ, *Assesseur*

MM. MORENAS et SÉDALLIAN, *Agrégés*

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.



A CHARLOTTE BRUNELLIÈRE,

Ma femme et ma collaboratrice

C. G.

A MES PARENTS

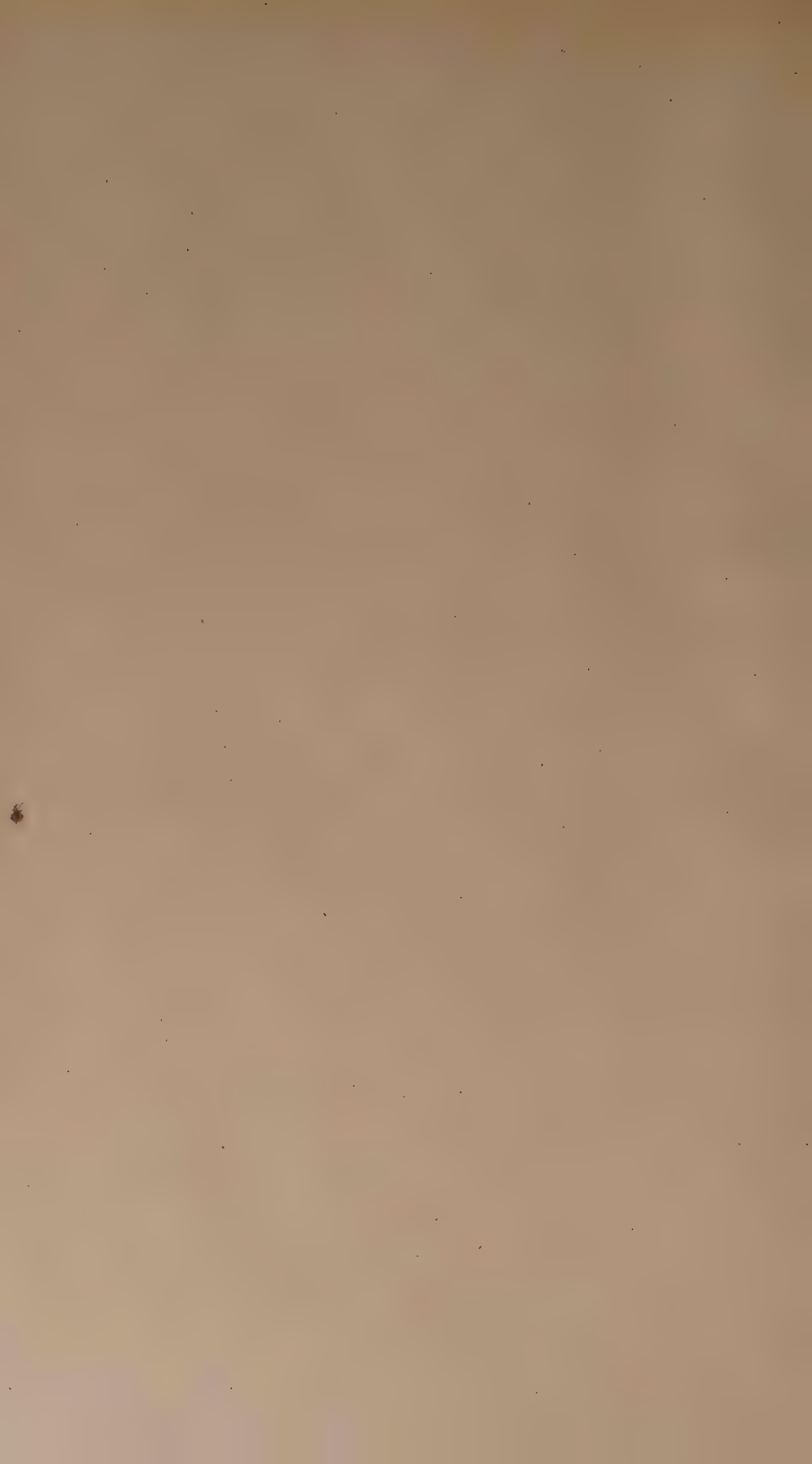


A MONSIEUR LE PROFESSEUR A. ROCHAIX

Directeur de l'Institut d'hygiène de l'Université de Lyon

Conseiller technique sanitaire du Rhône,

Chevalier de la Légion d'honneur.



A MONSIEUR LE DOCTEUR MARCEL CLERC

Président de la Fédération des Diplômés d'hygiène,

Président de la Fédération

des Médecins sanitaires maritimes,

Officier de la Légion d'honneur.

A MES MAITRES

A MES JUGES

INTRODUCTION

Au retour d'une visite au service quarantenaire d'Egypte, Dujarric de la Rivière se faisait le porte-parole des hygiénistes qui, disait-il, « de plus en plus nombreux, voient dans l'augmentation incessante du nombre et de la rapidité des moyens de transport, une raison impérieuse d'étudier de plus près les questions de prophylaxie internationale ».

Les principes de notre législation en matière de police sanitaire maritime sont déjà vieux de plus d'un siècle. Une bonne part de la Loi du 3 mars 1822 subsiste encore aujourd'hui. Les Conférences sanitaires ont apporté dans son domaine d'application quelques amendements consacrés par le décret du 4 janvier 1896, et enfin la convention de 1926 rendue efficace par le décret du 8 octobre 1927, constitue notre Code de prophylaxie maritime actuel.

Cet ensemble, à vrai dire un peu incohérent, si on considère, par exemple, que les pénalités prévues

dans les textes de 1822 n'ont pas été réajustées, si énormes qu'elles soient, apparaît encore insuffisant.

Parallèlement, en hygiène continentale, nous sommes régis par la Loi du 15 février 1902. Les modifications apportées successivement en 1903, 1906, 1913 et 1915 sont restées très en deçà des acquisitions réalisées pendant ce même temps. D'autre part, trente ans d'expérience dans le cadre d'une Loi rigide en ont peut-être assez montré le défaut. Quelques mois avant la fin de la précédente législature, un projet a été déposé sur le bureau de la Chambre, tendant à refondre la Loi de 1902.

C'est moins une nouvelle modification de ces textes qu'attendent les hygiénistes, ou même une nouvelle Loi, qu'un Statut sanitaire nouveau.

*
* *

On a parlé, en ces derniers temps, d'une crise de l'histoire, qui a paru, à quelques esprits, négligeable. Cette conception s'est traduite dans certains milieux par la sanction précise qui fut le projet d'en supprimer l'enseignement.

« Une des tâches habituelles qu'accomplit l'histoire est de créer et de propager de longues erreurs. » (1)
Une science fondée sur le témoignage n'entraîne évi-

(1) G. LE BON, — « Lois Psychologiques de l'évolution des peuples. »

demment pas la conviction immédiate à laquelle peuvent prétendre celles qui s'échafaudent à la rigueur du raisonnement mathématique.

« Toutefois, la critique historique suit aujourd'hui :
« des règles qu'on ignorait jadis : il s'agit de sonder
« attentivement les événements du passé, de les exa-
« miner avec la plus sereine objectivité, de suivre le
« fil de la pensée médicale dans ses relations avec
« les religions, avec la culture, la philosophie, les évé-
« nements politiques et les faits sociaux.

« Tout tend à démontrer la continuité du lien his-
« torique.

« L'erreur séculaire des historiens est trop sou-
« vent de parler de floraisons brusques et merveil-
« leuses sur un terrain désert. Au contraire, l'histoire
« doit être considérée logiquement ainsi qu'une lente
« mais continuelle alternance de connaissance et de
« faits qui exercent toujours, alors même qu'ils sem-
« blent effectivement oubliés depuis de longues an-
« nées, une action ultérieure...

« L'histoire des faits n'importe pas moins ; si nous
« méditons sur les pages que Fracastor dictait au
« xv^e siècle et où il projetait la plus vive lueur sur
« la contagion de la tuberculose, il faut convenir que
« l'humanité souffrirait beaucoup moins si la se-
« mence avait été féconde.

« Cent autres cas suffiraient à démontrer combien
« il est important de connaître dans leur essence les
« faits du passé pour bien illuminer les problèmes
« du présent. C'est avec une profonde émotion, avec
« l'impression d'un encouragement à son œuvre que

« le médecin de demain viendra s'inspirer, avec
« amour, aux sources des vieux sages et qu'il écou-
« tera les conseils et les enseignements du passé. » (1)

Entreprise dans cet esprit, cette étude se trouve justifiée.

Qu'il suffise enfin de rappeler l'opinion du grand Littré : « La science de la médecine, si elle ne veut
« pas être abaissée au rang de métier, doit s'occuper
« de son histoire et soigner les vieux monuments que
« les temps passés lui ont légués. »



Léon Colin, en 1874, distinguait « d'après le ca-
« ractère des mesures sanitaires, en nos pays seu-
« lement, trois périodes fort inégales par leur durée.
« la première comprenant tout le Moyen-âge et que
« l'on pourrait appeler la période de la lèpre. La
« seconde commençant à la fin du xiv^e siècle, c'est
« la période des quarantaines contre la peste. La troi-
« sième enfin, toute moderne, correspondant aux
« mesures employées contre la fièvre jaune et le cho-
« léra. »

Il reliait du reste, les deux premières très juste-
ment : « La période des quarantaines proprement
« dites, qui ne commence qu'au xiv^e siècle a été précé-
« dée d'une phase de plusieurs siècles pendant les-
« quels on isolait déjà les lépreux. Cette séquestra-

(2) CASTIGLIONI. — (Défense de l'histoire Médicale.)

« tion des lèpreux donna l'idée de pratiques sanitaires mises en œuvre ensuite. »

La création, à Venise, des Provéditeurs de Santé, qui marqua, en effet, un jalon dans l'histoire sanitaire, représente un aboutissement logique de conceptions déjà courantes. Cette date de 1348 que la plupart des auteurs ont adoptée comme terme initial à une action sanitaire officielle en Europe renferme une part d'arbitraire. Il est aujourd'hui plus logique de grouper la période de la lèpre et celle de la peste : elles ne diffèrent guère que par la nature des maladies envisagées, encore que, pendant tout ce temps, on n'en ait presque rien connu. Les mesures appliquées dans les deux cas offrent le caractère commun du plus pur empirisme.

Enfin, depuis Léon Colin, les nouveautés d'alors ont, elles aussi, subi l'usure du temps. Sa « troisième période, toute moderne », n'est déjà plus qu'une transition, très courte, à la nôtre actuelle, si bien qu'on peut la fusionner avec celle dont elle marque le début. Il est donc possible de synthétiser les conceptions qui correspondent à ces trois périodes, sous trois appellations dont la forme brève peut prêter à critique, mais qui enferme l'esprit de chacune dans leur concision symbolique.

MOYEN-AGE

=====

Moyen-Age

« La barbarie dans laquelle on tombe, après la chute de l'Empire Romain, se soutint avec quelques variations jusqu'au xviii^e siècle et eut des effets qui se prolongèrent jusqu'au règne de Louis XIII. »

J. Papon jugeait ainsi le Moyen âge. On l'a tant dénigré, tant exalté qu'il peut être encore difficile de le voir sans partialité, et on a vite fait, assurément, de parler de barbarie. Cela simplifie tout et clot le débat.

Nulle époque n'a été cependant si désespérément malheureuse : à travers près de douze siècles, l'épouvante a ravagé l'Occident.

« La peste se fit sentir dix fois au vi^e siècle, quinze fois dans le xiv^e, dix-sept fois dans le xv^e ; on la vit vingt-quatre fois dans le xvi^e », et c'est tout au long une histoire confuse, douloureuse et tourmentée.

« Au reste, ajoutait Papon, ces époques de la peste
« ne supposent pas la cessation du fléau d'une épo-
« que à l'autre ; elles doivent être plutôt considérées
« comme des crises d'une maladie que l'incurie des
« gouvernements rendait permanente et qui faisoit
« des explosions tantôt dans un endroit et tantôt
« dans un autre. »

La fréquence des épidémies justifiait assez la croyance à l'endémicité dans un esprit du XVIII^e siècle : l'Europe en subit trente-deux du XI^e au XV^e siècle. Tadini, médecin de Milan et membre du bureau de la santé en 1626-1627, avait donné le chiffre de 336 épidémies en 30 siècles, mais il s'appuie souvent sur des autorités qui ne sont rien moins que sûres.

Rondinelli, dans sa relation de la peste à Florence en 1630 assurait qu'elle s'était manifestée 21 fois en Toscane dans l'espace de 197 ans. La mortalité prenait des proportions terrifiantes. Procope nous a laissé le récit de la grande peste de Justinien en 542, qui, partie de Byzance, se généralisa rapidement et dura 52 ans.

« Ce n'était pas dans une contrée ni contre un seul
« peuple que cette peste déployait ses fureurs. Elle
« les étendait sur toute la terre, n'épargnant ni âge,
« ni sexe, ni condition. Les îles, les rochers, les ca-
« vernes, les chaumières n'en mettaient point à l'abri.
« L'hiver, le printemps, l'été, l'automne, lui étaient
« également favorables pour pénétrer partout où il
« y avait des hommes à dévorer. Bon nombre de per-
« sonnes frappées de visions étranges, d'apparitions
« de démons sous des formes humaines, se réfú-

« giaient dans les églises avec des cris lamentables
« en invoquant la protection de Dieu. D'autres, ap-
« pelés par des voix amies ou inconnues se barrica-
« daient dans leurs maisons. D'autres se bouchaient
« les oreilles pour se soustraire aux menaces de mort
« qui les glaçaient d'épouvante. Un grand nombre
« enfin, pour devancer l'arrêt fatal, allaient se jeter
« à la mer. »

Dix mille personnes mouraient chaque jour. « Des
« villes importantes devinrent des déserts et les bêtes
« fâuves, dit Warnefrid, prirent la place des hom-
« mes. »

Il y eut plus : les débuts de la Peste noire qui de-
vait s'étendre à tout le xiv^e siècle, furent si intenses
que, dans les trois premières années, 23 millions d'hu-
mains périrent. Quand elle s'éteignit, en 1363, elle avait
fait en Europe, dit Villain, près de 43 millions de vic-
times, les quatre-cinquièmes de la population. Les vil-
les étaient les plus atteintes. En 1656, la peste emporta
à Naples, plus de 200.000 âmes, plus de 60.000 à Gênes.
Rome dut son salut au zèle du Cardinal Jérôme Gas-
taldi, à qui Haller, plus tard, rendit hommage : elle
ne perdit que 15.000 habitants. (1)

En quelques mois de l'année 1665, Londres en voyait
disparaître 70.000.

(1) J. GASTALDI. — Président de la Congrégation de la Santé de Rome. Il fit paraître, en 1658, à Bologne, un ouvrage qui eut un gros succès : « De avertenda et prostiganda pesta ». —

MURATORI. — Del Governo della pesta e delle Manière di guar-
dar sene.

C'est vers le vi^e siècle que les témoignages mentionnent indiscutablement l'existence de la variole. Elle semble n'apparaître chez nous qu'en 580 ; c'est Marius, évêque d'Avranches, qui la signale pour la première fois et lui donne ce nom, tandis que le peuple l'appelait « corales ».

Deux ans après, elle sévit dans le diocèse de Grégoire qui en donne la première description :

« La Touraine était cruellement ravagée par la ma-
« ladie valétudinaire. Le sujet, pris d'une fièvre vio-
« lente, avait bientôt toute la surface de la peau cou-
« verte de vessies ou de petites pustules. Les vessies
« étaient blanches et assez dures, elles s'accompa-
« gnaient de vives douleurs. Dès qu'elles avaient at-
« teint leur maturité, elles crevaient et laissaient
« échapper l'humeur qu'elles renfermaient. Leur
« adhérence aux vêtements en contact avec le corps
« augmentait considérablement la douleur. L'art du
« médecin était complètement impuissant contre cette
« maladie, à moins que Dieu ne lui vint en aide. »

Grégoire lui-même et son clec Amentarius en furent atteints. « Tous deux guérirent par la seule interven-
« tion de Saint Martin », leur patron.

Les Sarrazins la ramenèrent en Europe au vii^e siècle, par l'Espagne et la Sicile et l'incendie se ralluma. L'influence arabe bientôt s'étendit et prépara jusque dans la médecine la place que se fit l'école nouvelle. C'est au point qu'on attribue encore à Rhazès (ix^e siècle) la première description de la variole !

Un siècle plus tard, Avicenne n'eut qu'à recopier

ce modèle, il y ajoute du moins l'idée neuve de contagion.

Au ^x^e et au ^{xii}^e siècle, les Croisés rendirent à l'Orient le mal qu'il nous avait transmis. On en manifesta pour la première fois quelque inquiétude, dont témoignent des travaux assez nombreux : Constantin l'Africain, puis Arnaud de Villeneuve, Jean de Salicet, Gadesden et quelques auteurs peu connus. Soucis qui durèrent peu, il y avait mieux à faire. La chrétienté, dans un « grand élan mystique », dépêchait sous la direction d'hommes parfois valeureux la pègre de l'Europe au pillage des infidèles. Dans le butin qu'ils ramenèrent il y avait à nouveau la variole et jusqu'au Nord de l'Europe qui n'en avait pas encore souffert, l'invasion fut si cruelle que plusieurs historiens l'ont enregistrée comme étant en ces pays la première explosion. A vrai dire, les grandes pandémies qui firent considérer la variole comme plus meurtrière à elle seule que toutes les pestes réunies ne s'étaient pas encore montrées dans toute leur rigueur. Les ravages qu'elle semait étaient dus à la continuité de son action, au caractère endémique qu'elle présenta pendant des siècles. De là la moindre crainte qu'elle inspirait. On s'accoutumait en somme à son voisinage, elle faisait partie du temps, comme un des châtiments de Dieu que chacun devait un jour subir.

Bien autrement redoutée était la lèpre. On a beaucoup écrit, sans souvent parvenir à se mettre d'accord, au sujet de son extension à cette époque.

Pline rapporte qu'elle avait été introduite par l'ar-

mée de Pompée à son retour de Syrie, puis avait gagné l'Espagne, la Gaule, les Iles-Britanniques, colonies romaines. Il est certain qu'elle fut connue en Gaule dès les premiers siècles, principalement après les invasions sarrazines au ^{vii}^e et au ^{viii}^e siècles et qu'elle prit vite la première place. Ce fut le plus grand mal du Moyen-Age, où les lépreux pullulaient. Toutefois sur ce point aucune précision n'est possible : en dehors des léproseries beaucoup circulaient librement ou vivaient isolément ; en outre il ne fait plus de doute aujourd'hui qu'on traita pour lépreux bien des malheureux qui ne l'étaient pas : varioleux et porteurs de syphilides cutanées ou osseuses : l'obsession de la lèpre en faisait voir partout.

Certes, le haut Moyen-Age fut en propre la « période de la lèpre », et par sa fréquence et par la crainte qu'elle inspirait et par l'attention qu'on lui porta. Ce fut contre elle que furent prises les premières mesures de protection en date. Contre elle ou contre les lépreux ?

Il y a dans tout ce Moyen-Age mystique un étrange assemblage d'élans de pure religiosité, de basses convoitises, de haines de sectes et de préoccupations sociales indéniables.

Très tôt on s'était occupé de léproserie. La première que nous connaissons avait été fondée en 460 dans le Charollais, à La Maladière de Mont Saint-Vincent, mais c'est surtout au ^{vii}^e et au ^{viii}^e siècle qu'elles se multiplièrent et furent réellement réglementées, en France par Nicolas de Corbie, en Allemagne par l'Abbé Othmar.

Le code lombard, le premier, stipula des mesures spéciales au mariage des lépreux, sous le roi Rotharis, Puis Pépin et Charlemagne, sans grand succès d'ailleurs.

Au ^{viii} siècle, déjà la réprobation des lépreux était générale. Chassés de partout, poursuivis, harcelés « ils formaient une classe sociale avec ses lois, ses habitudes, ses usages, classe atroce de vagabonds et de pillards, vivant de rapines et de crimes, se reproduisant par l'inceste, roulant de misères en misères, d'infamies en infamies, nourris au hasard d'aumônes et de larcins. » (1)

Leurs enfants même étaient entachés de la souillure originelle, car ils étaient baptisés « non sur les fonts ou l'étaient les autres enfants, mais au-dessus de la piscine ».

Guy de Chauliac expose longuement comment était conduit l'examen du « suspect » dénoncé par l'Evêque, et le diagnostic où intervenaient les moines, il est vrai tous plus ou moins versés en médecine, mais moins soucieux de la santé publique et du salut du ladre que de manifester le prestige de l'Eglise par un acte d'autorité.

Toute la pompe liturgique y contribuait le dimanche où avait lieu la « séparation », en présence de la foule des fidèles : En grande procession, le prêtre se rendait à la demeure du ladre, revêtu des vêtements de deuil, le bénissait, l'exhortait à la patience dont la récompense serait la vie éternelle. Puis l'homme

(1) M. BOUTAREL. — La Lèpre au Moyen-Âge.

quittait ses vêtements du siècle pour endosser la robe de bure noire qu'il ne devait plus jamais ôter. On le couchait sur une civière, recouvert du drap noir des trépassés et qui figurait sont cercueil, et le cortège regagnait l'église au chant du « Libera me ». Au milieu de la nef, deux tréteaux supportaient la civière. A genoux, l'homme entendait la messe des morts, et la foule chantait le « Dies Irae ». L'officiant prononçait l'arrêt d'interdit, le lépreux était mort pour le siècle ; on l'acheminait vers la place qui lui avait été désignée pour attendre la mort. Le prêtre lui remettait sa cagoule pour couvrir son visage, ses gants noirs pour que rien ne fut souillé de son contact impur, son écuelle pour puiser l'eau des fontaines, son barillet pour qu'il ne bût jamais dans un verre, sa cliquette à trois langues de bois pour que chacun fut averti de son approche.

L'assistance entonnait le « De Profundis » et tout était consommé.

Le réprouvé ne pouvait reposer en terre sainte : « Ton corps sera enseveli en cette cabane ». On en vint même à leur refuser tout secours de la religion au point que le Pape Grégoire II et le Concile de Worms durent intervenir en leur faveur. Cependant ils demeuraient exclus de tout acte civil et partout privés de toute liberté. En 940, le pape Etienne III confirmait une ordonnance du pays de Galles privant de son patrimoine le fils engendré après l'envoi du père dans une léproserie.

La peine de mort frappait la femme devenue enceintes, après sa séquestration, et elle était brûlée vive avec son enfant.

Devant tant de barbarie, le Pape Damase II fonde en 1048 l'ordre lépreux des Chevaliers de Saint-Lazare ou de Saint-Moritz-de-Jérusalem, réunis plus tard aux ordres militaires de Notre-Dame-du-Carmel et de Saint-Maurice ; mais, jusqu'en 1253, il fut spécialement affecté aux soins des lépreux et son Grand Maître choisi parmi eux. Ils quêtent et les offrandes vont servir à créer de nouvelles léproseries : Saint Lazare reçoit les boulangers, le Roule les monnayeurs, Saint-Germain est affecté aux ordres monastiques. Là s'élève une maladrerie de l'importance d'un grand hôpital, ici ce sont quelques masures autour d'une chapelle, une bourgade, véritable colonie de lépreux. Ailleurs la demeure du lépreux est moins encore : une hutte de branchages à l'orée d'un bois, une grotte, un creux de rocher au plus loin de toute habitation humaine, loin des chemins, loin de tout. Une sébille au dehors invite les bonnes âmes à la charité ou le voyageur égaré qui peut espérer pour quelques deniers, avoir échappé à la contagion.

Toute la synonymie des appellations de la lèpre indique assez de quel effroi mystique on la voyait ; et aussi la collection de toiles, de tapisseries, de miniatures inspirées des scènes de la vie des lépreux, dont l'art s'enrichit alors. (1).

La chronique de Limbourg, vers l'année 1374, parle d'un illustre moine poète, qui avait composé de nombreux poèmes sur les lépreux, chantés dans toute

(1) Parmi les plus célèbres, est la « Sainte Elisabeth de Thuringe », d'Hans Holbein-le-Vieux, à l'ancienne pinacothèque de Munich.

l'Allemagne, dont l'un notamment : « Der Ward von den Leuten aussâtzig, und war nicht rein. » La forte appellation allemande traduit l'éloignement où on les tenait.

Aux xv^e et xvr^e siècles, dit Guy Patin, « il n'y avait plus dans les léproseries que des vérolés que l'ignorance des médecins et la barbarie de l'époque, faisaient prendre pour des ladres. »

C'est alors qu'eurent lieu les abus monstrueux que le pouvoir gouvernemental fut longtemps impuissant à réprimer : les léproseries même vides avaient toujours leurs revenus. Des seigneurs ou des familles puissantes s'arrogeaient le droit de les prélever à leur compte au détriment des malades de la contrée.

Une ordonnance de Charles VI, en date du 3 juin 1404, puis une autre ordonnance royale en 1545, témoignent de ces abus et qu'en même temps la lèpre s'éteignait.

Louis XIII fit procéder par David et Laigneau à une enquête sur l'état des léproseries. La plupart étaient vides. Louis XIV en fit retour aux hospices.

Ce serait une erreur de croire que ce résultat fut obtenu par le seul bannissement ou la séquestration des lépreux. Il en fut d'eux comme des hérétiques : dénoncés par de trop zélés chrétiens aux évêques, inquisiteurs ou non, ou simplement râflés en groupe, périodiquement, de vastes bûchers avaient raison d'eux. Le feu fut l'arme sainte et joyeuse de tous ces temps :

« Il y a des exemples de Lamies qui, en regardant
« une personne en face, à qui elles voulaient nuire,
« lui ont fait soudain gonfler toute la figure et lui
« ont donné la lèpre. Ce n'est pas une consolation
« suffisante de pouvoir brûler cet infâme suppôt de
« Satan. » (1)

Devant la peste, on usa souvent de même. En 1348, Humbert II, de Grenoble, adresse un rapport au Pape Clément VI, cependant qu'il y fait poursuivre les Juifs qu'il rend responsables de l'épidémie, 74 sont brûlés et leurs biens confisqués au profit du Monastère de Montfleury.

En 1410, l'évêque Aymon de Chiné, craignant et la peste et le peuple, se souvint de l'exemple de Galien qui, lorsque la peste d'Athènes gagna Rome où il se trouvait, s'enfuit à Aquilée ou à Pergame, sa patrie. Aymon se retira dans son château de Saint-Hilaire. Dix ans après, le parlement fort de ce modèle se réfugie à Moirans, laissant des instructions pour désinfecter la ville : les malades sont chassés impitoyablement hors des murs de Grenoble et vont mourir dans la campagne. L'évêque interdit à tout prêtre de recevoir ou de confesser un pestiféré, sous peine d'être exclu de la ville ; et il publie une formule de prière à Saint Roch. Trois siècles avant, Avicenne avait constaté « qu'un des avant-coureurs de
« la peste est la sortie des souris de leur trou et leurs
« mouvements comme en état d'ivresse. » Un pape

(1) F. JACOBI, SPENGERI et F. HENRICI, *Institoris inquisitorum Hereticæ mallens maleficorum*, — 1580, Bibliothèque Nationale.

avait repris au milieu de la Peste noire cette observation et lancé l'excommunication contre les rats, mais cette mesure intelligente ne reçut pas d'application. La peste était depuis l'échec d'Hippocrate à Athènes, un « mal divin ». Elle était tantôt souflée par un dragon de feu, tantôt spontanément issue du sol à chaque « indiction » (1), tantôt causée par un phénomène astronomique (2), tantôt le fait des Juifs, accusés, dit encore Guy de Chauliac, alors au service du Pape en Avignon, de vouloir empoisonner le monde entier, « si bien qu'on en tua un grand nombre, un peu partout. »

Quand ces fureurs étaient calmées et qu'il fallait trouver autre chose, le principe théurgique et scolastique prescrivait de « chercher dans la divinité l'origine de tout le bien et de tout le mal et « préconisait la résignation et la prière comme l'unique remède. »

Ce fut toute la politique du Moyen-Age en face de ces drames déchirants dont ait faite la vie de chaque jour. Il ne fallait pas attendre davantage de la scolastique médiévale. L'absence même de tout système de défense comporte en soi une attitude. C'est encore une politique que de ne pas en avoir.

Dans ces temps troublés où toutes sortes de catastrophes bouleversaient sans cesse la vie sociale et la vie économique, au milieu d'épidémies, de guerres,

(1) Une indiction était une période de quinze ans.

(2) La conjonction de Saturne, Jupiter et Mars qui s'était produite le 24 mars 1345 avait été rendue responsable de la Peste Noire.

d'invasions, qui s'étonnerait de ces psychoses collectives de l'Inquisition, des Flagellants, des Croisades d'Enfants (1), sinon des Croisades de guerriers.

Ces croisades eurent pour premier effet une activité économique soudaine.

Pendant la période qui avait suivi la chute de l'Empire romain et les invasions des barbares et jusqu'à la fin du XII^e siècle, la navigation n'avait fait aucun progrès, du moins dans le bassin de la Méditerranée. Jusqu'au X^e siècle, elle s'était même limitée à l'Archipel avec Byzance et Alexandrie pour centres ; le Commerce et avec lui la Marine avaient complètement délaissé le bassin occidental.

Seules Marseille, puis Pise, et Venise devenue la Tyr moderne, commençaient à lui redonner un nouvel essor.

Tandis qu'au Nord, Other parvenait à la mer Blanche, Naddac abordait en 861 en Irlande, Erik le Rouge, au X^e siècle, colonisait le Groënland ; mais on ne connaissait du Nord que les incursions des pirates. Le centre du monde civilisé restait le bassin méditerranéen.

Les Arabes avaient seuls un commerce florissant avec les côtes d'Afrique et la Chine où ils s'étaient établis à Canton, après avoir fondé des comptoirs sur la côte de Malabar et les îles de la Sonde (2).

(1) En 1212, plus de trente mille enfants furent emmenés pour conquérir le Saint Sépulcre. La plupart moururent en route. Quelques centaines purent rentrer chez eux 17 ans après.

(2) A l'origine de la légende de Simbad, le marin.

Si le degré de développement d'un pays se mesure à son commerce et à ses échanges, les pays latins avaient, et de loin, la dernière place.

Il faut voir moins dans les invasions que dans l'extension de la religion nouvelle, la cause de cet arrêt que marqua le développement matériel de la civilisation :

« Les idées chrétiennes se répandant dans l'Empire et par une sorte de réaction, substituant le souci de sauver l'âme à toute préoccupation matérielle. »

Devant les invasions, ni le monde païen corrompu, ni le monde chrétien, pour qui tout mal était punition du ciel, n'étaient capables de défense.

« Les premiers chrétiens continuèrent l'œuvre des Barbares. S'ils brisèrent un grand nombre de statues, ce qui est regrettable pour l'art, ils n'hésitent pas non plus à démolir pour le plus grand préjudice de l'hygiène, des thermes et même des aqueducs qui leur offraient des matériaux tout préparés pour construire leurs églises. Bon nombre de villes se virent ainsi privées de l'eau pure qui les alimentait au temps de l'Empire romain et furent réduites à une quantité d'eau insuffisante et la plupart du temps polluée. »

« On en arriva à souffrir tellement de la souillure des eaux que le roi Dagobert s'en émut et promulgua, en 630, une ordonnance punissant d'une amende de 6 sols « quiconque troublerait ou altérerait l'eau d'un puits. » (1)

(1) H. DELAUNAY.

« Le mysticisme philosophique du christianisme à
« son aube, créa un état de choses où l'on voit s'affirmer bien vite l'autorité prédominante de l'Eglise catholique. Et l'Eglise affirme solennellement le principe que les écrits canoniques doivent être considérés comme une autorité suprême, indiscutable, jusque dans le domaine de la science. »

« La médecine se ressentit de ces profonds changements. Après avoir été successivement empirique et sacerdotale (Renouard), après s'être élevée très haut dans la recherche scientifique, au moment le plus brillant de l'hellénisme, après être devenue dans les grandes écoles d'Alexandrie expérimentale et philosophique, après avoir joué un rôle important dans la civilisation romaine et être devenue, de par l'esprit romain, médecine politique et hygiène d'état, voici qu'elle retourne pendant la décadence romaine, s'abriter à l'ombre de l'Eglise. » (1)

(2) CASTIGLION-.

LES
QUARANTAINES

Les quarantaines

Assez brusquement, au ^x^e et au ^{xiii}^e siècles, les croisades déterminèrent un mouvement de navigation considérable entre le bassin occidental de la Méditerranée et les ports d'Orient.

Quand il fut nécessaire de ravitailler l'armée de la première croisade, en 1099, puis de transporter les 33.000 hommes avec chevaux et bagages qui composaient la quatrième, Venise seule, la plus puissante des républiques italiennes, put disposer de flottes suffisantes, et le bénéfice en revint exclusivement aux ports italiens. Le Moyen-Age français, sous la tutelle cléricale, demeurait aussi engourdi devant des initiatives matérielles que dans le domaine spirituel. Marseille, le plus actif des ports français, n'avait que deux armateurs sérieux lorsqu'en 1212, on fit appel à eux pour assurer le transport des 30.000 enfants qui partaient délivrer le Saint Sépulcre. Celui qui se chargea de l'affaire ne disposait que de 7 navires.

Dans le même temps, les hanses nordiques, plus audacieuses, ancêtres et modèles des grandes compagnies de navigation du xvi^e siècle, établissaient de Nantes à Novgorod d'importants comptoirs maritimes, gagnant rapidement une prospérité économique et des avantages politiques de premier ordre.

Les croisades furent la dernière manifestation de cette unité internationale qu'était la « chrétienté ». Le xiii^e siècle marqua le déclin de cet esprit.

Les ambassades d'Innocent IV en 1246, de Louis IX en 1253, dépêchées jusqu'au lac Baïkal, pour conclure un traité d'alliance avec les Mongols, afin d'écraser les musulmans de la Terre Sainte ; la relation du vénitien Marco Polo d'un voyage de vingt ans au Zïpangu ; le contact des Arabes — héritiers des connaissances grecques que le monde chrétien avait oubliées — notamment en géographie — éveillèrent et sa curiosité et sa convoitise.

Toutefois, les longues traversées restaient des faits isolés, jusqu'à l'arrivée de la « Marinette » dont les marins siciliens s'emparèrent et qui passa dans leur matériel sous le nom de « bussula de ligno ».

L'usage de la boussole, événement capital de l'histoire de la navigation, survenait alors que sur le Continent, les assises du monde moyenâgeux se disloquaient.

L'unité chrétienne s'affaiblissant, la puissance de son chef brisée — après le conflit qui opposa Boniface VIII à Philippe-le-Bel — ; les états prenant conscience de leurs intérêts propres ; à l'intérieur de chacun, la tendance unitaire — disparue avec l'Em-

pire de Charlemagne — se faisant jour à nouveau, contre le régime particulariste féodal ; l'importance croissante de la bourgeoisie, l'ébauche de laïcisation de la science et de l'art, révèlent des changements profonds.

Aux mouvements religieux d'ensemble, se substitue la notion d'une défense nationale organisée.

Le premier geste de protectionnisme fut accompli par la République vénitienne.

Sa prospérité lui valait la jalousie des états voisins : elle prévint leurs agissements en dépêchant auprès de chaque puissance un représentant politique chargé de veiller. Sa diplomatie, la première en date, devait être longtemps la plus adroite d'Europe.

Sur le plan économique, la colonie vénète tenait, depuis sa fondation, toute sa richesse, de son commerce maritime intense avec l'Orient, mais qui l'exposait plus que toute autre à recevoir la peste ; la protection de la santé publique fut érigée en institution d'Etat. Le service fut confié à des magistrats inspecteurs, les Provéditeurs, chargés de la visite des navires à l'arrivée au port.

Les mesures consistent d'abord en l'interdiction de vente et la destruction par le feu des vêtements et objets ayant appartenu à des malades ou morts pendant la traversée.

Mais bientôt l'insuffisance de ces précautions saisit le Bureau de Santé — organe de direction de la politique sanitaire — qui ordonne l'isolement des pestiférés dans des locaux spéciaux.

En 1403, la défense est renforcée par la création, au voisinage de la rade, dans l'île Sainte-Marie de Nazareth, d'un poste d'isolement pour malades et suspects à l'arrivée. Des fonctionnaires spécialisés en assurent la surveillance.

Cette sévérité est nécessitée par la menace plus précise qui accompagne l'extension du commerce avec Alexandrie. Ce ne sera que bien plus tard, vers 1485, qu'on songera à la purification des marchandises.

L'appellation de Lazaret désigna désormais les terrains et locaux proches du port où étaient isolés, à leur arrivée, les navires suspects.

Certains auteurs voient l'origine du terme dans le nom de l'île vénitienne où le système fonctionna initialement.

D'autres le font dériver de l'italien « Lazaretti » — ladre —. Le procédé ne fut toutefois que l'extension aux malades de la voie maritime des anciennes mesures appliquées aux lépreux sur le Continent.

Gênes suivit bientôt l'exemple de sa rivale et eut son lazaret en 1467.

Marseille sortait à peine d'une longue crise. Son commerce ruiné, la ville incendiée en 1423 par Alphonse V d'Aragon, il fallut tout l'effort du roi René pour la relever, la réorganisation du Conseil Municipal et l'institution de juges de commerce.

Le Conseil décrète en 1476 un ensemble de lois sanitaires — portant création de quelques locaux d'isolement dont l'exécution est confiée au Service de

l'Intendance. Les dispositions étaient hâtives et incomplètes mais il fallait parer au plus urgent.

Période troublée d'individualisme où s'affrontent villes et principautés dans une concurrence implacable, dans des guerres farouches, alors que l'humanisme fleurit dans les cours, que la mer porte au loin les caraques génoises, les caravelles vénitiennes et portugaises, vers les pays réputés riches où elles posent les premiers jalons de la colonisation moderne.

Sous la main de René d'Anjou, la cité phocéenne regagne rapidement le rang qu'elle avait occupé dans le concert maritime méditerranéen. En 1527, elle possède son lazaret ; et son organisation est telle qu'elle inspire plusieurs ports français, en particulier ceux de l'Atlantique. Ses règlements y sont en honneur mais leur exécution moins sévère permet l'entrée par Saint Nazaire d'une épidémie de choléra, et son extension jusqu'à Paris.

Du reste, ailleurs qu'à Marseille, aucune obligation n'est officielle, et les décrets émanés du pouvoir central sont inconséquents.

Le 16 Novembre 1510, il est ordonné « de mettre à l'une des fenêtres ou autres lieux plus apparents une botte de paille et l'y laisser encore pendant deux mois après que la maladie aura cessé. »

Un décret du 14 Avril 1515 porte « En raison des cas de peste à Paris, interdiction de la représentation des mystères de notre Seigneur. »

Le 26 Août 1531, une ordonnance du Parlement de Paris prescrit que « les maisons infectées auront aux fenêtres, à la principale entrée, une croix de bois

blanc. Toute personne qui aura été malade, ou tout habitant de sa maison circulera en ville avec un bâton de couleur blanche ».

« Interdiction aux Manants de séjourner dans les églises. »

Aucune des mesures édictées par un parlement à Paris ou en province ne sut s'imposer à l'ensemble du territoire. Chaque municipalité travaillait pour son compte propre. Tardieu souligne avec raison ce caractère exclusivement municipal des institutions sanitaires du xv^e siècle.

Un seul port, le Havre fait exception. L'intendance sanitaire n'y fut jamais municipale. La ville constituait un des huit gouvernements particuliers qui dépendaient directement de l'administration centrale. Les lettres de François I^{er} exprimant le fréquent désir que Le Havre eut une bonne tenue tendaient bien plutôt à stimuler le zèle de son gouvernement, dans le but secret d'en faire une place de guerre avancée et d'y entretenir une flotte armée.

Dans l'esprit des gouvernants et jusqu'à Colbert, la raison d'être de la marine était moins commerciale que militaire. Une flotte marchande était transformable en flotte de guerre. Le ton des envoyés royaux chargés d'y faire exécuter la volonté centrale, comme le Comte de Refuge, la qualité des gouverneurs, choisis parmi les plus en vue des gens de guerre, commandant directement aux échevins, désignent assez ce rôle du Havre.

Le service sanitaire, sous la direction du sieur Carel, maître des quays, n'y fut qu'un moyen de con-

server la ville en état de défense. « Observer toute vigilance sur les choses qui regardent les épidémies, comme étant un des objets qui importent le plus au bien de l'Etat. »

L'ordre des choses voulut que le bien du peuple y trouvât son compte.

Marseille par contre affirmait son indépendance en face de l'autorité de Paris.

L'édit d'Amboise de 1572 prescrivait bien « que dans chaque port, il serait composé une chambre de Conseil, dans laquelle seraient admis tous les officiers des villes, des amirautés, de police avec charge expresse de concourir entre eux pour ce qui le concerne, à ce qui serait à faire dans les occasions assez importantes pour la conservation de l'Etat ».

L'ordonnance royale envisageait qu'on prît partout les précautions utiles à empêcher la pénétration de mal contagieux. Elle fut loin d'amener partout les mêmes résultats.

Sans effet dans les ports de la Manche et de la Seine qui n'ont qu'un service sans autorité, elle permet à Marseille de fortifier son organisation sanitaire.

Deux arrêts du parlement d'Aix, en date du 10 janvier et du 7 mai 1622, constituent les premiers documents sur le service sanitaire de Marseille, en même temps que sur le service général, puisqu'ils servirent de modèle, et à juste titre : « Constamment en présence d'épidémies de peste, surgissant toujours en quelque point des côtes méditerranéennes, ses magistrats arrivèrent promptement à être qualifiés

mieux que quiconque pour acquérir et transmettre l'expérience du Service sanitaire ». La prospérité de leur commerce dépendait de leur vigilance.

Au Havre, le service fut dirigé et exécuté en même temps — à son origine — par le maître des quays, préposé aux enquêtes dans les villes voisines comme à l'examen des navires entrants.

« Les cabarettiers et bourgeois apporteront incessamment les billets des personnes logées chez eux.
« Défense aux gardes des portes de laisser entrer des
« étrangers sans en donner avis, et que tous les vais-
« seaux seront avertis par les lamaneurs de ne pas
« entrer dans le port, et empêchez d'entrer dans
« sceluy, et qu'il sera fait un baon (ban au tambour)
« par lequel il est enjoint à chaque propriétaire de
« maison de faire sortir les personnes qui ne sont
« point venus bourgeois à peine de trente livres
« d'amende, et que les lamaneurs feront savoir qu'ils
« ne doivent entrer en cette ville que dans les 40
« jours suivant l'arrêt de la Cour du Parlement,
« défenses aux lamaneurs d'y entrer sans vouloir y
« demeurer 40 jours consécutifs et en un cas que
« des navires veuillent aller en rade au Hot, que les
« lamaneurs leur traceront le chemin avec leur bar-
« que. Défense à toutes personnes de leur acheter
« aucune marchandise avant 40 jours » (1).

« A tout navire suspect, le maître de quays indiquera le lieu de rade où il devra mouiller. Le capitaine attachera une bouée, planche ou grosse

(1) 1600.

« pièce de bois, avec une amarre qu'il filera loin de
« lui. Sur cette bouée il mettra ses papiers de mer
« pour être examinés ensuite. Par ce même moyen,
« on pourra, le cas échéant, fournir le navire de vic-
« tuailles ainsi que d'autres nécessités. Il y aura def-
« fense de souffrir l'abord d'aucun vaisseau ou na-
« vire. Deffense de venir à terre ni avoir communi-
« cation avec qui que ce soit, à peine de vie. »

Le navire arborait un pavillon blanc. Comme au Moyen-Age, « devant le danger si mystérieux des épi-
démies, l'autorité ne trouvait rien de mieux que de
refouler ceux qui n'avaient pas droit de cité ».

Le chirurgien dangereux ne sortait que vêtu d'un
costume carnavalesque, tenant en main une longue
verge blanche, pour inviter, « au besoin de façon sen-
sible », le peuple à lui faire place.

Puis, jusqu'à la promulgation de l'Edit d'Amboise,
le Service du Havre, consista en un bureau com-
posé du gouverneur, de son lieutenant et de son éche-
vin. Mais la ville était presque naissante. A mesure
que la population s'accrut, les magistrats civils y
acquérant une importance parallèle, il fallut procé-
der à une limitation des pouvoirs. Le règlement ha-
vrais de 1587 précisait que « tous navires qui se pro-
« posent d'entrer dans le port sont l'objet, avant d'y
« être admis, d'une visite minutieuse faite par le
« maître des quays, le chirurgien dangereux, le ser-
« gent visiteur, lesquels seront tenus d'avoir avec
« eux un ou deux des principaux bourgeois dési-
« gnés par le corps de ville, pour assister aux re-
« cherches en rade ».

Le rôle du chirurgien y était avant tout « l'examen des gens, des armes, des raisons de voyage, la surveillance du débarquement des poudres.

La commission rendait compte au gouvernement et celui-ci en référait immédiatement au roi. Les bourgeois désignés pour cet arraisonnement étaient dits « juges de police et de santé » et hiérarchisés comme tous les agents soumis à l'autorité centrale.

Hors le Havre, où le conseil sanitaire ne fut qu'un agent bien obéissant aux ordres de Paris, pendant tout le xvr^e siècle et le commencement du xviii^e, la plus grande insouciance et la plus étrange fantaisie inspirèrent les parlements de province. Leur négligence travaillait parallèlement à la politique marseillaise, contribuant à faire considérer son intendance comme la seule compétente des ports français.

Un arrêt rendu en 1622 par le parlement, sur réquisition du Procureur du Roi, ordonnant que « les
« consuls et les intendants de Marseille et de Tou-
« lon auraient seuls qualité pour visiter les navires
« venant du Levant et de la côte de Barbarie, avant
« que ceux-ci ne puissent entrer dans aucun port de
« la province. Tous les bâtiments seraient visités
« par eux et en recevraient une patente nette leur
« donnant la libre entrée dans les ports de la pro-
« vince, ou, s'il y a lieu, l'ordre de rester pour pur-
« ger la quarantaine prescrite par eux. »

Les Conseils, assistés des intendants élus par les commerçants, étaient donc seuls investis des pouvoirs de la Direction sanitaire. Le parlement d'Aix, faisant nettement table rase de l'instruction royale

de 1572, en écartait les officiers de l'Amirauté, comme les officiers de Police.

Cette attitude n'était en vérité nullement propre au Parlement de Provence. Tous prétendaient plus ou moins énergiquement interpréter, légiférer et non se contenter d'enregistrer passivement les ordonnances de Paris. Mais, là où d'autres ne manifestaient qu'un esprit frondeur, Aix affirmait ses prétentions, d'accord avec les intérêts de la province, en une politique bien définie, arrêtée avec logique et fermeté.

En 1628, un nouvel arrêt confirmait son indépendance, prescrivant aux médecins, apothicaires et chirurgiens la déclaration obligatoire des maladies contagieuses.

Au sein de la Provence, indépendante au moins en fait de l'autorité centrale, le Service de santé marseillais poussa encore plus loin la scission, jusqu'à s'opposer à la Municipalité.

« Le 27 octobre 1647, dans la maison commune, il fut procédé, par les soins des échevins, à l'élection de 24 Intendants juges de la santé. »

Ce furent les derniers rapports entre la Municipalité et l'Intendance sanitaire.

Désormais, ces élus se comportèrent en une administration autonome, complètement indépendante : « ils ne se réunirent plus que dans leurs propres établissements, et, se renouvelant par eux-mêmes, ils demeurèrent entre eux et chez eux ».

Elle donna bientôt l'impression d'une institution puissante dont l'autorité, appuyée sans réserve par

le Parlement d'Aix et, bien plus tard, au XVIII^e siècle, par l'autorité royale — ce qui lui conféra une puissance réelle —, sut se maintenir effective jusqu'en 1852.

En même temps, ils élaboraient un règlement technique qui dût être, en France, le premier sur la santé maritime. Bien que médiocre encore, il fut la base de toute notre organisation sanitaire durant près de deux siècles.

L'importance de Marseille découlait surtout de sa position favorisée. En dehors de quelques rares échanges entre la Hollande ou l'Angleterre et les ports de la Seine, de Saint-Nazaire et Bordeaux qui n'avaient qu'un faible trafic, la pêche hauturière au hareng et à la morue faisait vivre la presque totalité des populations maritimes du Nord. La Méditerranée restait encore, en même temps que la moins redoutée des navigateurs parce que la plus anciennement connue, la mer centrale, la voie traditionnelle que le grand commerce empruntait régulièrement. Marseille, comme aujourd'hui, débouché du Midi, porte de l'Orient, était seule dépositaire de leurs produits.

Tout navire devait, un jour ou l'autre, y passer, prendre ainsi contact avec ses institutions, en garder quelques notions et, au retour, porter au loin sa renommée, suscitant des applications rudimentaires, et dont il parvenait toujours un peu à l'autorité centrale.

Enfin, le Service Marseillais donnait l'exemple d'un fonctionnement harmonieux, digne de son rang,

sans les intrigues qui ailleurs déconsidéraient les autorités locales.

Les accès de zèle et de négligence se succédaient au hasard des rappels à l'ordre des parlements ou des gouverneurs, et des bruits de mal contagieux.

Les avis de peste arrivaient, en Seine, en 1583, 1603, 1635, 1658, 1666, 1668, 1669, au milieu du désordre et de l'ignorance les plus complets.

Nous en avons le tableau par le rapport qu'établit Rougault, Intendant général de Normandie, en 1714, chargé d'étudier une réorganisation du service sanitaire dans sa province.

« Les échevins, les officiers de l'Amirauté, les officiers de police s'arrachaient le pouvoir mutuellement. Ce que l'un commandait, l'autre le décommandait. L'un ordonnait, l'autre y mettait opposition judiciaire, apostait des agents et empêchait au besoin par la force toute exécution et tout mouvement. »

Les officiers de police, achetant leur charge, ne voulaient admettre contestation de leur compétence et de leurs profits, et s'appuyaient sur des considérations de bon ordre.

Les échevins, responsables pécuniairement, réclamaient la prééminence, parce qu'en définitive c'étaient eux qui payaient les frais. A Rouen, ils pouvaient admettre dans leur hôpital de Saint-Gervais jusqu'à 4.000 malades ; le terrain où s'effectuaient les opérations de quarantaine leur appartenait ; enfin, ils entretenaient dans leur établissement de Saint-Nicaire un personnel de médecins, chirurgiens, apothicai-

res, masseurs, éventeurs, qui leur coûtaient fort cher. De plus, à Launay, aujourd'hui Malaunay, ils avaient installé une blanchisserie affectée aux pestiférés.

Les officiers de l'Amirauté argumentaient que les marins, par nature, étaient soumis à leur juridiction exclusive. Le Code maritime les faisait, en tant qu'« officiers de la table de marbre », officiers de police et de l'ordre judiciaire à l'égard des navires et des marins. Enfin, ils avaient, en matière de marine, la compétence indiscutable en même temps qu'un instinctif dédain pour les terriens qui y prétendaient.

Chaque corporation produisait ses titres à la direction sanitaire, se basant en dernier recours sur ce fait qu'à plusieurs reprises l'autorité centrale ou le Parlement leur avait adressé directement des ordres avec charge expresse de les exécuter.

L'Intendant général les examina tous pour arriver à une solution de conflit, ce à quoi il n'aboutit d'ailleurs jamais.

L'administration sanitaire depuis la mer jusqu'à Rouen était donc une tâche bien délicate.

Dans l'estuaire et sur le fleuve, chaque ville se gardait bien de dépasser les limites jusqu'où s'étendait sa juridiction, à quelle condition elle exigeait la même discrétion à son égard.

Honfleur, bien que relevant du Parlement de Rouen, se distinguait par la bonne entente entre ses différentes autorités, selon les préceptes de l'Edit d'Amboise, entente dont elle se pare à l'enquête.

En fait, Honfleur était demeurée place de guerre et imbue de l'esprit respectueux de l'époque pour la

caste militaire. Surtout, il y avait tout intérêt à maintenir les meilleures relations avec le gouverneur qui était proche, quand le parlement était loin, et l'empressement à affirmer la bonne harmonie « masque assez mal le désir secret de repousser les investigations ».

Aucun moyen n'était prévu pour se préserver de la contagion de la peste. Les navires suspects, ou bien étaient refoulés, ou bien retenus dans l'anse d'Hanseneuf, à l'embouchure de la rivière Saint-Sauveur, à deux encâblures du Vieux Port. Le lieu servait de refuge et de dépotoir ; la marée se chargeait du nettoyage. A la moindre menace d'épidémie : « Commandement est fait à tous ceux qui ont fréquenté les habitants du village de Saint-Sauveur, « de se tenir dans leurs maisons ». (5 mai 1650.)

Puis, en août 1668 : « De par le Roi et Monseigneur le Gouverneur, deffense à tous bourgeois de « nourrir aulcuns cochons ny pigeons ; deffense à « tous hosteliers de recevoir aulcuns voyageurs qu'a- « près avoir fait attestation du lieu d'où ils viennent « à Monseigneur le Gouverneur. »

« Deffenses aux messagers et batteliers d'aller à « Rouen sans la permission du Gouverneur.

« Deffenses aux passagers de recevoir aucunes personnes dans leurs bateaux pour passer au pays de « Caux et de tous autres lieux, sans un billet des autorités. »

Le 17 août 1669, de sa pleine autorité, le gouvernement militaire d'Honfleur met l'interdit au delà de Dieppe et d'Amiens, ordonnant de supprimer

« bestes porchines, pigeons, ny lapins, ny autres bestes immondes ». D'autres fois, c'est la Municipalité qui prend l'initiative d'armer une chaloupe de garde qu'elle met en service au delà de la rade du Havre (18 septembre 1709). Même fait le 10 octobre 1711.

Au Havre, du moins, et jusqu'au XVIII^e siècle, rien ne se fit sans le gouverneur, toujours obéi et respecté, bien que les échevins reçussent parfois du roi des ordres confidentiels, à l'insu du gouverneur et contre lui (20 janvier 1617, 4 janvier 1621).

Autant le service sanitaire était, en Seine et à Marseille, de caractère maritime, autant il l'était peu à Bordeaux, où siégeait un parlement turbulent. Les Jurats s'adjoignaient pour les questions d'hygiène deux médecins conseillers, largement rétribués, mais chargés d'un service général de ville, de veiller à la propreté des rues, des ateliers, à l'eau potable, et de donner tous conseils techniques utiles à la Municipalité.

Ils furent remplacés par un organisme composé de magistrats et de membres de la jurade, assez analogue à nos comités d'hygiène, sauf qu'il n'y avait pas de médecins. Ce ne fut que plus tard qu'on y admit les médecins et chirurgiens ordinaires de la ville, l'apothicaire, et enfin l'autorité d'un personnage d'une espèce particulière, le « Capitaine de la peste », fonctionnaire, sorte de dictateur sanitaire, choisi dans les notables de la cité, chargé de prendre toutes décisions, pourvu d'une autorité suffisante pour imposer toutes les mesures qu'il jugerait

utiles, sans que ses ordres fussent discutés. Il délivrait les « passeports sanitaires » et commandait aux « chirurgiens de la peste ».

Leur rôle limité — car ils n'avaient ni subi l'examen ni fait le chef-d'œuvre de maître-chirurgien — ne fut supprimé qu'au XVIII^e siècle, après de multiples protestations de la communauté des chirurgiens diplômés.

Il y eut pourtant chez eux de remarquables opérateurs, dont Jacques Daviel, l'oculiste. Toutefois, ils ne devaient que formuler les remèdes prescrits, faire les opérations indiquées et ne soigner que les malades atteints du mal contagieux pour lequel ils avaient été requis. Il y en eut dans plusieurs villes de France. A Nancy, en 1630, ils ne visitaient les pestiférés qu'accompagnés d'un préposé de l'autorité, porteur d'un bâton blanc, chargé d'empêcher toute communication avec personne autre que le malade.

Les médecins de peste portaient ailleurs une bague rouge ou verte, et étaient vêtus d'une longue robe rouge qui les signalait au public. Ils étaient logés isolément et entretenus aux frais des municipalités. Leur maison portait un signe extérieur. Eux-mêmes étaient aidés par des gens salariés à cet effet.

Dans le Nord, il existait des « sages-femmes de pestiférés » ou « sages-femmes rouges ».

En d'autres villes, il y avait un « commis aux pestiférés » chargé de les visiter, de leur fournir des secours et les objets de première nécessité qu'ils ne pouvaient se procurer.

Un incident caractéristique marqua en 1631 l'épidémie de peste qui sévit à Riom : « Les médecins du pays ayant imposé des conditions trop onéreuses en échange des services qu'on leur demandait, la municipalité décida de s'adresser à un praticien étranger, alors de passage à Thiers. Celui-ci était Abraham de la Framboisière, qui avait acquis à Lyon, où il avait longtemps exercé son art, une réelle notoriété. Il était l'auteur de savants ouvrages et avait donné en maintes circonstances des preuves de sa science et de son dévouement. Deux des consuls de Riom allèrent le chercher à Thiers, et il accepta les fonctions qui lui étaient offertes moyennant une somme de 350 livres par mois. Il commença par faire cesser l'atroce coutume de « murer » les pestiférés dans leur maison, et les fit reléguer hors de la ville, dans des cabanes en planches, les « loges » ou « chabottes », pouvant en contenir deux ou trois. En quittant Lyon, il avait eu soin de faire acheter par les consuls de Riom pour une somme considérable de parfums et d'aromates : pas moins de trois charrettes de térébenthine, d'encens, oliban, vernis et huile de nard. Plusieurs barbiers étuvistes furent désignés pour parfumer les maisons infectées, dans lesquelles il ne pénétrait qu'avec les plus grandes précautions, portant au cou du mercure dans une aveline et les narines remplies de Thériaque ; ils avaient à la main des brandons de feu de bois de genièvre et de sapin ; ils faisaient brûler des parfums dans des réchauds et tiraient des coups d'arquebuse dans tous les appartements. Le linge, les effets d'habillement,

les tapisseries furent enfermés dans de grandes caisses hermétiquement closes et transportées à la rivière de Morge, où on les déposa en belle eau courante. Les maisons, les meubles, furent lavés à la chaux vive. La Framboisière fit ensuite prendre par le Conseil de santé un grand nombre de mesures de salubrité : ordre fut donné entre autres, pour arrêter la propagation du mal, de tuer les chiens, les chats et les pigeons de colombiers » (1).

L'emploi le plus fréquent à chaque épidémie était encore celui « d'enterreur », qu'on appelait dans le Midi « escarrabin », servant à désigner non seulement fossoyeurs et porteurs, mais les infirmiers. L'« escarrabin » remplissait aussi souvent les fonctions de « parfumaire », brûlant dans les maisons toutes sortes de drogues odoriférantes prescrites par les apothicaires.

La sollicitude des pouvoirs publics ne s'arrêtait pas au murage et à l'inhumation des pestiférés. Toute maison où avait eu lieu un décès était interdite d'une barre blanche qui y demeurait six semaines.

L'abandon d'une maison, soit par fuite des habitants, soit, le plus souvent, pour cause de décès de tous ses locataires, entraînait la pose d'une barre pour toute la durée de l'épidémie. Recevoir un « infect » dans une boutique coûtait la fermeture, une amende et la fustigation pour le propriétaire. L'enlèvement d'une barre d'interdit était puni de fustigation, et non pas fictive : le condamné était exposé

(1) GOMOT, Histoire de la peste noire de 1631.

nu jusqu'à la ceinture et frappé de 30 à 150 coups de verge, « à sang coulant », sur le dos et les épaules.

Le tiers des amendes était versé aux dénonciateurs, ce qui rendait la profession lucrative et encombrée.

Après les parfumeurs, les « aéreurs » étaient chargés d'ouvrir et de démonter les meubles et tentures, de disposer livres et papiers à l'action des parfums, pendant vingt-quatre heures, après quoi ils ouvraient les fenêtres et recommençaient l'opération trois ou quatre fois. Un « quartenaire » ou commissaire les inspectait sur leurs chantiers.

C'est l'époque des quarantaines de villes entières et de quartiers de villes.

Les cordons sanitaires étaient pourtant d'une sévérité atroce :

« En Franche-Comté, en cas que ceux qui sont bloqués veuillent sortir de force, le commandant les menacera de les passer au fil de l'épée ; s'ils s'échappent, on les ramènera au lieu d'où ils se sont échappés et on leur cassera la tête, en présence de leurs compatriotes, pour servir d'exemple. »

Mais, « le mal étant au-dessus des ressources de « la médecine, il ne restait d'autre recours que de « s'en remettre à la volonté divine ou à celle des « saints qui avaient joui de tout temps du plus grand « crédit contre la peste. Au premier rang, le plus invoqué était le bienheureux Saint Roch. » Or, Saint Roch était en même temps le patron des chirurgiens, médecins et apothicaires. « On conçoit mal, constate « Cabanes, que ceux-ci aient consenti à se mettre sous

« le patronage d'un saint qui, avec un seul signe de
« croix, guérissait la peste, ce mal inexorable con-
« tre lequel leur science restait le plus souvent im-
« puissante. »

Cependant, si l'attirail des épidémies inspirait aux hommes du continent des dévotions et des tableaux, les marins, peut être moins crédules, mais surtout plus pratiques, apprenaient à se méfier des entraves d'une administration timorée et incohérente.

Le 2 janvier 1666, une dépêche ministérielle ordonnait aux échevins, et non aux juges de santé, d'admettre en libre pratique, au Havre, un navire que les circonstances de mer avaient obligé de relâcher à Calais, déclaré contaminé.

Le 25 juillet 1679, le ministre de la marine Seignelaz informe l'Amirauté de Rouen — et elle seule — de l'existence d'une peste sur les côtes d'Espagne.

Le 19 septembre 1680, c'est l'Intendant général de Normandie qui reçoit du Roi l'avis de provenances suspectes de Bordeaux. C'est à lui à transmettre au Havre. Quelques jours après, l'ordonnance est rapportée.

Le 20 juillet 1680, Seignelaz informe à nouveau l'Amirauté de Rouen d'une peste à Cadix, et n'en fait part au Havre que le 8 août 1681.

Cependant, en 1681, une tentative d'organisation s'annonce : « Le Roi réserve exclusivement aux juges de la santé, l'autorité dans les ports, en ce qui regarde les mesures de préservation sanitaire. » Le ministre lui-même, Mazarin, avait donné — comme en matière financière — un mauvais exemple en

matière maritime, en faisant admettre immédiatement au Havre, en libre pratique, « pour raison d'Etat », un bâtiment de provenance hollandaise, alors qu'il venait de déclarer la Hollande en état de mal contagieux. Mais la marine n'avait aucun intérêt pour Mazarin, et le Service de Santé maritime encore moins.

Ces anomalies étaient trop flagrantes et trop fréquentes pour ne pas jeter le doute dans l'esprit des marins, sur l'utilité de mesures si variables. Elles paralysaient le commerce, sans profit pour personne. Comme la plupart des capitaines marchands possédaient leur navire en propre, il leur était facile de charger pour plusieurs destinations ou de se faire réclamer par des négociants de différents ports, et de faire établir leurs passeports en ce sens. Ils pouvaient escompter n'être pas repoussés partout.

Colbert, succédant à Mazarin, ne pouvait tolérer pendant longtemps pareille ingérence. La marine étant pour lui « la source de la finance », aucun des services assimilés ne pouvait le laisser indifférent. Peu de temps lui suffit pour se rendre compte de la situation, et, le 25 août 1683, il soumettait à la signature de Louis XIV l'ordonnance en onze points qui soumettait à Toulon pour la flotte militaire et à Marseille pour les navires marchands, tous les arrivages maritimes, et qui visait la peste. Le typhus qui sévissait dans les ports du Nord ne constituait pas une menace brutale et calamiteuse. Du reste, le mouvement maritime, au Nord, était restreint.

Ce règlement de 1683 répondait à un second but :

faire cesser l'individualité des Intendances. En leur donnant un règlement unique, Colbert les soumettait à la direction exclusive de Paris. Enfin, les ordres ne passèrent plus par la voie des gouverneurs : ils pouvaient être envoyés directement aux services de l'Amirauté ou aux échevins. La politique de centralisation de Colbert s'affirmait.

Quinze jours après, le 6 septembre, Colbert mourait, épuisé de travail, délaissé du Roi, désespéré de l'incompréhension de Louis XIV, et de voir son œuvre menacée par l'ascension de Louvois.

Cette œuvre de Colbert en matière maritime fut presque entièrement créatrice. En même temps qu'il dotait la marine de navires qui naviguaient, et leur assurait des refuges, en faisant aménager les ports de Brest, de Rochefort, de Cherbourg; il créait un personnel de techniciens, par l'ouverture d'écoles de spécialistes (canonniers, hydrographes, constructions navales) et surtout l'inscription maritime. A la base, et à juste raison de son plan de réorganisation économique nationale, la marine que voulut Colbert permit l'exportation de produits d'industrie et des manufactures d'Etat. Elle permit l'essor des compagnies de navigation, jusqu'alors mal organisées et plus mal soutenues par l'Etat (Compagnie de Saint-Christophe, puis des îles de l'Amérique) — Compagnie de la France Equinoxiale pour la Guyane — qui firent place aux deux grandes compagnies des Indes Occidentales (disparue dès 1674) et des Indes Orientales (avec Lorient), qui dura tant qu'elle fut soutenue par les privilèges accordés par Louis XIV, c'est-à-dire tant

que fut maintenue la politique maritime de Colbert.

Deux ans après sa mort, en 1685, était promulgué le « Code noir », où Colbert avait cherché à rendre moins inhumain le « commerce avec le Sénégal ». (Traite des noirs.)

En 1694, un édit développant celui de 1681 attribue aux officiers de l'Amirauté la « connaissance et « deffinition des choses quelconques de tout ce qui « arrive sur mer et sur les quays ».

Les échevins ne pouvaient donc plus apparaître que comme juges de santé. Les lieutenants de police étaient éliminés, sans qu'il fût tenu compte du fait qu'ils avaient acheté leur charge. Ils étaient lésés dans leur autorité et dans la source de leurs profits: « De tous côtés il y eut des mécontents et partout « des conflits. »

Le 11 août 1700, de Pontchartrain informe l'Amirauté du Havre que la peste sévit à Alger et qu'elle ait à imposer quarantaine aux vaisseaux qui en viendraient « dans leur ressort ». Or, le Havre n'avait pas eu connaissance des prescriptions de l'ordonnance de 1683. Enfin, le ressort du Havre ne dépassait pas sa rade, et il eut fallu adresser la note ministérielle à tous les autres ports.

Elle prouve cependant qu'on commençait en haut-lieu à comprendre que la quarantaine de Marseille ne protégeait plus les ports d'Atlantique et de la Manche ; c'est que la fièvre jaune avait fait son apparition en Europe, à Cadix, et produit des ravages effroyables. « Après cela, l'Administration ne pouvait « se résigner à l'inaction, malgré son ignorance au

« sujet de cette maladie, comme des autres épidémies d'ailleurs. »

Ce souci prend corps dans l'ordonnance du ministre Phelippeaux, datée du 5 juillet 1708.

« De par le Roy :

« Sa Majesté étant informée des désordres que la maladie appelée le Siam a causé jusqu'à présent dans les îles d'Amérique et qu'on peut espérer d'éviter ses fréquents renouvellements en apportant les précautions nécessaires pour empêcher qu'elle se forme et se communique des bâtimens dont les équipages en sont attaqués, à d'autres, et en donnant les soins qui conviennent pour éviter les suites, et voulant y pourvoir a ordonné et ordonne ce qui suit :

« 1° Il ne sera expédié aucun navire ou bâtiment des ports du royaume pour les Isles françaises d'Amérique, qu'après que les Capitaines les auront fait nettoyer et parfumer entre les ponts et que les vivres embarqués pour le voyage auront été reconnus de bonne qualité et dans la quantité suffisante, par les officiers de l'Amirauté qui seront tenus de faire la visite des bâtimens et vivres et d'en donner leur certificat du bon état d'iceux, en même temps que leurs autres expéditions, lesquels les Capitaines seront tenus de représenter à l'Intendant ou autres officiers établis pour la police dans les quartiers où ils aborderont pour y mettre leur veue et estre ensuite rapporté, à peine contre les contrevenants de 1.000 livres d'amende, applicable aux hôpitaux des Isles où leurs bâtimens arriveront.

« 2° Fait, sa Majesté, deffenses aux capitaines tant de ses vaisseaux que ceux de ses sujets de mettre aucun de leurs équipages ou passagers à terre, qu'ils n'aient auparavant fait avertir l'intendant de l'Estat où ils se trouvent par rapport à la Santé, à peine contre lez premiers d'interdiction pour six mois et de 1.000 livres d'amende contre les autres, applicables comme dessus en cas qu'il y eut quelque mal contagieux

dans les équipages ou passagers. Veut, sa Majesté que les capitaines établissent incessamment les tentes dans les lieux qui leur seront indiqués ès environs de la rade, sous le vent des quartiers, pour y mettre les malades auxquels ils feront donner les soins convenables obligeant, à cet effet, le chirurgien du bord de les voir continuellement et en avertissant le médecin du lieu, s'il y en a, de les visiter une fois le jour pour ordonner les remèdes qu'y leur seront nécessaires.

« 3° Ceux des matelots ou autres qui mourront de la maladie dont il s'agit, après leur arrivée, seront enterrés dans des cimetières éloignés et dans des fosses profondes et les hardes qu'y leur auront servi seront brûlées à moins qu'elles ne fussent de valeur, auquel cas elles seront parfumées et mises à l'air pendant quinze jours ou vingt jours, faisant deffenses d'en vendre aucune que de ces dernières, à peine contre les matelots et soldats de privation de leur solde pendant un mois et d'être mis sur le cheval de bois pendant trois jours consécutifs et contre les autres de 150 livres d'amende applicable comme dessus.

« 4° S'il se trouvait à bord quelques officiers de Sa Majesté ou passagers de distinction, attaqués de la dite maladie, l'intendant ou commissaire, de concert avec le médecin du lieu où le bâtiment sera mouillé, conviendront de l'endroit où ils seront débarqués et de la manière dont ils seront traités, les secours spirituels leur seront administrés sans cérémonie et en cas de mort enterrés comme il est cy-dessus expliqué.

« 5° Les chirurgiens du bourg de la Martinique seront obligés d'avertir le médecin des malades qu'ils traiteront et de la qualité de leurs maladies et de prendre des avis, à peine d'être privés de leurs fonctions pendant six mois et de prison pendant quinze jours.

« 6° Les bâtiments faisant la traite des nègres étant les plus sujets à la maladie, Sa Majesté deffend aux capitaines qui les commanderont de laisser descendre à terre aucune personne du bord, et d'en vendre aucun qu'après que la visite de l'équipage aura été faite par les médecins ou chirurgiens establis dans ces quartiers, suivant les ordres de l'intendant

ou du commissaire ; et en cas de maladie dans les nègres ou dans l'équipage, les bâtiments feront une quarantaine dans l'endroit qui leur sera désigné en observant de mettre dans un bâtiment particulier tous les gens de santé où ils seront parfumés pendant vingt-quatre heures, d'en user de même lors de la guérison des autres et pour les capitaines de suivre ce qui leur sera prescrit par les intendants ou commissaires, le tout à peine de 50 livres d'amende contre eux, applicable comme dessus pour chaque personne qui aura contrevenu et de plus grandes punitions s'il échoit.

» 7° Soit exécuté....., etc...

« Signé : Louis PHELIPPEAUX. »

Les menaces d'épidémies sont nombreuses, le gouvernement s'inquiète et songe à faire appliquer des prescriptions rigoureuses.

« On peut admirer, au moins une fois, la sage audace des rédacteurs de ce texte. Pour une époque où même les palais royaux devenaient en peu de temps des sentines que la Cour devait abandonner, il est beau de voir prescrire des soins de propreté sur les vaisseaux » (1).

Ces mesures étaient de la plus élémentaire nécessité, quand on pense qu'en temps de paix et sur notre territoire les troupes recevaient « des viandes pourries et du pain que rongeaient les vers ». Le texte ministériel n'est pas sans mérite, « l'hygiène générale y marque un progrès, mais le service sanitaire demeure avec ses trois principes : visite sévère, isolement, désinfection ».

(1) LAUSIÈS.

On entrevoit la nécessité d'organiser une défense générale de tous les ports, et non plus seulement contre la peste seule.

Un avis de peste à Dantzick, en 1709, donna au ministre de Pontchartrain l'occasion de mettre à profit les enseignements de l'année 1700. Il ordonne d'une part, le 11 septembre, à ses officiers de l'Amirauté de se joindre aux officiers des villes, et qu'on organise d'urgence un lieu de quarantaine au Havre ; d'autre part, à l'intendant Champigny, de refuser l'entrée du port aux convois de blé qui y sont attendus et de leur faire faire quarantaine à proximité.

Pourtant la réception des blés étrangers était une nécessité immédiate : l'agriculture, malgré la bonne volonté de Colbert, avait été ruinée : la terre ne rendait rien, les disettes étaient annuelles. L'hiver était déjà froid, et le peuple s'impatiait, et la Seine était la route la plus courte vers Paris. Mais les blés du Nord pouvaient faire entrer la peste, et le mal eut été pire encore.

Pontchartrain fit arrêter les blés, mais il fut pas secondé. Le Havre ne voulait que refouler les navires ; il n'y avait pas de lazaret, ni, disait-on, de lieu propice à en établir.

L'obstination du Havre fut vite oubliée devant les préoccupations de la guerre. Le 11 février 1711 cependant, arriva un nouvel avis de peste dans les provinces du nord de l'Europe. Le ministre rappelle ses ordres précédents concernant la purge de quarantaine au lazaret, en rade du Havre. Ses injonctions

restèrent, comme les premières, sans effet : l'Amirauté n'avait pas qualité pour commander aux échevins. Ceux-ci ne se souciaient pas, n'ayant même pas reçu d'ordres directs, d'engager des fonds dans une entreprise que le peuple voyait toujours d'un œil inquiet : le voisinage des lazarets passait pour dangereux.

Un fonctionnaire cependant, pour ménager son avancement le Commandant et Intendant de la marine qui se trouvait être le comte de Laurmant, prit sur lui de convoquer à l'Hôtel de Ville les négociants, le 4 octobre, et de leur proposer un règlement qu'ils acceptent :

« Précautions à prendre pour empêcher la communication des vaisseaux et équipages venant de la Baltique ou autres endroits pouvant être infectés de la peste, même de ceux qui pourraient avoir fait rencontre des premiers. »

Le règlement comporte vingt articles et se résume en : l'arraisonnement des navires entrant en rade, la reconnaissance, l'interrogatoire, après quoi le navire est admis ou refoulé en rade, le tout agrémenté de menaces et de sanctions « à coups de canon et de fusil », et « si quelqu'un s'ingère de descendre, il sera tué irrémisiblement par les soldats, gardes et sentinelles placés sur les lieux à cet effet ». Il n'est nullement question du point fondamental sur lequel insistait le ministre, à savoir la possibilité de faire quarantaine.

Aussi, trois jours après, le 7 octobre 1711, de Pontchartrain insiste dans une nouvelle lettre sur la nécessité de désigner un lieu de quarantaine, devant

les mauvaises nouvelles de la peste qui viennent du Nord.

Il annonce qu'il écrit à ce sujet aux Intendants des provinces et aux officiers des villes. En réalité, il écrit à Rouen pour qu'on refoule tout navire suspect sur un lazaret désigné. Même attitude de Rouen, où on ne sait pas davantage s'il faut envisager la création d'un lazaret particulier ou convenir avec le Havre d'un lieu commun.

Cette résistance, qui passe à la Cour pour une incompréhension malveillante des ordres expédiés, fait décider l'envoi d'un personnage à la fois compétent et influent pour faire pression sur l'Amirauté de la Seine. La mission est confiée au comte de Toulouse, gouverneur de Bretagne, troisième fils de Louis XIV et de la Montespan et Amiral de France depuis l'âge de 5 ans, « dont, par chance, le mérite n'était pas trop « inférieur au titre ».

Sitôt rendu au Havre, l'Amiral préside à l'Amirauté une réunion des officiers de la marine, assistés des membres du Conseil de santé, des échevins et du procureur-syndic. Il fait décider l'adjonction au règlement du 4 octobre dernier, d'une disposition par laquelle une chaloupe-pilote croisera à tour de rôle en mer ou sur rade, chargée d'arraisonner les navires entrant en Seine, sans les aborder ; et, s'ils viennent de pays suspects ou ont eu en route un rapport suspect, de leur crier l'ordre de se rendre à la Hougue pour y faire quarantaine. Le Havre échappait encore à l'obligation d'entretenir un lazaret à proximité. Mais, en même temps que l'Amiral enquêtait au Ha-

vre, d'autres envoyés se renseignaient à Honfleur et à Rouen.

La marine était passée aux mains du duc de Luxembourg, qui y veillait. Il avait dépêché à Honfleur son lieutenant général de la table de marbre, avec des secrétaires et une suite suffisante pour inspecter les navires et mener à bien l'enquête. Le 20 février 1712, elle était terminée, le procès-verbal parvenait au ministre, en même temps que le comte de Toulouse rentrait.

Le premier résultat fut l'ordre ministériel de procéder au rechargement sur navires de marchandises débarquées à Honfleur sur allèges et de leur faire reprendre la route pour leur lieu de départ. Le lieutenant de l'Amirauté de Rouen en était chargé.

Ce que les négociants y virent, ce furent les frais de l'opération, énormes et inutiles. Ils provoquèrent à Rouen une réunion générale des commerçants et une autre de l'Amirauté, desquelles il sortit deux mémoires.

L'un détermine les fonctions du lieutenant de l'Amirauté en période d'épidémie. Toute la correspondance avec les pays étrangers suspects de maladie doit passer entre ses mains, pour être parfumée, lavée au vinaigre, « avant que les lettres soient remises ès mains des courriers de France » ; il procèdera lui-même à la visite sanitaire ; veillera au déchargement pour évent des marchandises suspectes ; taxera les salaires des officiers et particuliers. En somme, il devient l'organe d'exécution du Service de santé. La mesure est surtout préventive ; les négociants de

Rouen tâchent de s'assurer des garanties de justice importantes, par la qualité des personnages constituant la commission sanitaire, et ceci à toutes fins, contre leurs voisins ou concurrents.

Le second mémoire est l'effet direct de la malencontreuse intervention du duc de Luxembourg : il fixe le nombre des officiers municipaux qui prendront part aux visites, avec les membres de la Santé, et leurs salaires :

- « Au commissaire : 10 livres par jour ;
- « Au procureur du Roi : 6 livres 8 deniers ;
- « Au greffier : 6 livres, 8 deniers ;
- « Au médecin : 10 livres ;
- « Au chirurgien : 6 livres 8 deniers ;
- « A l'interprète : 3 livres. »

« Drogues et parfums, suivant une taxe à faire proportionnellement au port du navire (tonnage), jusqu'au maximum de 10 livres. En plus, les frais de chaloupe, gardiens, devront être modérés. Ces vacations seront exclusifs de toute autre chose, comme nourriture, etc., qui seront aux frais des officiers. »

Les négociants de Rouen s'assuraient contre une nouvelle fantaisie ministérielle ou autre.

Dans l'une et l'autre de ces décisions, les deux assemblées laissaient bien soigneusement sous silence la question du lazaret, principale préoccupation du ministre. A ses invitations réitérées, le Havre avait répondu par des règlements locaux, Honfleur par des rapports, et Rouen par des mémoires.

Or, ce que voulait le ministre avant toute autre chose, c'était un lazaret à proximité des ports importants. Il donne l'ordre brutalement à Honfleur de renvoyer les navires suspects à leur point de départ. Il pensait au moins lasser la résistance des ports de Seine en gênant leur commerce. Honfleur ne réagit pas.

Alors suit toute une série d'avis de peste, envoyés aux Amirautés, délibérément, et sans qu'il y ait concordance entre ces avis et des épidémies réelles ; mais la méthode ne porte pas.

Le 12 septembre 1712, il soumet à la signature du Roi un texte de règlement :

« Précautions ordonnées avec le plus de tempéraments possible, pour ne pas gêner le commerce
« autant que faire se pourra :

« 1° Désignation d'un lieu de mouillage pour les
« navires venant des pays du Nord, qui sont infectés ;

« 2° Visite à l'arrivée de tous navires, par un médecin et un chirurgien ;

.....

« 7° Obligation d'avoir des bateaux pour porter des
« vivres et les choses nécessaires aux bâtiments dans
« les lieux désignés pour la quarantaine ; s'il n'y a
« pas de lieux convenables pour le dépôt des marchandises susceptibles, on devra les transporter
« dans un bâtiment vide et dédommager le propriétaire.

« 10° Ceux qui auront aidé au débarquement ou auront prêté leur logement aux marchandises seront contraints à suivre la quarantaine.

« 11° Les blés sont exceptés et seront livrés immédiatement, mais en vrac seulement.

« 12° Si au cours de la quarantaine une malade paraît, la quarantaine recommencera à partir de ce jour.

« 13° Après quarante jours, s'il n'y a pas de maladie, la libre pratique sera donnée. »

L'alternative où les mettait le ministre d'avoir un lazaret ou d'établir la quarantaine en ville, dans des locaux que personne n'aurait consenti à prêter, pour ne pas la subir soi-même, laissait peu d'espoir aux assemblées municipales. La solution la plus simple était le lazaret.

Une correspondance s'engage à ce sujet entre l'Intendant général de Rouen, Rougeault et les échevins du Havre.

Marseille, modèle des Intendances sanitaires, reçoit l'ordre de transmettre au Havre un plan des infirmeries de son lazaret et un rapport sur ce qui s'y pratique. L'ordre est exécuté scrupuleusement par Arnan, intendant des galères à Marseille; et les pièces communiquées au frère Nicolas Augustin, qui doit relever les plans du Hoc et dresser un projet des ouvrages à y faire, en s'inspirant des idées de moindre dépense.

« Quant à l'étendue de l'évent et aux batimens, je
« me suis expliqué avec frère Nicolas de disposer à
« peu près pareil à celui qui est occupé par les infir-
« meries de Marseille, en ne faisant qu'une dépense
« modique pour servir seulement de premier éta-
« blissement. Cela suppose un corps de logis où puis-
« sent loger les éventaurs, avec quelques chambres
« pour les concierges, servants et autres personnes,
« et deux halles au plus sur le modèle des plus peti-
« tes qu'on voit sur les plans de Marseille. »

La question n'en était pas pour cela réglée. Après une visite de l'Intendant général, une réunion provoquée chez lui par le lieutenant du Roi, Duvivier, à laquelle prirent part les autorités intéressées, la Marine repoussait le projet, et les échevins, comme les négociants, le défendant, une nouvelle délibération fut prise le lendemain du retour du frère Nicolas.

Les opinions avaient changé : échevins et négociants faisaient opposition par la voix du procureur-syndic Plaimpel, qui développa et soutint leur thèse en leur nom, comme c'était l'usage.

Le Hoc était trop mal abrité, la rade trop peu profonde, encombrée de bancs mouvants, et le terrain à aménager exposé aux raz-de-marée. La vérité était que, sur le point de voir le projet réalisé, les Havrais ne voulaient toujours pas le voisinage d'un rendez-vous de pesteux. Tatihou, plus éloigné, était plus propice !

Il se trouvait que le choix du Hoc gênait les pilotes de Quillebœuf, qui se crurent ruinés. Une pétition signée de 25 d'entre eux fut adressée au ministre —

de Pontchartrain —, le 30 avril 1713, contre le Hoc.

L'intendant général estima toutes ces critiques, fortement entachées d'exagération, intéressées et conclut à l'adoption du Hoc.

Une dernière manœuvre de Rouen n'aboutit pas. La crainte du lazaret proche est telle qu'un mémoire est envoyé à Paris, le 9 septembre, dans lequel il ne s'agit de rien moins que de faire arrêter tous vaisseaux montant en Seine. C'était l'interdiction de tout commerce avec les pays suspects.

Le ministre excédé, répond par un avis de redoublement d'épidémie (inexistante) dans le Nord de l'Europe, et promulgue en conséquence une nouvelle ordonnance signée du Roi, en date du 22 septembre.

Elle prescrit : « Très expresses inhibition et défenses sous peine de la vie, à tous, d'entretenir aucune correspondance ni commerce avec Hambourg, Lubeck, Bresme et les ports scituez sur les rivières de l'Elbe et du Weser, et pays enclavés entre elles ; d'apporter ni faire apporter sur aucun vaisseau aucune sorte de denrée de quelque nature et qualité que ce puisse être venant des ports et lieux ci-dessus.

« Seront punis de mort ensemble ceux qui auront aidé et favorisé l'entrée de ces vaisseaux et le débarquement des marchandises.

« Est permis le commerce avec les autres pays du Nord, à la réserve de toute marchandise première ou manufacturée en laine, coton, fil de soie, de lin, de chanvre, fourrures, meubles, peaux. Les contrevenants seront interdits et déchus à perpétuité de

« tout commerce, condamnés à dix mille francs
« d'amende et mis au carcan.

« Tous lesdits vaisseaux venant du Nord ne pour-
« ront aborder qu'à Saint-Valéry, le Havre, Mor-
« laix, Saint-Malo, Nantes, la Rochelle, Bordeaux,
« Bayonne, et Dunkerque en satisfaisant à l'ordon-
« nance du 12 septembre 1712.

« Nul ne pourra débarquer sans avoir fait la qua-
« rantaine, à peine de vie.

« Les marchandises autres que celles autorisées et
« à l'expiration de la quarantaine ne seront débar-
« quées, à peine de galères pour les gardiens.

« L'ordonnance du 12 septembre 1712 sera exécutée
« selon sa forme et sa teneur, en tous ses articles qui
« ne seront pas contraires à la présente, laquelle sera
« lue, affichée et publiée partout où besoin sera. »

Le ministre répondait avec à propos à la désinvol-
ture des ports de Seine. Puisqu'ils ne voulaient pas de
lazaret, il en supprimait la nécessité en supprimant
leur commerce.

L'hostilité dut promptement se transformer en dé-
sir ardent du lazaret, car, le 31 décembre, de Pont-
chartrain leur rendait toute liberté de commerce avec
les provinces du Nord, et déclarait la cessation de
toute épidémie.

Ainsi donc, cette épidémie fameuse qui durait de-
puis deux ans, disparaissait totalement 64 jours après
le si violent redoublement qui avait inspiré des me-
sures si prohibitives. Son allure, plus administrative
que médicale, ne dut pas laisser de doute dans l'esprit

des négociants de Seine. Ils ne pouvaient plus différer. Au reste, l'in vraisemblance de cette fin d'épidémie n'était pas pour l'époque tellement flagrante. Les rumeurs d'épidémie étaient si fréquentes, et les épidémies elles-mêmes, dans la misère où avaient plongé l'Europe les guerres et les dépenses de Louis XIV, et la peur si intense, que cette mise en scène n'avait été qu'un jeu.

Deux mois après, pourtant, de nouvelles mesures de protection étaient ordonnées : au sujet des grains de Lubeck : on pouvait les admettre en caisses, en « greniers » (barriques), mais non en sacs.

A peu de temps de là, par contre, l'ordre est donné de laisser passer librement des caisses de chandelles, cependant considérées comme marchandise susceptible : elles sont destinées à un haut personnage, un envoyé du duc de Holstein.

Ainsi les incohérences et les tracasseries administratives n'avaient pas cessé.

En Seine, rien n'avait changé : le service de surveillance sanitaire restait dérisoire. A le narguer, contrebandiers et agents du fisc rivalisaient d'audace. Les fraudeurs d'Honfleur étaient renommés et le demeurèrent bien jusqu'au XIX^e siècle. Quant aux agents de finance, il s'agissait pour eux de ne pas laisser échapper les marchandises à taxe ; et la route était vaste à surveiller : il ne fallait pas moins de 5 jours pour remonter de l'embouchure jusqu'à Rouen.

Sitôt l'entrée en rivière, les gardes des cinq grosses fermes montaient à bord et se faisaient payer les taxes afférentes aux diverses marchandises, et cela

malgré l'état sanitaire du navire. Si bien qu'en cas de suspicion, il leur fallait le suivre en quarantaine : leur service en eût été désorganisé ; ils s'échappaient mais la santé s'en plaignait.

Le 8 juin 1714, une ordonnance royale désigna Le Hoc pour lieu de quarantaine de la Seine, « pour tous les bâtiments destinés aux ports de Normandie, venant des païs suspects de maladies contagieuses, suivant avis ».

On prévoit 30.000 livres pour l'agencement et 1.000 livres par an pour l'entretien. On économisera sur les droits à prendre sur les marchandises soumises à l'évent, « droits que Sa Majesté trouverait bon de fixer sur le même pied que ceux de Marseille ».

La proposition émise par Rougeault dans un mémoire, de répartir la dépense sur les trois généralités de Normandie et les frais d'entretien sur les marchandises, avait été rejetée. Les frais de détail sont tarifés et soumis à la perception du receveur municipal.

Les travaux doivent commencer en 1715 ; l'adjudication a lieu le 1^{er} septembre, sous la présidence de Rougeault, en grande pompe, au plus fort rabais, avec un seul feu.

Ainsi, la conception ministérielle se réalisait : à l'image de Marseille pour le Sud, le Havre devait, à l'exclusion de tout autre bureau sanitaire, attirer tous les navires du Nord. Ce fut surtout un projet, car le conseil sanitaire du Havre ne prit jamais autorité que sur sa rade. Chaque petite ville était trop jalouse

de ses moindres privilèges pour admettre une pareille intrusion. Le règlement local de 1711 s'y opposait, du reste, par l'article 20 qui interdit l'entrée du port au navire suspect, « à moins qu'il ne soit de ce port et qu'il n'exhibe son pavillon ».

Malgré les efforts du pouvoir central, le service sanitaire n'eut pas un rôle officiel et régional comme l'avait eu très tôt celui de Marseille. Alors que l'Intendance de Marseille, bien qu'exclusivement municipale, s'imposait au point d'être prise en exemple, le bureau sanitaire du Havre, conçu dans un caractère national, subissait une évolution inverse : peu à peu son domaine s'était effectivement restreint. Le voisinage d'Honfleur et de Rouen l'avait entraîné dans leur orbe commerciale.

La quarantaine fonctionna donc au Hoc, mais pas longtemps. Un avis de Paris annonça, au milieu de l'effroi général, l'épidémie de peste à Marseille dans l'été de 1720. C'était le dernier port dans lequel on pût redouter l'entrée d'une peste. Son organisation passait pour exemplaire, comme la plus perfectionnée du temps. La Cour ne la proposait-elle pas en modèle à tous les autres ports ? Cette défense sanitaire n'était-elle pas infranchissable ? Pourtant, les nouvelles étaient des plus mauvaises. Le nombre des cadavres était tel qu'on ne les enterrait plus : on les jetait sur un terrain vague, l'esplanade de la Tourette, petite colline qui sépare le vieux port de la Joliette. « Sur cet emplacement, écrit le Docteur Pluyette, plus de mille cadavres pesteux étaient, depuis trois semaines, exposés aux ardeurs d'un soleil

estival et empestaient l'atmosphère. Le Chevalier Roze comprit que, pour vaincre l'épidémie, il fallait avant tout se débarrasser de ce charnier. Sous les vieux remparts qui avaient résisté aux légions de César, se trouvaient des casemates immenses ; Roze en fit défoncer les voûtes et, aux forçats qui remplaçaient les fossoyeurs morts, il ordonna d'y jeter les cadavres. »

Après avoir versé une bonne rasade de vin à cent galériens et recouvert leur visage d'un bandeau imbibé de vinaigre, il déboucha de la place de Leucke et parvint à leur tête sur l'esplanade de la Tourette. Les plus courageux reculent devant ce spectacle d'horreur, qui impressionne encore plus l'odorat que la vue. Alors Roze descend de cheval, s'empare du premier cadavre qu'il rencontre et va le précipiter dans la fosse qu'il a fait préparer. Stimulés par la bravoure de leur chef, les forçats ont bientôt rempli les fosses qu'on recouvre de chaux vive. De tous ceux qui participèrent à cette expédition, il ne revint que trois soldats et un forçat.

Une stèle édiflée 165 ans après, en 1885, sur le lieu même de l'exploit du Chevalier Roze rappelle au passant d'aujourd'hui ce geste héroïque. Plus loin, une autre statue, celle de l'évêque de Belzunce, commémore une autre belle figure de l'épidémie marseillaise. Elle fut érigée 132 ans après l'événement.

Un demi-siècle plus tard, l'intendance sanitaire de Marseille commandait au peintre Vieu, directeur de l'Académie de France à Rome, un tableau inspiré de ces faits. David l'exécuta et représenta un Saint Roch.

En 1824, le baron Gérard eut la même commande et en fit une représentation plus historique.

De nombreuses œuvres d'art illustrent cette épidémie où Marseille, qui comptait 90.000 habitants, en perdit 40.000.

Mais le résultat le plus général fut de réveiller les anciennes terreurs à la pensée même de la peste, dont le port réputé le mieux défendu n'avait pu se garder. C'est une supplique aux édiles havrais que signent les négociants, avec des protestations de soumission, attitude qui démasque leur angoisse.

C'est le retrait du concierge du Hoc et l'abandon de ce lazaret, décidément trop près de la ville, et la remise en service de Tatihou, du côté de Cherbourg ; c'est la lettre qu'écrivit Louis XV, lui-même tout inquiet d'horreur :

« A Monsieur de la Grange, mon lieutenant et commandant en ma ville du Havre...

« Monsieur de la Grange, lorsque la peste attaqua la Provence, avec une fureur qui semblait ne rien épargner, je tremblay pour tous mes sujets menacés ou d'une mort la plus prompte de toutes et la plus cruelle dans ses circonstances, ou d'une extrême diminution de leur fortune par la cessation entière du commerce ou au moins du spectacle affreux d'une désolation qui pouvait devenir générale, mais les ordres que mon oncle le Duc Régent a donnés partout avec toute la vigilance et la sagesse nécessaire ont arrêté le progrès d'un mal si funeste. Dieu a béni ses soins, il a récompensé le zèle stoïque de tous les ordres du clergé ; il a écouté les prières des anges purs et innocents et elles ont obtenu qu'il retirast de dessus nos têtes l'un des plus terribles fléaux de sa colère, ce mal contagieux, qui, en désolant une province, répandait la terreur dans tout le reste du royaume, est en-

tièrement cessé ; nos voisins ne peuvent plus regarder nos frontières avec frayeur ; les français qui se craignaient eux-mêmes les uns les autres, sont délivrés de cette pernicieuse crainte, et il ne nous reste plus qu'à rendre grâce à Dieu de s'être laissé fléchir et d'avoir bien voulu ne nous punir ou ne nous éprouver que par des calamités passagères ; notre intention était donc de remercier le ciel de sa clémence et pour attirer de nouvelles bénédictions, j'écris aux archevêques et évêques de mon royaume de faire chanter le Te Deum dans toutes les églises de leurs diocèses et vous fais cette lettre de l'avis de mon très cher et très aimé oncle, le duc d'Orléans, régent, pour vous dire d'assister à celui qui sera célébré dans l'église principale de ma ville du Havre, donne ordre tant aux officiers de justice que magistrats de s'y trouver, comme aussy de faire faire des feux de joie et tirer le canon, ainsi qu'il est accoutumé pour marque de réjouissance publique. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, Monseigneur de la Grange, en sa sainte garde.

« Ecrit à Versailles, le jour de Février 1723.

« Signé : LOUIS PHELIPPEAUX. »

Toute l'activité sanitaire semble s'être concentrée alors sur Marseille. Mais loin d'ébranler son autorité, cette épidémie ne fit que renforcer son prestige. Les autres ports restaient encore en tutelle, et quand, en 1751, l'édilité havraise tenta de supprimer le lazaret du Hoc, l'Intendant général La Bourdonnays répondit par un « refus sec et hautain ».

« Si la peste est entrée à Marseille, disait-on encore en 1822, c'est que les barrières élevées par la « Science administrative » ont été insuffisantes. »

Aussi, dans toute la période qui suivit l'épidémie marseillaise, les pénalités devinrent d'une dureté atroce. Les pires fantaisies protectrices ne furent ja-

mais jugées trop sévères. Le moindre manquement était un crime de lèse-humanité. Le désir d'une protection efficace et la crainte de tout contact suspect fait naître toute une série de mesures dont l'application ne recule devant aucun excès : villages brûlés, pestiférés abandonnés sans soin ou soignés avec la dernière rigueur.

En 1720, déjà, les médecins marseillais avaient donné l'exemple, n'approchant des malades qu'en costume spécial, enfermés dans une longue blouse épaisse, chaussés de bottes, gantés, casqués et masqués d'un faux nez bourré de parfums, donnant souvent leurs instructions à distance, passant aux malades, au bout de longues pinces, des bistouris pour ouvrir eux-mêmes leurs bubons.

Les ports d'Orient sont systématiquement mis en suspicion, et tous les navires qui en parviennent soumis à la quarantaine de Marseille ou de Toulon, du seul fait de leur provenance.

Le monopole marseillais fut confirmé par la déclaration royale de 1729 qui, bien que connue et enregistrée au seul Parlement d'Aix, n'en visait pas moins tous les ports du royaume.

« Versailles, 26 Novembre 1729,

« CHAUVELIN, Garde des Sceaux,

« *Déclaration concernant le commerce dans les échelles du Levant.*

« *Notre attention à faciliter par toutes sortes de moyens le commerce que font nos sujets dans les échelles du Levant et de Barbarie, et à pourvoir en même temps à la conservation de la santé dans tout le royaume, nous a porté à exa-*

miner ce qui pourrait être ajouté aux ordonnances et réglemens rendus sur ce sujet, afin d'augmenter ledit commerce et d'empêcher que les bâtimens qui y sont employés ne puissent introduire le mal contagieux qui se fait ressentir souvent dans les dites échelles.

« Nous sommes informés que l'on observe avec exactitude les précautions établies pour s'en garantir dans les lazarets de Marseille et de Toulon où il est ordonné aux Capitaines et patrons des dits bâtimens de se rendre, venant du Levant et de Barbarie, pour faire quarantaine, sans pouvoir aborder dans les autres ports de France et du Languedoc, ni communiquer à la côte, et qu'il n'est pas permis à ceux qui y sont en quarantaine d'en partir avant que de l'avoir finie pour faire un second voyage en Levant comme ils avaient liberté de le faire par le passé.

« Nous avons estimé cependant que cette liberté pouvait être rendue sans inconvénients aux bâtimens destinés à la traite des blés qui seraient venus dans les dits ports avec patentes nettes et nous avons cru qu'il était du bien du commerce et de l'avantage des provinces de notre royaume qui sont quelquefois exposés à la disette, d'accorder cette facilité aux dits bâtimens destinés à leur procurer l'abondance. Mais nous avons en même temps jugé nécessaire d'établir des peines sévères non seulement contre ceux qui, au mépris des défenses de communiquer aux côtes et de débarquer des marchandises ou denrées en d'autres endroits que les lazarets de Marseille ou de Toulon, pourraient y contrevenir, soit en venant des échelles du Levant et de Barbarie, soit en partant de nos dits ports avant la fin de leur quarantaine, mais encore contre ceux qui pourraient aider et favoriser l'entrée et le débarquement des dites marchandises ou denrées.

« A ces causes..... Nous voulons et nous plaît que les bâtimens venant des échelles du Levant et de Barbarie, chargés de blés seulement et avec patente nette puissent être expédiés et y faire un second voyage après avoir débarqué leur cargaison, sans être obligés d'achever leur quarantaine.

« Ordonnons aux capitaines et patrons des dits bâtimens de faire route en partant pour se rendre en droiture à leur

destination, sans aborder ni communiquer à nos côtes, sous peine de vie.

« Voulons que les capitaines et patrons des bâtiments venant des dites échelles qui, au lieu de se rendre d'abord à Marseille ou Toulon, pour y faire quarantaine, iront communiquer aux dites côtes et y débarqueront des marchandises ou denrées soient également punis de mort, ensemble ceux qui auront aidé ou favorisé l'entrée et le débarquement des dites marchandises ou denrées.

« Enregistré au Parlement d'Aix, en règlement du 2 Janvier 1730. » (1)

Ce recueil des lois anciennes spécifie que chaque Parlement ayant ses lois particulières étrangères au reste de la France, ce règlement, valable pour le Parlement d'Aix, ne pouvait être appliqué ailleurs qu'en Provence, sans un décret d'extension émanant du pouvoir législatif.

L'ambition de Marseille était donc sans fondement légal et ses prétentions et ses intrigues constituaient un abus de pouvoir.

En Seine, on ignorait évidemment cette ordonnance, et la contradiction n'apparut pas quand Maurepas y envoya ses instructions spéciales par lettre du 23 janvier 1741.

« J'ay cru devoir vous observer que les navires venant du Levant au Havre, chargés de blés ne seraient pas en sûreté dans cette rade, pendant la quarantaine que le Roy a bien voulu permettre de leur accorder, et que de tous les endroits qu'il y a aux environs du Havre, la Hougue est le plus convenable, le moins dangereux, et que les bâtiments venant de

(1) ISAMBERT, Lois et ordonnances de l'Ancienne France, VIII, page 271.

lieux suspects de mal contagieux y ont fait quarantaine lorsqu'il a été à propos de le permettre, ce qui fait présumer qu'il se trouvera des gens au fait des précautions qui doivent être prises en pareil cas et qui pourront être chargés des règles que je joins ici pour leur être prescrites par l'intendant de la province, si vous trouvez à propos de les lui adresser et de lui donner vos ordres, tant pour ce qui concerne les personnes qui doivent être employées à examiner au Havre la patente des navires qui y aborderont du Levant et déterminer sur ycelle le temps de leur quarantaine que pour les précautions à prendre au dit endroit et à la Hougue pour empêcher l'introduction des marchandises et la communication des équipages avant d'avoir fini le temps de leur parage.

« Signé : DE MAUREPAS. »

« Règles qui doivent être observées.

« L'Intendant de Caen et de Rouen chargera telles personnes du Havre qu'il trouvera à propos au nombre de quatre qui serviront par semaine de veiller à la sûreté de la santé, à l'arrivée et pendant le séjour au dit endroit des navires chargés de bled.

« ...A l'entrée du port, deux hommes de garde pour recevoir au bout d'une perche et sans communiquer la patente de santé qui leur sera remise par le capitaine ou écrivain du navire, venant du Levant. Cette patente sera passée au vinaigre et l'un des deux gardes la portera au commissaire de semaine tandis que l'autre garde observera les gens du navire qui seront dans la chaloupe et empêchera qu'ils ne communiquent.

« Le commissaire ayant reconnu que la patente du navire est nette, il lui permettra d'entrer dans le port pour y débarquer le bled, en observant de faire tenir auprès du navire un bateau de garde pour empêcher la communication des personnes qui seront employées à décharger le bled, après quoi il sera envoyé à la Hougue pour y rester en quarantaine pendant le temps fixé dans le certificat que le commissaire lui remettra.

Si, au contraire, la patente du navire était brute, il sera obligé de faire quarantaine à La Hougue avant de débarquer son bled au Havre, et dans ce cas il sera mis un garde à bord pour y rester le temps de la quarantaine et veiller à ce qu'il ne communique avec personne pendant le trajet.

« Dans l'un et l'autre cas, les personnes qui seront chargées à La Hougue de veiller à la sûreté de la santé et de faire faire quarantaine aux navires délivreront, lorsqu'elle sera finie, un certificat aux capitaines, portant qu'ils ont rempli le temps.

« On appelle patente nette celle dans laquelle il n'est pas fait mention d'aucun soupçon de peste et patente brute, celle qui est délivrée au capitaine qui part d'une échelle où est la peste.

« Un navire chargé de bled avec patente nette et sans pacotille fera dix jours de quarantaine ; avec pacotille, il en fera quinze et les pacotilles seront prises six fois au serain pendant six nuits différentes.

« Le bâtiment avec patente brute sans pacotille fera 25 jours de quarantaine ; avec pacotille trente, et les pacotilles seront mises dix fois au serain pendant dix nuits différentes.

« S'il arrive qu'il vienne à mourir quelqu'un de l'équipage pendant la quarantaine, on la fera recommencer au navire et elle ne comptera que du jour qu'on aura jeté à la mer la personne qui sera morte.

« Il sera établi deux gardes sur le bord de la mer, à La Hougue, pour empêcher que les gens de l'équipage des navires qui seront en quarantaine ne viennent à terre et ne communiquent dans les occasions où il sera nécessaire de faire ai-guade et de recevoir des provisions de bouche.

« Collationné à l'original ;

« Signé : LA BOURDONNAYS. »

Cette lettre, intéressante à plusieurs titres, confirme d'abord l'abandon du Hoc en faveur de La Hougue, en même temps que l'indiscipline havraise, erreur grave de la part d'un gouvernement qui a la prétention de veiller à la santé publique et de ne donner des ordres à ce sujet que « lorsqu'il est à propos ». Du même point de vue, elle démontre l'ignorance, chez les rédacteurs de la lettre, du texte de 1729, sinon un paragraphe eût porté ici abrogation des dispositions prises en faveur de Marseille. On y trouve défini pour la première fois officiellement ce qu'il faut entendre par patente brute et patente nette.

Enfin, que penser de cette incohérence qui ordonne qu'un transport de blé en patente nette décharge en rade du Havre et s'en aille ensuite sur lest faire sa quarantaine à La Hougue. L'obligation est d'autant plus anormale qu'un navire éventé — donc, pour l'époque, purifié — par une traversée d'un mois présentait logiquement moins de danger qu'une cargaison de blé en vrac dans ses cales depuis le même temps.

Ce n'était pas la première incohérence de l'administration centrale, qui pouvait seule se les permettre, étant hors d'atteinte des critiques. Mais le motif de la lettre était l'admission des blés. Il fallait, en ce temps d'exquise politesse du règne de Louis XV, et de formalisme rigoureux, que le protocole fût respecté. Les navires devant tous, à l'arrivée, faire quarantaine, comme les autres, les transports de blés la faisaient — seulement après déchargement. La mesure était, au reste, d'un opportunisme prudent. L'an-

née précédente, on avait déjà manqué de pain dans la plupart des provinces. Les villes avaient dû, et avec le consentement ministériel, prélever sur les ressources du budget et au besoin émettre des emprunts, pour acheter à l'étranger. Des troubles populaires avaient donné à réfléchir.

Les Parlements protestaient déjà, et celui de Rouen réclamait « des secours et non des vindictes ». Il fallait tenter de prévenir de nouvelles émeutes et laisser entrer sans tracasseries le « pain des provinces », fût-il venu du Levant !

Ce souci d'observer les formes s'exprime encore dans les procès-verbaux du Conseil de Santé, tous identiques.

A l'apparition du navire sur rade, le pilote lamineur se rendait à sa rencontre et, lui offrant ses services, l'interrogeait rapidement. Sur la déclaration verbale du capitaine qu'il ne venait ni du Levant, ni de Barbarie, et n'avait fait en mer aucune mauvaise rencontre, c'est-à-dire était en patente nette, le pilote montait à bord, s'assurait encore du bon état sanitaire du navire et le conduisait à quai.

Le capitaine, alors, descendait et se rendait aussitôt au Conseil de santé, où l'attendaient les juges de santé, assistés du greffier et de l'interprète assermenté. Avant toute déclaration, le président fait prêter serment dans les formes juridiques, puis le greffier enregistre la déclaration du capitaine, dont il lui est donné lecture ensuite, pour qu'il certifie conforme à la vérité. Après quoi tous les membres présents apposent leur signature.

En voici un exemple :

« Du Mardy 17 Décembre 1754, au Bureau de la Santé de la Ville du Havre,

« S'est comparu en personne, le Sieur Guillaume Goan, d'Amsterdam, capitaine de la galère de Vallence, du port de 250 tonneaux environ, armée de 4 pièces de canon, lequel, juré de dire la vérité sous peine de vie, ce qu'il a promis de faire par l'interprétation du Sieur Jacques-François Houssaye, interprète des langues germaniques en ce lieu, nous a dit et déclaré estre party de Carthagène le 16 Novembre dernier, auquel lieu il avait chargé de sondes pour ce port et autres marchandises pour Amsterdam, que, pendant sa route il n'a rencontré ny communiqué avec aucuns navires suspects, ny relâché en aucun port, que son équipage, composé de 19 personnes a toujours jouy et jouit actuellement d'une santé parfaite, nous ayant, le dit Sieur parlant, remis la lettre de santé du lieu en date du onze du dit mois de Novembre, que nous avons trouvée nette, restée déposée en ce bureau.

« Lecture à lui faite de sa présente déclaration, qu'il a dit contenir la vérité, à laquelle il a persisté, de ce interpellé, et a signé :

« Toussaint-Willien GAON.

« Jacques HOUSSAYE. »

Tous ces actes revêtaient un caractère juridique réel. En fait, le capitaine comparaisait au conseil de santé devant des juges — à la fois témoin et accusé. Les Juges de santé avaient toutes les prérogatives de la fonction juridique. Leurs sentences n'avaient appel qu'au Procureur du Roi et on frémit devant le pouvoir dont ils étaient dépositaires : « Sous peine de vie ».

Leur tribunal rappelle quelque peu le souvenir hallucinant d'un Saint-Office. Avec plus d'humanité

cependant, car il n'y a pas trace dans les ports du Nord, au moins, qu'aucune condamnation à mort ait été prononcée.

Dans les cas où le navire avait fait en mer une rencontre suspecte, le tribunal se rendait au complet à portée de voix de l'arrivant, enregistrait, toujours sous serment, sa déclaration, rentrait délibérer et faisait connaître par la même voie sa décision.

Toutefois, si la peine capitale ne fut sans doute jamais prononcée, que d'inutiles dûretés, que de vexations la marine ne souffrit-elle pas !

Si, au début des mesures protectionnistes, un chirurgien se déplaçait en même temps que le sergent visiteur et un bourgeois, pour examiner le navire au point de vue sanitaire, bornant les formalités à un acte, depuis longtemps les progrès de la « Science administrative » avaient su, au nom d'un protocole rigoureux, compliquer la procédure, entraver les échanges, mécontenter chacun. Il fallait des examens multiples, des délibérations minutieuses, argumentées, des transports en procession du Conseil jusqu'à la rade, sans résultat parfois. Car les Juges de Santé n'étaient pas médecins. C'étaient des fonctionnaires d'une administration, des agents d'exécution de réglemens aux multiples articles où ils ne se retrouvaient souvent pas. « Ils demeuraient dans le plus grand embarras tandis que le navire souffrait ou de l'insécurité de la rade, ou de la maladie de son équipage. »

Tardivement, acculé à son incompétence, le Conseil faisait courir après un médecin voulant bien don-

ner son avis, qu'on suivait généralement. Encore fallait-il le trouver, et jusqu'à son arrivée demeurer en séance.

« Plus tard, cette puissance administrative s'accroît
« tra encore, ainsi que la masse de ses règlements,
« décorée du nom de science au dépend de la seule
« compétence possible : l'art médical. »

Le 4 Octobre 1757, un corsaire malouin s'étant emparé d'un navire anglais, venant de Barbarie, côtes suspectes par définition, entra cependant au port avec sa prise, sans formalités, à la marée du soir. Le lendemain matin seulement, le Conseil apprenait l'incident et que de plus le capitaine anglais, malade, était allé tout droit à l'hôtel. Transport de justice, enquête ; et non pas peine de mort, mais compte rendu à l'administration. Trois semaines après, le 25 Octobre, la réponse du ministre, Comte de Saint-Florentin, signale une peste grave à Lisbonne et donne des instructions nouvelles :

« Sa Majesté entend en premier lieu et c'est son
« intention expresse, d'interdire jusqu'à nouvel ordre tout commerce avec les ports du Portugal, de
« manière qu'on ne reçoit absolument aucun bâtiment revenant de ces païs, à peine de vie, laquelle est en vigueur en Méditerranée comme la Loi
« des lazarets...

« ...Dépositions nous venant du Capitaine ou autre
« personne de l'équipage, avertis qu'ils seraient poursuivis et punis de mort s'ils altéraient la vérité...

« ... ne point hésiter à faire retenir en quarantaine
« un navire jusqu'à ce qu'on puisse avoir une pleine

« et entière sureté à le faire garder rigoureusement
« par des chaloupes et bateaux armés.

« ...Si par malheur, quelque bâtiment, sans venir
« du Portugal était attaqué de quelque accident con-
« tagieux, il doit être envoyé aux lieux d'où il vient,
« sy mieux il n'aime passer dans la Méditerranée où
« les lazarets peuvent les recevoir sans danger...

« ...Telles sont les instructions générales qui doi-
« vent être prises sans délai, dans tous les ports et
« lieux de la côte du Ponant.

« ...Je crois inutile de vous faire observer que les
« bâtiments étrangers, comme les français, les corsai-
« res et prises doivent être soumis aux mêmes pei-
« nes, formalités et précautions pour que rien ne
« compromette et ne hasarde la sureté du royaume. »

Le Havre, par la voie de l'Intendant général de Bron, protesta timidement que la mesure causait préjudice au commerce et que la maladie qui s'y manifestait n'était autre que les fièvres.

La lettre de l'Intendant de Bron fut sans effet. Marseille resta le champion de la défense sanitaire. Et c'était vrai. Neuf fois, de 1720 à 1837, Marseille reçut des importations de peste, qui furent toujours éteintes dans son lazaret et ne gagnèrent jamais la ville.

A Paris, la politique centrale continuait, identique depuis de Pontchartrain. Aucun programme sanitaire proprement dit : la politique d'opportunisme empirique. Le moyen : la pression sur les imaginations par des avis de pestes d'origine administrative : quatorze jours après l'annonce de peste de Lisbonne, le ministre donnait démenti.

Politique d'abandon ; pourvu que Paris et Versailles pussent manger, qu'importait à des courtisans le ravitaillement des provinces ? A Paris, on était loin de la mer. Un marin, Duguay-Trouin, rentrant de Rio-de-Janeiro, y était une curiosité. Le peuple s'attroupait autour de lui pour le contempler, les plus grandes dames s'empressaient, un mot recueilli de ses lèvres était comme un porte-bonheur.

C'était en 1712. Après deux siècles, et bien qu'on ait transporté Paris au bord de l'eau, il faut bien reconnaître que l'ignorance, la curiosité et la mode parisiennes n'ont guère évolué.

On fêtait Duguay-Trouin, mais ses conseils laissaient insensible le ministre de la marine, le versillais Maurepas. Quant aux colonies à protéger, ce n'était pas non plus dans l'horizon de Paris.

En 1733, la politique anglaise alarma un instant le gouvernement : Duguay-Trouin fut chargé de commander une escadre de seize vaisseaux et quatre frégates. Mais bientôt après il mourrait et sans avoir réussi. Paris conservait un ministre, mais la marine était sans flotte, sans officiers, sans équipages. Toute compétence, du reste, gênait la Cour. Un sort plus pénible attendait encore La Bourbonnais. Sacrifié à Dupleix par la Compagnie des Indes, trahi par de jaloux courtisans, il ne sortait des prisons anglaises, libéré sur parole, que pour être arrêté de nuit et enfermé à la Bastille, maltraité, dépossédé.

Jamais la marine ne traversa époque plus tragique, par une suite de tracasseries, d'entraves mesquines, entrecoupées de périodes d'incurie administra-

tive, dans le désordre du royaume. Loin de se conformer aux instructions centrales, chacun continuait d'agir à sa guise, jaloux de conserver ses habitudes comme un patrimoine local, heureux parfois seulement de jouer un tour au voisin, tantôt narguant les préceptes de Paris, tantôt prenant l'aspect le plus féroce.

Les caractéristiques de la marine la montrent cependant adaptée à cette instabilité. Si les navires de guerre ne représentaient qu'un élément presque négligeable, la flotte commerciale offrait un véritable aspect militaire, elle formait la réserve permanente de nos forces maritimes.

En temps de paix, une traversée marchande était déjà une aventure : au point de vue de l'armement, un navire de 190 tonneaux — type fréquent — portait 25 marins, 10 canons, 1 pierrier. Certaines unités avaient plus de pièces d'artillerie que d'hommes.

A la guerre, tous abandonnaient le négoce, les capitaines, militarisés, étaient interrogés, sur l'état sanitaire, comme de coutume, mais au moins autant sur « ce qu'ils avaient pu apercevoir des forces de l'ennemi et de ses mouvements en mer ». Certains procès-verbaux qui consignent ces enquêtes sont pleins d'omissions, rédigés dans un texte obscur, qui semblent vouloir cacher l'origine des avis. Les membres du Conseil étaient Juges de Santé et de Police. Leur rôle s'étendait donc régulièrement, en cas de nécessité, au service des renseignements.

Mais la direction effective du service était à Marseille. Le ministre ne faisait que reproduire en une

forme officielle les avis et conseils de son Intendance. Ainsi l'incident du « Royal-George », corsaire anglais qui passa de Méditerranée dans l'Océan sans faire quarantaine, bien qu'il fut signalé comme infecté de peste.

Le 30 Septembre 1758, une dépêche ministérielle de M. de Massiac en informait le Conseil sanitaire du Havre et transmettait copie des ordres émanés à ce sujet de l'Intendance marseillaise, « en vue de son application au Havre ».

Tout navire interrogé en Méditerranée par le corsaire devait subir une quarantaine doublée, c'est-à-dire portée à 20 jours (une rencontre suspecte de ce genre sans communication coûtait habituellement 10 jours de quarantaine). Tout navire interrogé par le même corsaire en Atlantique était condamné à 10 jours d'isolement. La quarantaine était implicitement considérée comme devant être faite à Marseille, on déduisait en somme le temps écoulé en mer, en équivalence d'une quarantaine simple.

Le Havre, à cet avis, s'empressa. Le Conseil, d'urgence se réunit, un dimanche, et édicta des aggravations aux anciennes prescriptions : Tout navire ayant rencontré le « Royal-Géorge » fut renvoyé purger quarantaine à distance convenable, aux îles Saint-Marion, près de Cherbourg.

« L'Aventurier » qui fut interrogé par un corsaire anglais dans les parages de Guernesey dut rebrousser chemin et s'isoler 20 jours à Tatihou. Rencontrer un Anglais devint un malheur : cet Anglais n'avait-il pas eu quelque rapport avec le vaisseau-fantôme ?

Pour les autres marins étrangers, et bien qu'eux aussi eussent pu croiser le « Royal-George », le fait de les rencontrer ne portait que dix jours de quarantaine.

La traditionnelle terreur de la peste chez les commerçants du Havre remettait — dans cette grave affaire — en vigueur, les moyens héroïques. Le Conseil n'admettant aucune excuse, prescrivait que tout bâtiment essayant d'entrer au port « aussi bien par vents « forcés que par malice de route », fût reçu à coups de canon et coulé.

Le 4 décembre, le « Royal-George », indemne de peste, entra dans les eaux anglaises.

Les mesures auxquelles il avait donné lieu ne furent cependant qu'approuvées en principe par l'Intendant général de Normandie. Par lettre du 19 Octobre 1758, il invitait le Conseil havrais à plus de modération, ajoutant que la quarantaine de 10 jours que prescrivait Marseille dans le même cas aurait suffi.

L'influence de l'Intendance marseillaise, affirmée déjà sous Colbert, se trouva encore consacrée par un arrêt du Conseil d'Etat du Roy, en date du 14 Octobre 1762.

« ...Portant défenses de faire quarantaine en tout autre port et lazaret que Marseille et Toulon :

« Le Roy étant informé des contestations survenues entre les bureaux de la santé de Marseille et de Cette, sur le fait des quarantaines..... pour ne rien laisser de douteux et d'équivoque dans une matière aussy importante pour la Sureté publique, aurait fait examiner l'objet desdites contestations, en se que les Intendants de Cette prétendaient, pour y établir en certains cas des quarantaines particulières, sous le prétexte

qu'elles n'étaient pas généralement interdites par les arrêts rendus ci-devant, notamment par la déclaration du 26 novembre 1729. Sur quoy, Sa Majesté ayant reconnu qu'il n'était pas possible de multiplier et d'étendre la liberté et pratique des quarantaines — lesquelles ont été fixées jusqu'à présent aux seuls lazarets de Marseille et de Toulon — à d'autres ports, sans danger imminent pour le royaume, et qu'il n'était pas moins nécessaire de prévenir par une disposition formelle les interprétations, dont il pourrait être abusé.....

« Vu les arrêts et règlements rendus sur le fait de la Santé, la déclaration du 26 novembre 1729, les mémoires et titres de Marseille et de Cette,..... confirme la déclaration de 1729, ordonne que dans aucun cas ni quelque prétexte que ce puisse être, aucun bâtiment français ou étranger sans différence ni exception, ne pourra être admis qu'aux seuls ports et lazarets de Marseille et de Toulon, nul autre excepté...; fait en conséquence, sa Majesté, très expresses inhibitions et défenses aux Intendants de Cette et tous autres de plus et jamais s'immiscer à recevoir à quarantaines aucun bâtiment dans le cas d'y être assujetti, comme aussi à tous capitaines, patrons, marins ou passagers français et étrangers de la faire ailleurs qu'aux dits lazarets de Marseille et de Toulon, où ils seraient tenus de se rendre avec leurs bâtiments et ce sous les peines portées par les dites déclarations, arrêts et règlements.

« Fait au Conseil d'Etat, à Fontainebleau,

« Le 14 Octobre 1762.

« Signé : CHOISEUL. »

Le monopole de Marseille obtenait là une éclatante consécration. Alors que les services sanitaires dépendaient des municipalités (cela officiellement depuis l'Edit d'Amboise) et relevaient du Sous-secrétariat d'Etat chargé des provinces, les Intendances de Marseille et de Toulon, indépendantes en fait, ne relevaient que du ministre de la marine. Leur richesse

assurait une partie de son budget, tant les taxes étaient onéreuses.

Du reste, pendant les quatre ans que Choiseul resta encore à la marine, il ne sembla en tenir aucun compte. Les ports continuèrent à recevoir des navires qui eussent dû passer à Marseille. Bertin, qui était chargé des municipalités et services sanitaires, n'y porta plus d'attention.

Au sujet de la peste de Dalmatie, les ordres qu'il envoya le 21 Mars 1764 laissent supposer qu'il avait oublié l'arrêt précédent. L'Intendant général La Michadière garda la même attitude. Et la peste de Dalmatie passa.

Le 17 Juin 1765, « La Marie », hollandais venant de Barbarie, et ayant de plus communiqué avec un suspect salletin, entra au Havre et n'était condamné qu'à purger 6 jours de quarantaine au lieu de son choix, en rade ou au Hoc.

Le Conseil rendit compte à l'Intendant général et au Ministre. Tous deux approuvèrent, et Choiseul même, remercia par lettre de l'attention qu'on avait eue de l'informer.

Les deux pilotes qui avaient introduit la « Marie » payèrent de quinze jours de prison la faute qui méritait, dans les textes, la peine de mort. On était loin du rigorisme du siècle précédent. Puis on reprit l'habitude, pour obvier aux ennuis de l'incompétence du Conseil, de faire procéder d'abord et avant toute autre opération, à une visite du navire, par un ou plusieurs médecins, qui remettaient aux Juges leur rapport avec les papiers du bord, aux fins de jugement.

L'année suivante, le 5 Août 1767, on signalait que deux bâtiments anglais, chargés de blé et porteurs de malades contagieux, naviguaient en Manche. On racontait qu'ils avaient été repoussés de Saint-Malo et d'Ostende. Sans vérification, les ports de Seine remirent en avant les plus sévères règlements antérieurs et on mit en jugement des capitaines ayant communiqué « soit par le fait ou seulement de la voix ».

« Décidément, écrit Lausiès, la peur souffle des « sottises ». Surtout quand elle se double de l'orgueil d'un ministre nouvellement en charge, jaloux de faire non moins que son prédécesseur dans son département. Le duc de Praslin venait de succéder à son cousin Choiseul et tenait à ne négliger aucun détail de son service.

Sous son impulsion sortirent quelques modifications aux règlements locaux ; notamment une organisation particulière du service de pilotage en Seine : deux chaloupes armées devaient assurer en permanence le service de l'arraisonnement. Tous les pilotes des ports de Seine y contribuaient, en personne et pécuniairement. Il faut y voir un essai de direction des ports voisins par le Havre, idée formulée déjà en 1713 par de Pontchartrain, mais suivie d'une tentative infructueuse, faute d'une sérieuse élaboration. L'exemple de Marseille, seule gardienne de la côte méditerranéenne, incitait encore à vouloir en Seine un équivalent, une direction unique, sans laquelle toute surveillance était illusoire. On s'adressait toujours au Havre et, le cas échéant, on faisait peser sur son Conseil toutes les responsabilités.

Praslin approuva, Quillebœuf protesta ; et Honfleur fit « une réponse de normand » :

« Aux échevins du Havre :

« Nous serons charmés, Messieurs, de concourir avec vous, chacun dans la partie du service qui nous est confié et de concerter les arrangements les plus propres à répondre aux vues qui nous animent de part et d'autre pour le bien public.

« Honfleur, 7 Août 1768. »

L'affaire des deux Anglais suspects étant terminée sans incident — ils avaient gagné Bristol — la gêne qu'avait suscitée l'Edit de 1762 subsistait. On y obéissait — dans certains cas — que « d'une façon rétive et sans franchise ». On tournait surtout ses prescriptions par de « petites habiletés ».

Une période de difficultés s'ensuivit car si le ministre était « plein de zèle, ses connaissances techniques n'avaient pour assises qu'une pile de règlements ».

Elle commença par l'avis qu'un vaisseau « Le Papillon » ne devait être reçu sans quarantaine au cas où il ne se conformerait pas à celle de Marseille. Il fallait rendre compte à l'Intendant de la province et attendre les ordres.

Le navire ne vint pas à Marseille, mais se présenta au Havre, en patente nette délivrée par le Consul de France à Alger. Il était signalé en patente brute. On le consigna en rade, et on provoqua des ordres. Le délégué de l'Intendant général, en l'absence de celui-ci, renvoya le Conseil à l'arrêt de 1762. Protestation

du Conseil qui expose le dommage fait au commerce et met en litige le fond de l'arrêt en réclamant copie de la déclaration de 1729, non encore transmise. Le subdélégué, renonçant, déclara s'en remettre à la sagesse des juges du Havre. Un autre incident survint aussitôt au Havre, par l'arrivée d'un Hollandais « l'Attention », ayant rencontré des chebecs algériens. Praslin répondit aux comptes rendus que d'abord son département s'étendait aux lazarets de la Méditerranée, mais qu'il ne refuserait toutefois aucun éclaircissement de nature à guider les autres intendances « pour le bien et la sûreté publique ». Il fallait appliquer l'arrêt de 1762, dans les deux cas du « Papillon » et de « L'Attention ».

Cependant, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, s'il n'y a pas de malades après une longue traversée, on peut leur donner l'entrée « sans tirer en rien à conséquence pour l'avenir » et après leur avoir fait purger une quarantaine de 15 jours.

Suivent des prescriptions d'évent et de parfums. C'était une dérogation, non un précédent, mais l'arrêt de 1762 en était affaibli.

Le 8 Octobre, « L'Elisabeth », arrivait au Havre après une rencontre de deux salletins. Le subdélégué et le sous-secrétaire d'Etat aux provinces reçurent les intentions du Havre, avec une discussion déguisée en considérants soumis, sans oublier de signaler la proximité de son lazaret du Hoc.

Ce fut l'occasion d'une active correspondance avec Bertin, longue et toute émaillée d'arguments en faveur du lazaret réssuscité au Hoc, arguments encore

à la normande où les sentiments d'humanité envers les marins rentrant d'un long voyage masquent un intérêt plus égoïste.

La Chambre de Commerce de Normandie, appuyant la pétition, l'adresse à la fois à Bertin et à Praslin, en même temps que le commissaire de la marine faisait son rapport, avec commentaires favorables (9 Novembre 1767), dont l'un d'un genre tout nouveau : la perte de temps imposée par l'arrêt de 1762 aux morutiers du Nord qui ne pourraient ainsi rentrer à temps pour réarmer et se préparer à la pêche suivante. La morue sèche était, en effet, d'une consommation abondante, « pour ainsi dire la mère « nourricière de l'Espagne et de l'Italie ».

Praslin répondit qu'il ne pouvait rien changer à l'arrêt incriminé, malgré les objections raisonnables. « Les convenances des particuliers devaient céder « devant la sécurité publique », promettant d'examiner s'il était possible d'adopter un expédient accordant la santé du Royaume avec les facilités du commerce.

La réponse de Bertin autorise la libre pratique pour le cas qu'on lui soumet, s'il n'y a pas de maladie contagieuse, simple bon sens.

Praslin, après six jours de réflexion et l'avis du roi, dit-il, maintient son opinion première. Il admet que « L'Elisabeth », avec une voie d'eau, peut être autorisé à rester, sans que pareille facilité soit accordée à l'avenir. Dans une autre lettre du 7 Décembre, il confirme le maintien de l'arrêt de 1762, « jusqu'à ce « que le roi ait prononcé différemment ».

Il y avait pourtant déjà trois exceptions à ses prescriptions et, à son sujet, deux ministres en opposition.

« De part et d'autre, on resta ainsi en suspens pendant plusieurs mois », jusqu'à l'arrivée en rade du Havre du navire « Duc de Penthièvre », arrêté en route par un algérien, 53 jours avant son entrée, et demeuré sain. Le Conseil, prudent, le renvoie sur Marseille en même temps qu'il avise le ministre en exposant le préjudice reçu, et en évoquant les précédents.

Une seconde lettre priait Praslin de défendre la cause havraise près de Bertin, qui s'occupait depuis la dernière affaire, plutôt de questions intérieures et d'agriculture que de marine. Il fallait les ménager tous deux, malgré l'anomalie de leur situation réciproque.

De son côté, le commissaire de la marine, Mistral, en informant le ministre, transmet comme de coutume copie des procès-verbaux du Conseil avec son avis favorable.

Le jour même Bertin répondit qu'avec l'assentiment du Roi, il permettrait l'entrée du navire, vu le long temps écoulé entre la rencontre suspecte et l'arrivée. Pour la même raison, Praslin donnait, le lendemain, la même réponse, ajoutant qu'il n'y a pas de peste dans l'Etat d'Alger, mais que toutefois cette autorisation ne doit pas tirer à conséquence pour l'avenir et que l'arrêt de 1762 doit être obéi.

Quelques jours après, le même cas se reproduit au sujet d'un anglais « L'Amitié ». Le ministre permet

le débarquement de la cargaison (alcools), à la condition qu'il aille subir les lois maritimes de son pays en Angleterre. Quelques temps après, nouveau cas, identique : même attitude du Conseil havrais qui signifie l'arrêt, en même temps qu'il donne l'ordre au navire de se rendre au Hoc, sans attendre l'avis de l'administration.

Une complication survint avec « Le Prudent », de Granville, capitaine Clément des Maisons, qui visité par un algérien, le lendemain de son départ de Cette, avait négligé de venir purger sa quarantaine à Marseille. Le ministre fait part de son arrivée prochaine en Manche, avec ordres sévères de punir l'inexcusable capitaine. Dans sa défense, celui-ci présenta de nombreux exemples des usages suivis à Granville, son port d'attache, et à Saint-Malo, et en général dans les ports bretons où la libre pratique est accordée à tous navires, même ayant communiqué avec les Barbaresques.

Le 10 Avril 1769, le commissaire de la marine transmet la réponse ministérielle : il écrit aux intendants des provinces pour obtenir des renseignements précis, savoir si les choses se sont passées ainsi. Les dispositions sanitaires doivent être communes à tous les ports, entre lesquels il ne fait aucune différence.

Les révélations publiques du capitaine des Maisons avaient à ses yeux pris les proportions d'un scandale. Le ministre annonçait bien une enquête ; mais il n'y eut pas de suite : la fortune politique de la famille Choiseul suivait, à l'inverse, celle de la Du Barry, souveraine, qui les détestait. Ces affaires de famil-

le, la disgrâce prochaine, ne pouvaient laisser au courtisan le souci de s'embarrasser d'une affaire complexe et longue à régler.

Le 1^{er} Juillet 1769, le navire « Saint-Pierre » poussé par « les vents forcés » du S.-O., le manque de vivre et une voie d'eau de six pouces à l'heure, le tout juridiquement constaté, était admis malgré une rencontre de chébecs algériens. Deux mois après, le ministre faisait saisir le capitaine, pour le transférer au Mont-Saint-Michel et y subir un an d'emprisonnement, avec destitution de son commandement, « peines bien au-dessous de celles qu'indiquent les ordonnances, qui prononcent la peine de vie ».

Le capitaine Lassalle avait, de plus, eu tort d'entrer au port du Havre avec ses poudres.

Le 29 Janvier 1770, Praslin ordonne à l'Amirauté du Havre, en égard à la nombreuse famille du marin, son élargissement et la restitution de son commandement.

Dans le règlement de cet incident, s'était introduit insidieusement un fait nouveau : Praslin avait annoncé que tous les manquements aux instructions édictées seraient, dans la suite, déferés à la Justice. Fait nouveau surtout dans les conceptions administratives. Le scandale de Granville et des ports bretons se trouvait en même occasion discrètement liquidé.

La peste de Pologne, couvrant, avec la guerre, la moitié de l'Europe, en cette année 1770, fit renaître dans le peuple la terreur séculaire devant le fléau. La Hongrie, les Balkans, la Russie jusqu'à Kiew, puis Moscou, la Pologne entière étaient atteintes. Pas d'avis

officiels, mais des invitations sans éloquence à se tenir sur ses gardes.

Dans les ports, les arraisonneurs avaient été remis en service, les conseils sanitaires multipliaient leurs séances, révisaient les règlements anciens, discutaient sur les renseignements venus de divers côtés, de différents ministères.

Le 22 Septembre, le Conseil royal de Commerce invitait les juges du Havre à prendre la surveillance de tous les arrivages de Normandie, conformément à l'ordonnance oubliée de 1714.

Les règlements locaux de 1714 et de 1667 y furent rétablis avec amendements : tous les pilotes de l'estuaire reçurent l'ordre de mener les navires exclusivement en rade ; ce qu'approuvèrent l'Intendant général de Normandie et les ministres. L'Amirauté du Havre leur délivrera un certificat de Santé. L'ordre fut communiqué à toutes les municipalités de la région et affiché abondamment.

C'était une nouvelle tentative de création d'un centre sanitaire régional directeur, avec une nouvelle résurrection du lazaret du Hoc, ignoré tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, volontairement, pendant cinquante-cinq ans.

Seconde tentative, qui rencontra les mêmes résistances que la première de la part d'Honfleur. Le conflit porté devant l'Intendant général de Normandie se termina malgré les discussions et l'hostilité d'Honfleur, par un triomphe nécessaire du Havre. L'obstination d'Honfleur avait fait maintenir en détention quaran-

tenaire, le « Saint-Pierre », pendant 95 jours, sans motif autre que des raisons tirées des textes.

Les ministres commençaient à se rendre compte que le régime protectionniste à outrance portait des effets désastreux sur le commerce régional. Praslin, dont on attendait moins au début, sut comprendre l'insintelligence de règlements brutaux. Obligé par nécessité de cour, de se soumettre aux volontés du Roi, il s'efforça de ménager parallèlement les intérêts du commerce. Il fallait, d'autre part, soutenir le prestige d'un Roi négligent et la tâche ministérielle était délicate.

L'œuvre du ministère Praslin, dont l'attitude pût sembler singulière, mérite, cependant, quelque éloge. L'établissement d'une juridiction sanitaire unique pour la Manche, logiquement dévolue au Havre, l'utilisation des lazarets du Hoc, le réveil de l'activité du service sanitaire maritime en un temps où la marine était si négligée, enfin l'attribution des procès, pour violation des règlements maritimes, aux tribunaux ordinaires, abolissant ainsi l'arbitraire administratif, sont autant d'actes sensés accomplis sinon sous son initiative, du moins avec son consentement. Ses successeurs trouvèrent un programme suffisamment ébauché. De l'expérience des faits et des conceptions qui s'étaient opposées ces dernières années, ils gardèrent une méfiance définitive à l'égard des rigueurs réglementaires. Ni l'abbé Séraz, ni de Bogne, ne crurent à la vertu des Textes. Auraient-ils été assez formalistes pour s'y retrancher, que la pression de l'opinion les eût fait céder.

Trop d'incohérences, trop de dûretés, trop de diversité, trop d'abus sans raison exaspéraient les commerçants du continent autant que les marins.

Il faut reconnaître que les méthodes furent parfois efficaces, dans la mesure où elles empêchèrent l'extension d'épidémies, avec la valeur que nous attachons actuellement, dans ce sens, à l'isolement. Ainsi, de 1720 à 1837, neuf fois Marseille reçut des importations de peste, qui furent toujours éteintes dans son lazaret, sans jamais gagner la ville.

De loin en loin, des mesures louables surgissaient. De Lartine généralisa la mesure prise au Havre en 1770, il exigea que tous les navires, même les petits bateaux, ne sortent des ports que munis d'une patente de santé.

Son successeur, de Castries, vint à la marine avec un « esprit tout féru des règlements : il avait fait toute « sa carrière dans l'armée de terre ». Il voulut rétablir l'obéissance à l'arrêt de 1762, faire retourner tous les navires à Marseille. « Vous connaissez cette « loi, écrivait-il, qui est toujours en vigueur, et à laquelle il n'a jamais été fait d'exception, qu'avec la « permission expresse du Roy et dans des occasions « qui n'exigeaient que de simples précautions de prévoyance et où il n'y avait aucun risque à courir ».

Un an de pratique imposa au duc de Castries moins d'intransigeance. Il en vint, comme les autres, à laisser admettre les navires, qui font rencontre en mer d'un barbaresque, à poursuivre leur voyage, et même à permettre de les recevoir à quai, à défaut de lazaret. Malgré son esprit rétrograde, il laissa s'établir

l'usage encore en vigueur aujourd'hui d'envoyer le médecin visiteur en rade dès l'entrée du navire. En 1797, il consentit une autre innovation : les jugements des conseils sanitaires furent rendus exécutoires immédiatement.

« Tout se modifiait partout. » Dans tous les services administratifs un désarroi profond se manifeste par de multiples détails : malgré les textes, un nombre considérable d'infractions demeurent impunies. Les manquements aux règles s'accroissent et les peines diminuent et en sévérité et en régularité.

La vie maritime retrouve une belle époque avec Louis XVI, courte il est vrai, de cinq ans à peine, mais si active et si bien remplie qu'à ne la prendre que par ses actes elle semble avoir l'étendue d'un siècle. Cinq années ont suffi pour faire éclore, du plus coupable abandon, une foule d'hommes de mer éminents ; pour faire de la France sans marine de Louis XV, une nation maritime : les d'Estaing, les Suffren, les Kersaint, les La Motte-Picquet, les d'Orvilliers, les du Couëdic, les La Peyrouse, les Guichen, les Kermarion, les Du Romain, les Barras de Saint-Laurent, les Vaudreuil, les Borda, les La Touche-Tréville.

Ils furent les dernières grandeurs maritimes du régime monarchique. Il est même surprenant qu'il ait laissé se développer d'aussi indépendants esprits. Chez nous, ni les efforts, ni le talent ne pouvaient guère escompter de succès auprès d'une administration hypnotisée sur des textes. La formule en était la base.

En matière sanitaire, comme dans tous les domaines, la controverse était ouverte. Les écrits médicaux commençaient à pénétrer le public.

La transmission vague, dans l'espace, de malédictions divines ou d'un principe imprécis, impondérable et subtil, faisait place à une notion de contagion, plus ou moins étrange encore. Certains contestaient jusqu'à l'utilité de la masse des règlements, décrets, arrêts et édits qui composaient la législation sanitaire ; et ces savants qui cherchaient à étudier sur place les épidémies, recevaient à l'étranger bon accueil.

Les lois sanitaires, nées dans des accès de terreur mystique, à l'aspect primitivement religieux, hors de tout raisonnement scientifique et de toute observation, gardaient encore une nature exclusivement formulaire et vide. Seule la source de l'autorité avait changé. « A mesure que l'autorité du Roi s'affermir, « on perd l'idée d'un châtement que l'on écarte avec « des prières et des lois, et on prend en échange, « l'obéissance absolue au roi. De même que la Providence règle l'Univers, le roi pourvoit à tout dans « son propre univers qui est le royaume. Il est donc « le fondement de la loi sanitaire. Celle-ci n'en restait pas moins qu'un simple texte, imposé comme « un article de foi, sans aucun support scientifique. » (1)

La période de 1789 à 1800 présente, surtout en

(1) LAUSIÈS.

Orient et en Afrique du Nord, presque chaque année des invasions de peste ; en Amérique, aussi fréquentes, des épidémies de fièvre jaune. Il semble bien que la fièvre jaune du nouveau monde inquiéta fort peu l'Europe, toute occupée d'affaires intérieures. Le commerce maritime périlait, le service sanitaire maritime sur l'Océan et la Manche se trouva bientôt pratiquement sans objet.

Vers le Sud et l'Orient, l'épidémie meurtrière de Tunis et d'Alger fit plus de bruit. Mais la plus célèbre fut celle de 1799 à 1800, qui ravagea l'armée d'Égypte, sous le nom de peste de Jaffa. La réputation de l'Orient restait assez mauvaise pour que fussent maintenues en Méditerranée les mesures quaranténaires.

En 1799, pour avoir refusé de s'y soumettre, il fut même question de fusiller Bonaparte qui partageait sur leur valeur l'opinion de son ami, le second La Touche-Tréville.

Le changement de régime politique occasionna dans les services sanitaires un bouleversement de plusieurs années, dont ils se relevèrent tardivement. Les modifications n'y furent pas brutales : pendant longtemps encore on ne sut que se conformer aux anciennes prescriptions et répéter les mêmes errements.

En 1791, « La Minerve » se présentant au Havre, 59 jours après la rencontre d'un corsaire algérien, en était chassée mais accueillie cordialement à Honfleur qui était pourtant sous la dépendance du premier. Mais à l'appui de sa désobéissance, Honfleur exhuma un vieux texte dispensant de quarantaine

tout navire ayant 40 jours de mer à compter de celui où une rencontre l'avait rendu suspect.

Le Conseil havrais porta plainte à l'administration. Or l'administration n'était plus immédiatement le ministre. La nouvelle division en départements et en districts avait placé le Havre, avec la complicité rouennaise, sous la dépendance de Montivilliers, petit bourg agricole, jaloux de l'importance croissante du port voisin qu'il accusait d'accaparer la fortune publique au détriment de l'agriculture, et de tout soumettre au commerce maritime.

L'organisation administrative de 1794 maintint ce statut ; la hiérarchie faisait passer les rapports vrais par Montivilliers, Rouen et Paris, où la Commission de la marine agissait comme ministre. Ce ne fut que plus tard qu'elle fut constituée par le sous-préfet résidant au Havre, le préfet et le ministre de la marine.

La composition des conseils sanitaires fut portée à : deux membres du bureau municipal ;

deux membres du Conseil général élus par la commune où siégeait le Conseil ;

deux membres de la Société populaire, l'agent maritime, le Commandant des armées, le Commissaire des guerres, le Commandant de la Place et le chef de légion.

Le mode d'opération à l'arrivée des navires resta d'abord identique à celui de l'ancien régime : les gardes en faction au môle faisaient prévenir la muni-

cipalité. Deux membres se détachaient pour interroger à distance le capitaine. Le Conseil se réunissait et statuait. Puis on discuta s'il ne valait pas mieux recueillir la déclaration du capitaine sur le bateau même. Finalement, on institua un préposé salarié qui, sortant avec le pilote, recevrait la déposition et, un peu après, on adopta d'y adjoindre un médecin, vers 1800.

Déjà, dès Septembre 1794, le Service de Santé Maritime n'est plus considéré comme particulier à chaque port ; la distinction de place-forte frontière qui avait fait la fortune du Havre, disparaît. Il devient service public, intéressant au même titre tous les citoyens. Les frais en sont à la charge du Trésor Public.

Comme dans l'ancien régime, le service de renseignements demeure irrégulier. D'un port à l'autre, une coutume courtoise veut qu'on se prévienne mutuellement des incidents maritimes connus. Ces bruits, transmis au ministère, les ambassades, étaient généralement chargées de les vérifier, mais bien souvent aussi accueillis d'emblée.

Marseille recueillait, pour la Méditerranée, les plus fréquentes informations. Son organisation de renseignements, sérieuse, étendue, ramifiée, fournissait au ministre le plus gros de la besogne après en avoir fait profiter le port. Ailleurs, le plus souvent, le hasard seul apportait les nouvelles, et les messagers étaient parfois totalement étrangers aux services sanitaires. Ainsi la lettre adressée, le 5 Novembre 1793, au Commissaire du Comité du Salut Public Julien, par le secrétaire de la délégation envoyée aux Etats-Unis,

débarquant à Lorient, qui annonce, sans plus de renseignements, une épidémie à Philadelphie. Une simple copie de cette lettre fut envoyée aux autres ports.

A partir de 1794, les Consuls furent chargés d'envoyer les avis, au ministère, qui expédiait des copies.

Quant à la durée des « quarantaines », il ne faut toujours y voir qu'un terme générique, le gouvernement « laissant (aux Juges) le soin de déterminer la « durée et ceux qui doivent les subir selon les lois « et usages ».

Une nouvelle lettre du 29 Juin 1795 confirme cette non responsabilité ministérielle quant aux délais de quarantaine.

« Les conservateurs de la santé, citoyens, sont plus à portée que la commission, chacun dans les ports où ils se trouvent, de connaître jusqu'à quel degré leurs précautions à cet égard doivent se borner ou s'étendre ; les fonctions dont ils sont chargés et la responsabilité qui y est essentiellement attachée les rendent juges compétents de l'urgence ou de l'inutilité de ces mêmes précautions d'après les avis qu'ils reçoivent, par la correspondance qu'ils suivent à cet égard et d'après la déclaration du capitaine et enfin d'après la visite faite à bord. Vous devez même observer que l'article 2 de l'arrêté du Comité de Salut Public de 10 Germinal dernier assujettit les bâtiments aux dispositions que les conservateurs de la Santé jugeront convenable de prendre pour le bien de la République. Ce n'est donc pas à la Commission de la marine à vous diriger, lorsque par les lois qui vous concernent et vos propres fonctions, vous ne devez vous régler que d'après elles pour le bien de la République.

« Commission de la Marine et des Colonies, 29 Juin 1795.

« Le Secrétaire ; DALBARADE, »

Devant ce texte obscur, les conservateurs de la santé demeurèrent fort embarrassés :

Au Havre, un arrêt royal de 1757, non abrogé, imposait une quarantaine d'observation aux provenances de Lisbonne. Sur ce même point, Bordeaux n'avait aucune obligation ; Nantes ne retenait jamais en quarantaine qu'autant que le navire portait un malade à bord.

A la fin de 1795, la Commission de la marine disparaissait. La marine avait un ministre, l'amiral Truguet, « médiocre révolutionnaire, revenant des temps passés ». Fils d'un chef d'escadre, longtemps directeur du port de Toulon, ayant servi en Méditerranée, tout imbu des conceptions sanitaires de Marseille et de Toulon ; son premier geste fut de rompre avec les idées de la Commission qui l'avait précédé, en rétablissant les vieilles coutumes.

Le 4 Janvier 1796, il annonce la fièvre jaune en Amérique du Nord, ordonne la visite de tout navire en provenant ou ayant communiqué en mer avec l'un d'eux, avec 14 jours de quarantaine.

Après la libérale décentralisation révolutionnaire, le coup était rude.

Il en suivit la résurrection de la vieille administration, avec bureaucratie, règlements, menaces et textes de sanctions affichés un peu partout : fusillades, canonnades. Mais le ministre faisait fausse route. La réédition des vieux textes n'avait convaincu personne. Cinq jours après, les ports du Nord lui adressent une protestation en observant que la fièvre jaune

ne résiste jamais au froid de Novembre, que des Américains sont déjà entrés sans provoquer d'épidémie.

Le 6 Février, l'admission était accordée et l'arrêt de 1757 abrogé.

Le 10 Octobre, avis de fièvre jaune à Saint-Domingue, avec lequel arrive confirmation de l'arrêté du 4 Janvier. Ce fut à propos de cet incident que les Juges du Havre eurent connaissance, pour la première fois, par la bouche d'un officier de marine, du règlement de Colbert de 1689 ! Ce fut une révélation ! Les médecins de la localité s'offrirent pour assurer le service de visite en rade.

L'un d'eux, Lecheverel, adressa à la municipalité une lettre fort intéressante, car elle exprime les conceptions du corps médical à l'époque :

« Citoyens,

« J'ai reçu l'invitation, dont vous m'avez honoré, pour la visite de navires suspects arrivant en ce port, vous pouvez compter sur le plus entier dévouement de ma part... Mais, j'espère, Messieurs, que vous voudrez bien me permettre quelques réflexions presque exclusivement connues du médecin, obligé par son état de méditer sans cesse la cause et les effets des maladies...

« Jusqu'à ce que les hommes de l'art, habitant les pays contagés, se soient expliqués sur la vraie nature de la maladie, nous serons obligés de nous en rapporter au bruit public, qui n'a rien de rassurant pour nous. Mais la mesure que vous vous proposez de prendre est-elle bien capable de mettre notre ville à l'abri du fléau dévastateur ? Non, Citoyens :

« 1° Parce que l'intérêt personnel fermera toujours la bouche à tout l'équipage du navire étranger, dont le rapport doit être compté pour rien.

« 2° Parce qu'un officier de santé, quel qu'il soit, ne peut à la première inspection reconnaître la nature d'une maladie, pas même de la peste, comme le prouvent les épidémies de Marseille et de Toulon de 1720 et 1726, où la mort, pendant un mois, avait déjà emporté des milliers d'habitants, qu'on se disputait encore sur la nature de la contagion. Et dans la supposition où les symptômes de la maladie seraient tellement caractérisés que les médecins en saisiraient le diagnostic à la première visite, que pourrait-il en résulter ? Qu'eux et les officiers civils et militaires qui doivent les accompagner, reviendraient déjà frappés de la contagion, puisque les effluves qui émanent d'un corps infecté et qui en forment pour ainsi dire l'atmosphère, s'attachent comme des brouillards à toute matière poreuse qui les approche. Ils rapporteraient donc au sein de leurs familles respectives les contagions qu'ils se proposaient d'en écarter ; ils deviendraient les premiers propagateurs.

« Comment donc faire pour éviter ce malheur ? Un seul moyen me paraît efficace, c'est de fermer rigoureusement votre port et vos côtes à tout navire qui aura passé la Manche et de leur faire subir indistinctement la plus sévère quarantaine, les forcer pendant ce temps à ventiler leurs marchandises, sous la surveillance d'un officier civil ; faire soigner leurs malades par des officiers de santé qui ne pourraient communiquer dans la ville pendant la durée de leurs périlleuses et honorables fonctions.

« En effet, Citoyens, la contagion qui ravage actuellement les côtes d'Espagne et l'Escadre Anglaise, est pestilentielle ou ne l'est pas. Mais ce dernier cas, vous en serez bientôt instruits et dès lors toute précaution devient superflue, mais dans le premier cas, tout doit vous être suspect, les vaisseaux anglais déposant leurs malades sur les îles les plus voisines de vos côtes, en promenant l'infection et la mort sur toute l'étendue de la Manche, il est impossible qu'un navire marchand traverse le canal sans leur faire ou sans en recevoir des visites ; qui sait même si l'appât du gain ne conduira pas ces navires dans les ports où ils puiseraient la contagion et les marchandises et d'où ils reviendraient directement les verser chez nous.

« Voilà mes craintes, Citoyens, ne les prenez pas pour l'effet de la pusillanimité et faites-moi l'honneur de me croire...

« Havre, 30 Brumaire, An IX (19 Novembre 1800),

« J.-D. LECHEVEREL, D. M. »

La volonté royale suffisait à tout et remplaçait toute explication. La Révolution fit admettre, avec la liberté de critique, la discussion, en prenant pour base la raison, et d'autre part, la nouvelle administration était trop jeune pour opposer une dédaigneuse foi en son omniscience. On ne parla plus au nom du Roi, mais au nom de l'Humanité, qu'il faut protéger avec d'autant plus d'attention que les voisins n'observent aucun code sanitaire, comme l'Italie « que
« les autres ennemis du genre humain et de la Fran-
« ce osent trafiquer avec les pays suspects ou conta-
« minés, sans souci de propager les fléaux de l'hu-
« manité. » (1)

Ces autres ennemis de l'humanité, c'était les anglais qui commerçaient librement. Cette flétrissure ne les gêna guère, mais par contre fit bien du mal au commerce national.

En 1800, une division nouvelle répartissait les côtes en arrondissements maritimes, commandés chacun par un préfet maritime. Le Havre devenait chef-lieu du II^e arrondissement ; sa juridiction régionale se

(1) Lettre ministérielle de Pluviose, an IX (21 février 1800).

trouvait enfin ainsi officiellement assurée. Cette disposition favorisa l'extension d'une administration centralisatrice croissante. Le service sanitaire, quittant les voies du libéralisme révolutionnaire, se reconstitue peu à peu sur ses vieilles bases traditionnelles.

Le 8 Novembre 1800, ordre ministériel frappant d'interdit des territoires immenses, une bonne partie de l'Europe. Aucune précision, nul ne sait s'il s'agit de peste, de choléra ou de fièvre jaune, ni quels lieux sont atteints. Le Conseil havrais, valet zélé, s'empresse d'y ajouter les Etats-Unis d'Amérique, supprime la visite médicale en rade et rétablit l'obligation pour le pilote d'interroger au porte-voix. Il envoie des navires, à tirant d'eau trop élevé, faire quarantaine au Hoc et appuie ses injonctions des nécessaires menaces de fusillades, canonnades, etc...

Cette sévérité devait entraîner dans ce nouveau régime politique de bien plus graves conséquences qu'au temps de la monarchie. Elle était alors tempérée par la bonhomie des maîtres de l'heure, capables par le fait même de leur puissance, de largesse bienveillante, hors de toute règle comme de toute critique. Dans l'administration républicaine, plus de personnalités toute-puissantes, mais une règle fixe commune, immuable, abstraite.

Il fut interdit de pêcher la nuit, pour mieux surveiller la mer ! La Comtesse de Baynes raconte dans ses mémoires, alors qu'elle prenait des bains sur les plages de Dieppe, la pitié des pêcheurs cauchois qui mourraient de faim.

Le premier Consul Bonaparte s'employa à modérer ces dures, dans son ordre général, à propos des épidémies de fièvre jaune. Fait piquant, de la part de celui qu'avait maudit les gardiens, marseillais et autres, de la science administrative, pour avoir méprisé les règles séculaires, « fétiche éloignant des épidémies », crime contre la Patrie et l'Humanité.

Mais n'est-ce pas Fodéré, un des plus célèbres médecins du temps, qui déclarait la nécessité, dans le cas d'un naufrage inévitable, de refouler le navire sans pitié, au besoin de le détruire avec son équipage, « l'intérêt général primant les autres ».

Pourtant Bonaparte avait montré, et Desgenettes et ses compagnons, qu'on pouvait vivre parmi les pestiférés, que ni l'atmosphère qu'ils respiraient, ni leur contact, ne suffisaient à tuer. La tutelle marseillaise tenait ferme encore. Elle lance un avis d'épidémie en Andalousie. Le ministre en fait part au Havre en le priant de rendre compte des dispositions prises. C'était bien l'ordre déguisé de prendre les mêmes dispositions. Six mois après, l'ordre est formel :

« Les conservateurs de la santé, à Marseille, agissent de telle sorte, faites de même. » Attitude très justifiable, quand en 1802, Dieppe demandait au Havre comment organiser son service sanitaire, et Cherbourg, ce qu'il fallait faire d'un navire venant de Saint-Domingue avec trois décès par fièvre jaune.

Allait-on revoir les rigueurs de 1770, où le lazaret du Havre détenait ensemble jusqu'à 30 navires ?

En 1802, le ministre Decrès semble s'intéresser av

service sanitaire maritime : il demande des informations sur la fièvre jaune, et permet les quarantaines d'observation. L'effort n'est pas poursuivi : les services de l'administration sanitaire quittent le ministère de la marine, le 10 Mai 1807, pour être rattachés à l'Intérieur. Nouvelles études, demandes de renseignements ; nouveaux ordres : le 13 Mars 1813, le sous-préfet, par ordre administratif, adresse au maire du Havre une lettre prescrivant : « les objets flottants
« sur les eaux ou jetés sur les côtes, peuvent être
« soupçonnés de contagion. On ne doit donc pas les
« enlever inconsidérément, ni les mettre dans la cir-
« culation avant qu'ils aient subi les épreuves que
« la prudence recommande. Si, au nombre de ces
« objets, il y avait des libellés, il faudrait les brûler
« si possible. ».

Le Maire justement étonné renvoie la lettre à l'administration des douanes, laquelle, pratiquant déjà aussi le système de non responsabilité, la réexpédie à la marine, qui, non moins soucieuse de s'éviter des difficultés, la classe sans plus dans ses archives.

C'est que la police également dépendait du ministère de l'Intérieur. Les deux services avaient une commune tâche, de surveillance et de recherches policières, et plus d'une fois déjà la Sûreté Générale avait utilisé soit les agents, soit les renseignements de la Santé, pour les affaires des émigrés, les menées anti-Napoléoniennes, le complot du Général Malet (Octobre 1812). La formidable police de l'Empire ne pouvait rien négliger devant le mécontentement non dissimulé du peuple et la lassitude générale.

La surexcitation se montre jusque dans les règlements sanitaires : sous le prétexte d'une peste à Malte, le ministre ordonne vingt jours de quarantaine pour toutes les provenances d'Angleterre, y compris les navires à licence (les lignes régulières).

Alors, le Service de Santé maritime quitte le ministère de l'Intérieur. On l'adjoint à celui des Manufactures et du Commerce. Les mêmes difficultés, la même minutie puérile l'y attendent : au sujet d'une lettre diplomatique à recevoir d'un navire anglais, ce sont de longues instructions : cette correspondance s'échangeait suivant le règlement sous la rubrique : objet pestiféré.

En Août 1813, le ministre interdit comme suspects : tous navires espagnols, portugais, anglais, en guerre contre nous, y compris les corsaires français qui peuvent se rencontrer avec eux ! A quelques semaines de là des matelots d'un corsaire français débarquèrent sous Océville, près du Havre. Saisis par les douaniers, la troupe se rend au Havre. Ce fut un beau vacarme entre les plus respectables autorités : ces matelots étaient, par décret, suspects. Les mettre en quarantaine entraînait, selon la doctrine, l'emprisonnement des douaniers, de tous les gens croisés en chemin, l'interdit des villages traversés, des routes empruntées, l'évent, etc...

C'était plus qu'un état de siège. Devant l'absurdité, chaque administration exonéra les siens et tout s'évanouit.

Ces craintes n'étaient cependant pas sans objet. De puis 1800, la fièvre jaune importée par un navire

américain à Cadix, était chaque année signalée en un point différent. Ce qui n'empêchait pas Napoléon de promener ses troupes à travers l'Espagne et le Portugal de 1807 à 1813, ni de dépêcher Junot en grande ambassade à Lisbonne où d'ailleurs on le fit attendre 24 heures à la porte de la ville. Quel sens sanitaire pouvaient avoir les interdictions maritimes, quand ces mouvements de troupes réalisaient les conditions les plus favorables à la propagation d'épidémies !

Le 29 Novembre 1813, le ministre exprime le désir d'établir « un système uniforme d'administration sur toutes les côtes de l'Océan. »

Marseille et le Havre conservent une situation privilégiée.

L'administration sanitaire, nettement centralisatrice, flotte entre deux tendances opposées : le libéralisme révolutionnaire et le retour aux vieilles méthodes séculaires. Malgré des faits évidents, dont certains retentissants comme les incidents de Jaffa, le mythe moyennageux persiste, sous le nom aussi vide qu'imposant de « Science administrative », laquelle n'a aucune notion d'étiologie ni de prophylaxie, masquant son ignorance sous l'épouvantail de règlements vains, mais hiérarchiquement transmis à des agents aussi parfaitement incompetents que leurs dirigeants.

La Restauration royale ramène en France un violent retour au passé. Dès avril 1814, il devient de bon ton, tenant pour une sorte d'hallucination collective la

période de vingt-cinq ans d'inter règne, d'afficher le goût des vieux usages.

La nouvelle administration, ignorant avec affectation les arrêtés de 1796 et de 1800, rappelle l'ordonnance du 6 septembre 1730, ordonnant à tous navires de prendre patente au départ d'un port. En confirmation de l'esprit qui l'animait, elle fit placarder à profusion un exemple des méthodes qu'elle approuvait : le drame de Naja. Ce petit port italien de la province de Bari était infecté de peste. Il fut fermé sur le large, puis isolé vers l'intérieur par une double tranchée distante de 50 mètres, encerclant la ville jusqu'à la mer. Des sentinelles en interdisaient le passage, rigoureusement. Elles tuèrent à coups de fusil plusieurs habitants qui, à bout de souffrances, essayaient de franchir le cordon sanitaire.

C'était à cette horreur qu'applaudissait le nouveau gouvernement, le 3 février 1816.

En mars, le même besoin d'effrayer le public, pour lui faire accepter les antiques mesures, suscite cette histoire de balle de coton qui, débarquée à Venise, aurait successivement tué raide de peste plusieurs équipes de débardeurs. De telles nouvelles, lancées délibérément, pouvaient faire admettre sans indignation que pour un port infecté on interdisît tout un pays. En 1817, pour un seul point, l'Amérique du Nord en entier, puis toute la mer des Indes furent déclarées suspectes.

L'ancien régime en avait fait autant, mais les émigrés n'avaient ni la bienveillance ni la politesse dont leurs ancêtres agrémentaient leur vie : A la lettre

qu'envoyaient à la Santé nos marins prisonniers d'Angleterre, en 1814 : « Nous prisonniers d'Angleterre, sur « le bateau « Les Bons Amis » d'Honfleur, avons eu « un voyage très long à cause des vents contraires. Il « y a deux jours que nous sommes sans vivres. Il sera « cruel au bout des années d'incarcération de venir « périr devant notre pays » ; ces émigrés, qui avaient bien fait entrer jusqu'à Toulouse les troupes espagnoles qui protégeaient leur retour, répondaient en repoussant ces malheureux, de par l'arrêté de 1813, portant l'interdit sur l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre, et qui datait pourtant de l'Usurpateur.

Témoin encore de leur brutalité ce cas d'une femme qu'ils condamnèrent à accoucher sur son navire en quarantaine, presque privée d'assistance.

Leur ton tranchant et hautain ne fait que mettre en relief l'insuffisance du fond. Malgré les fréquentes demandes d'explications de la part des Conseils sanitaires, aucune réponse ne revenait, sinon celles de Becque, Directeur de la Santé Maritime au ministère, dures, inacceptables dans le fond comme dans la forme : « Le Conseil se permet d'avoir de l'initiative ! « Il doit obéir ! »

Même attitude à chaque supplique, les 19 février, 17 mars, 24 avril, 16 juin 1817. Le maintien des rigueurs, dont personne ne comprenait ni le sens ni l'utilité, excita l'esprit de ruse et la fraude jusque chez les agents de l'administration. Partout des résistances, des réclamations. Le 16 décembre 1816, un navire refuse net d'aller au Hoc, et reste dans l'avant-port. Au besoin, si le capitaine paraît se soumettre, l'équipage

conduit le navire où bon lui semble. Des marchandises se perdent, parfois des navires.

La conduite des ministres reste extraordinairement légère ; ils accueillent les bruits d'épidémie les plus fantaisistes ou les inventent : c'est, par exemple, une peste à Alger, qu'on annonce le 1^{er} juillet 1817, avec force détails, 40 à 60 décès par jour. C'était faux. Le 12 août 1816, c'est une augmentation de quarantaine, à cause d'une crue du Mississipi à la Nouvelle-Orléans, de peur d'une épidémie qui ne se produisit pas. Le 31 mars 1821, toutes défenses sont levées pour les provenances américaines, sauf Savannah qu'on oublie. Un navire venant d'Amérique relâche à Liverpool, y débarque une partie de ses passagers qui traversent l'Angleterre, puis la France, sans être inquiétés. Ce navire se présentant au Havre quelques jours après, est con-signé en quarantaine avec les passagers qui avaient fait à son bord tout le voyage. Le 19 mai 1819, un navire venant d'Amérique est mis en quarantaine : le ministre apprend qu'un agent diplomatique se trouve à bord, donne l'ordre de le relâcher, seul. Un administrateur de la Martinique, voyant des malades dans l'île, informe son Ministère qu'il y a la fièvre jaune. Le diagnostic est nié par les habitants, nié par les marins, nié par les deux médecins du pays, non concertés. Le ministre maintient le dire de son agent et récuse tous les témoignages avec un dédain inouï : « C'est une nouvelle preuve, dit-il, du peu de confiance qu'on peut ajouter aux rapports des chirurgiens. »

Tout y est fantaisie. En 1821, pendant l'épidémie d'Espagne, les délais de quarantaine ont été de 4, 8,

10, 15 et 20 jours ; cela sans raison. Tous les caprices ont libre cours, pourvu qu'ils émanent de la noblesse, alors que les ministres les plus titrés poussent la désinvolture jusqu'à ignorer l'appréciation des étendues, jusqu'à confondre une localité avec un continent entier comme l'Amérique du Nord.

Jusqu'au lamentable arrêt de 1762, que déterre cette funeste administration ; le préfet de Seine-Inférieure en trasmet l'ordre au Conseil havrais :

6^e Division
SANTE PUBLIQUE

Rouen, 13 Septembre 1815.

*Observation des règlements relatifs
à la Quarantaine.
D^o M^o 10*

« Son Excellence, Secrétaire
d'Etat, chargé provisoirement du portefeuille de l'Intérieur, est informé, Monsieur, que dans plusieurs ports de l'Océan et de la Manche, on a mis à l'oubli les lois qui défendent aux navires venant de la Barbarie ou du Levant de purger ailleurs qu'à Marseille et Toulon la quarantaine à laquelle ils sont assujettis. Son Excellence me charge, en conséquence, de rappeler aux maires des communes maritimes les déclarations du 26 Novembre 1729, l'arrêt du Conseil d'Etat du 14 Octobre 1762, le décret du 21 Juin 1791 et la proclamation du 17 Décembre suivant.

« Il est de la plus haute importance, Monsieur, que ces règlements soient rigoureusement observés. Il vous charge donc d'en prescrire la rigoureuse application aux navires des communes de votre arrondissement et d'y veiller vous-même très vivement...

« Signé : Comte de KERGARION. »

La liste est longue et des cruautés et des incohérences et des erreurs et des insolences d'un gouvernement qui sut de son mieux se rendre odieux.

C'est Becquez, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, qui, à propos d'un mal contagieux à Corfou, Naples ou la Sardaigne, interdit avec eux la Norvège, avec quarantaine pour la Suède et le Danemark, parce qu'elles sont voisines. Dix jours après il avoue que pour le Nord il y a erreur. Il fait interroger les navires qui en viennent, par un médecin, il est vrai, et prescrit : « Cette quarantaine sera indéfinie si vous
« concevez de graves soupçons que la maladie d'un
« ou plusieurs hommes de l'équipage fût de nature
« contagieuse. » Plus loin : « Les patentés de santé
« et papiers de bord sont exhibés à distance, ils sont
« tailladés, passés à la vapeur de soufre, au vinaigre
« ou à l'acide muriatique oxygénée. »

Les frais sont à charge du département et des communes.

Enfin l'Administration n'accepte l'intervention médicale que s'il y a quelque chance d'aggraver ou de justifier les rigueurs dans les précautions. Dans son rapport du 8 novembre 1817, le Docteur Lefort, médecin du Roi à la Martinique, rapporte que lors de l'épidémie de Charlestown, le 13 octobre, toutes précautions avaient été prises dans les ports américains. Il démontre que le mal n'est pas la fièvre jaune, et n'est pas même contagieux, et c'est l'avis des autorités médicales de la région.

On jeta le rapport au panier, et deux jours après le ministre écrivait : « Je vous prie, messieurs, de bien

« représenter que les mesures de rigueur prescrites en
« matière de santé, bien loin d'être dictées par le ha-
« sard ou le caprice, sont au contraire dans l'intérêt
« de tous. »

Dans l'intérêt de tous, sans doute, cette décision ministérielle : Le 4 octobre 1820, deux navires anglais venant d'Odessa, chargés de blé (non susceptible), se présentaient au Havre. Leur livre de bord indiquait, devant Constantinople, une seule rencontre : le Consul anglais, et au large, qui leur avait remis des patentes nettes. Durant les 70 et 75 jours de mer, aucun malade, pas plus qu'à l'arrivée. Le Conseil havrais n'osant prendre de responsabilités, rendit compte. Immédiatement la réponse arriva : Renvoyer le navire à Marseille ; le capitaine, d'après la loi, ne pouvait essayer d'entrer dans aucun port de France sous peine de mort. Les Anglais refusèrent, s'en furent chez eux, où les quarantaines étaient plus hospitalières. Quelques jours après, interrogé diplomatiquement, le ministre était bien obligé de consentir à leur admission au Havre : il tentait de sauver les apparences en exigeant qu'on s'assurât authentiquement de leur patente nette. Un mois après, ils étaient tous deux à quai, en Seine, apportant « un camouflet à l'administration française ».

Plus simplement, bien des navires français allèrent purger quarantaine en Angleterre, où ils étaient assurés de moindres longueurs et d'un peu plus d'humanité.

Dans l'intérêt de tous aussi, l'extension de l'arrêt de 1762, non plus seulement aux provenances du Levant

et de Barbarie, mais encore de toute l'Espagne, qu'on devra renvoyer à Saint-Malo ou à Lorient ? Non, dans l'intérêt de Marseille, pour qui c'est une étape dans l'exécution intégrale de l'arrêt de 1762. Plus que jamais l'Intendance marseillaise dominait, jusqu'à se substituer aux services ministériels, lançant une circulaire pour inviter tous les ports, sur l'Océan et la Manche, à suivre ses indications du 21 septembre 1821 ; une autre injonction le 27 suivant, ordonnant à tout port de refuser l'entrée à tous les navires venus d'Espagne, à cause de sa plus parfaite compétence. Pourtant, J.-B. Eyriès, rentrant de tournée d'étude, assurait qu'on y faisait rien de plus qu'ailleurs. Ce fut l'apogée de la puissance du vieux service marseillais, il ne parvint jamais à l'exclusivité.

En Méditerranée, des lazarets aussi bien outillés pouvaient rivaliser avec le Frioul.

En 1818, Alexandrie avait ouvert le premier lazaret en pays musulman. La même année, Carthagène repoussait une peste. L'année suivante, Venise en éteignait une autre. En général, la peste semblait moins redoutée. Une autre terreur occupait les esprits : les importations — ou les éclosions — annuelles de fièvre jaune. Du moins elle s'ajoutait à l'autre. Non pas surtout dans le peuple qui depuis longtemps avait appris à braver ces fantômes complaisamment agités par l'administration. La foule, non plus que les navigateurs, ne se souciait de théories étiologiques, mais seuls les dirigeants, par souci de paraître documentés, et les médecins par amour-propre. Ni les uns ni les autres n'en savaient rien, ou bien peu de chose. Il y

avait eu des exemples de médecins qui avaient méprisé le danger pour montrer qu'on pouvait soigner ces malades sans « se condamner soi-même à périr ». En 1720, Vernier et Chycoineau avaient nié la contagion et étaient allés à Marseille soigner les pestiférés. Desgenettes, Bonaparte, près d'un siècle après, avaient montré la même incrédulité. A la restauration royale, aucun scepticisme n'étant admis, on vit tous ceux que la crainte de déplaire ou le désir de paraître savants suspendaient à la science officielle, s'abriter sous une scolastique pourtant surannée.

Nul ne saurait contester que le Professeur Fodéré, le puissant savoyard, celui en qui beaucoup voient le fondateur de la médecine légale, représenta, en sa chaire d'hygiène et de médecine légale de Strasbourg et de Marseille, le résumé de la science acquise à ce jour. Ce protagoniste de l'expulsion, cet hygiéniste à coups de canon, ne sait que penser de la peste, qu'il confond avec le typhus, ni de la fièvre jaune. « Il soupçonne que, quelque part, en Ethiopie, la nature élabore la peste comme dans un laboratoire. »

Cette Restauration, ce retour immodéré, violent, au vieux temps de la Monarchie, fut l'âge d'or des quarantaines, avec la sereine des marchandises, l'évent des objets à usage, le parfum des navires et des gens, la lacération des papiers, la purification au vinaigre, avec tout ce qu'elles purent comporter d'agaçantes minuties, de formalités, de vexations, de cruautés vaines. Ce furent ces abus mêmes qui perdirent les vieilles quarantaines.

Dès le début du XIX^e siècle, elles n'eurent plus pour

défenseurs que les officiels, et par politique plus que par conviction. Ceux-là, même, avaient conscience qu'ils n'étaient pas suivis et durent en tenir compte, car la fin de ce premier quart du siècle fut marquée par une tendance à fixer définitivement les coutumes sanitaires dans des textes intangibles et par des créations nouvelles.

L'année 1819 voyait l'institution des médecins sanitaires maritimes, qui réalisa un vrai progrès, en dotant les navires importants d'un agent sanitaire médecin traitant.

Mais ce fut surtout la grosse épidémie de fièvre jaune, partie de Barcelone en 1821, gagnant l'Espagne entière, qui sembla apporter une justification aux théories protectionnistes : cette fois, la pression de l'opinion publique força l'attitude du gouvernement. Parizet et Mazet, envoyés en mission à Cadix, conclurent au cordon sanitaire et au renforcement des quarantaines, et on organisa le fameux cordon sanitaire des Pyrénées. « On mit sur pied deux ou trois corps d'armée qui s'échelonnèrent le long de la frontière espagnole. Des sentinelles, placées à toutes les routes et même à tous les passages, gardèrent toutes les entrées en France. » Chaque route, chaque sentier, fut gardé nuit et jour. Chaque village devint un cantonnement, un centre de ravitaillement et de renfort. En avant, du côté de l'Espagne, et pour chaque poste, une maison isolée et vide fut requise pour servir au besoin de lazaret. Tout voyageur y faisait quarantaine, ses hardes et bagages sereuinés et parfumés avec les consignes les plus sévères.

Cette affaire des Pyrénées se termina de façon bien étrange, qui rendit vain tout cet effort sanitaire : La diplomatie européenne, jugeant nécessaire, pour le salut des Monarchies, qu'une armée française remit l'ordre en Espagne, les troupes se replièrent sur Bayonne. Le 7 avril 1823, elles passèrent la Bidassoa, au voisinage d'un village infecté, traversèrent Passages en pleine épidémie, et gagnèrent Cadix. Ainsi l'ordre lançait cette armée, chargée de protéger le territoire contre l'épidémie, au devant du mal. Pas plus qu'avec Napoléon, on n'eut à déplorer les ravages qu'avait annoncé l'administration. L'expérience n'avait été en somme qu'une vaste adaptation de l'idée réalisée à Naja. L'idée n'était pas nouvelle. Ce qui était nouveau c'était l'évidence que la protection aux frontières maritimes pouvait n'être qu'illusion, si le mal s'avisait de pénétrer par les frontières continentales. En face de l'un ou l'autre péril, l'unique moyen envisagé pour s'en préserver restait d'invention médiévale : l'exclusion à temps de la Société.

Une deuxième mesure à laquelle le Gouvernement fut conduit : l'examen des services sanitaires maritimes avec l'intention, de bonne foi, de les réorganiser sérieusement.

La première étape de ce travail fut la promulgation, après un vote exigé rapidement des Chambres, de la loi du 3 mars 1822, véritable code sanitaire, rendu exécutoire par ordonnance royale du 7 août. Elle fut un immense progrès. Elle donnait au chef de l'Etat des pouvoirs considérables : la détermination par décrets :

a) des pays dont les provenances sont habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire ;

b) des mesures à observer sur les côtes, en rade, dans les lazarets et tous lieux réservés ;

c) des mesures extraordinaires, justifiées par l'état d'épidémie sur telle portion du territoire.

Officiellement, le particularisme des ports disparaissait.

Pas immédiatement pourtant, car la deuxième tranche de cette œuvre de réorganisation comportait l'élaboration, par l'ensemble des intendances sanitaires, d'un règlement d'administration publique, ou chacune, mais dans une faible mesure, pût garder sa personnalité.

Le 20 octobre 1821, une ordonnance du comte de Chazelles créait à Lorient une intendance sanitaire, sous le nom de « Conseil de salubrité publique ». Il était composé de onze membres, sous la direction d'un intendant choisi parmi les médecins de la ville ayant 4 ans d'exercice. Sa juridiction s'étendait sur les rades de Groix, Larmor, Port-Louis, Kerzo et sur la rivière d'Hennebont. L'île de Saint-Michel était désignée, « vu l'urgence », pour recevoir le lazaret « au moyen de réparations à faire à la chapelle de cette île et de baraques à construire dans la partie Nord. »

Dix jours plus tard elle entra en application. Au Havre, le 7 juillet 1821, une Intendance sanitaire était définitivement constituée et solennellement réinstallée.

Brest, le 14 septembre suivant, avait la sienne et son lazaret dans l'île de Trébéron.

Marseille fut le dernier port à se rendre à la règle commune. En 1825, sur des ordres précis, Le Havre dut, encore une fois, laisser échapper en faveur de Marseille un navire venant d'Alexandrie, en patente nette !

Cette loi de 1822 fut vraiment un progrès, en ce sens qu'elle était le premier règlement sanitaire national applicable à toute l'étendue du territoire, et pour une autre raison : elle admettait le raisonnement et tenait compte de l'expérience. Elle était un effort sincère.

Imparfaite encore assurément, car elle était surtout la consécration des théories sur lesquelles reposait l'édifice des quarantaines, elle fut imitée par différents Etats européens qui crurent assurer ainsi leur sécurité sanitaire. Elle était le triomphe des contagionnistes.

Cependant, il fallait que les doctrines des contagions fussent bien combattues déjà pour que Cabanellon, de Carthagène, fit coucher sa famille, lui-même et des forçats sur des literies ayant servi à des malades de fièvre jaune ; pour qu'un chirurgien de la Martinique osât envoyer à l'Académie de médecine ce colis renfermant, dans des vêtements de malades morts de fièvre jaune, des bouches contenant des vomissements noirs et du sang pris sur des cadavres, colis qui fut du reste découvert et brûlé avec des menaces de mort à l'adresse du téméraire profane !

De Humboldt, interrogé, ne prenait pas parti. Il estimait « que la maladie, non contagieuse, par nature,

« pouvait le devenir selon des circonstances à découvrir ».

Mais de moins savants savaient fort bien que l'Angleterre, recevant à port ouvert, n'avait jamais eu de fièvre jaune, qu'on ne la rencontrait que dans les pays marécageux où la température ne descendait pas au-dessous de 25°, que les vêtements et objets des victimes ne propageaient pas la maladie. Les noirs savaient qu'en s'éloignant à quelque distance d'une maison de jaunes, ils y échappaient. Tout le monde savait que la peste reculait devant la civilisation, que, dans le Levant, le commerce des vêtements portés par des pestiférés était chose courante.

La loi de 1822 était déjà un anachronisme quand elle parut. Elle fut immédiatement et tournée et combattue. Les dispositions similaires, à l'étranger, subissaient les mêmes attaques.

A Cadix, un négociant offre à ses amis des cigares de la Havane, apportés par un navire soumis lui-même à une quarantaine rigoureuse (1829).

Les compagnies de navigation attaquent le système à cause des entraves qu'il leur oppose : tel navire parti de Constantinople ne peut entrer à Marseille qu'après 135 jours de quarantaine en plusieurs lazarets !

Toute opération commerciale se trouve ainsi aléatoire et, en pleine période de reprise des affaires, au moment où apparaît la vapeur, où la navigation prend un essor nouveau.

L'économie nationale en souffre : l'Angleterre, pour protéger son commerce, a depuis longtemps supprimé

les anciennes quarantaines : des marchandises venant d'Egypte arrivent plus vite à Paris en passant par l'Angleterre que par Marseille ! La France, sous le régime des quarantaines, perd le bénéfice de sa situation maritime.

PASTEUR



Pasteur

Le second quart du ^{xix}^e siècle, pendant lequel la loi de 1822 fut encore appliquée, est une époque nouvelle.

Dans l'assentiment universel, les quelques voix non contagionnistes, bien rares il est vrai, s'étaient perdues. Tout le mérite de l'époque fut de porter le débat sur le terrain scientifique.

En tête de l'opposition, la figure de Chervin. « En
« 1824, Chervin rentre en France après avoir parcouru
« tout le littoral des deux Amériques, pour y recueil-
« lir une documentation sur la fièvre jaune. Dénué
« de tout, mais riche de faits et de sa conviction, il
« jette ses documens à la tête des gouvernements, des
« académies, des populations, soulève des discussions
« les plus ardentes, et sa grande âme le rue seul et
« sans appui contre tous les intérêts. Partout sa polé-
« mique puissante renverse les obstacles, partout il

« fait des partisans et chaque jour il voit diminuer le
« camp de contagionnistes. »

Il déclare les quarantaines inutiles pour la fièvre jaune, estimant que la maladie naît sur place et n'est pas transmissible par l'homme.

« Pendant que son triomphe s'apprête, comme Le
« Tasse, Chervin, épuisé par les fatigues d'une longue lutte, meurt de misère au sein de l'amitié, en
« contemplant avec une noble fierté et l'ingratitude
« des gouvernements et les avantages immenses que
« sa patrie et l'Europe entière allaient recueillir de
« ses travaux (1). »

Le 19 juin 1828, le « Moniteur » publie un décisif rapport de Chervin : « Les établissements sanitaires
« dont le gouvernement avait ordonné la formation
« dans la vue de mettre la France à l'abri du terrible
« fléau sont non seulement inutiles, mais encore dangereux, en ce qu'ils tendent à consacrer une erreur funeste à la Société. »

A la suite de ce rapport, la commission du budget
« reconnaît en principe que les lazarets dans les ports
« de l'Océan sont tout à fait inutiles et que, par conséquent les sommes tout à fait considérables qu'on
« avait déjà employées à leur fondation et qu'on demandait pour les achever avaient été et seraient
« dépensées en pure perte ».

Le 11 juillet, la Chambre adopte l'ensemble de ces propositions, réduit de 116.000 francs l'allocation pré-

(1) J.-L. BRACHET, Mémoire sur la peste, 1847.

vue et ordonne que ne soient terminés « que les bâtiments très avancés ».

Le mouvement « non contagionniste » a gagné le public et les gouvernants. « Cette question, en apparence « ce toute médicale, touche de si près au domaine de « la politique et du commerce... (1). »

Tout le monde se mêle de réglementation sanitaire : « Pour cette espèce de guerre défensive, il n'est pas « besoin d'être médecin..., le sujet est purement historique, il suffit de lire beaucoup et de bien lire : « *multa et multum* » (2). Le 20 janvier 1835, de Lesseps, gérant du Consulat de France à Alexandrie, chargé de la commission consulaire de santé, ordonne : « Parfumer et exposer à l'air les vêtements. Enlever les ordures. Blanchir les maisons. Enfermer « dans les lazarets les familles suspectes. Mettre en « quarantaine les maisons infectées. Isoler les établissements publics. »

Car on attaque les quarantaines, mais on les applique encore.

Le 15 mai 1835, « 515 individus renfermés dans « une enceinte déterminée subirent une quarantaine « sous les ordres les plus sévères. Non seulement j'ai « conservé les 515 personnes, mais je dois dire que « pendant les quatre mois de quarantaine, je n'ai eu « aucune maladie grave (3). » 100.000 balles de co-

(1) BRACHET (O. C.).

(2) PAPON.

(3) Rapport du Capitaine VARIN, cité dans la communication de LACHÈZE, à l'Académie royale de Médecine (28 décembre 1844).

ton expédiées d'Alexandrie en pleine période pestilentielle n'avaient provoqué d'épidémie sur aucun marché d'Europe.

Le gouvernement français lui-même enfreignait sans danger, depuis la conquête de l'Algérie, ses propres règlements.

Clot Bey réclamait « l'inutilité de toute mesure restrictive à l'égard d'un mal plus puissant que l'homme, qui n'en viendra pas moins à son heure, quelles que soient les mesures qu'on veuille lui opposer ». Il considérait à nouveau l'atmosphère comme l'agent de transmission des épidémies à grande distance.

En 1841, le Docteur Perron, directeur de l'Ecole de Médecine du Caire, s'efforce de faire atténuer les mesures d'isolement pour les personnes et de quarantaine pour les locaux : « La prudence sage et calme indique d'après les résultats de l'expérience que le délai de huit jours suffit. »

Il fait ressortir en outre l'injustice envers les populations, des mesures vexatoires, quand il n'y a aucun cas de peste, « anomalie nuisible au commerce et à l'industrie ».

L'année 1845 oppose un front commun ; une série de rapports parvient à l'Académie de Médecine.

Rapport du Docteur Guani, contre « les mesures terroristes ». Il préconise des conseils moraux pour assurer le bon fonctionnements des lazarets et des quarantaines d'isolement, et termine par une invitation « d'entente entre les nations maritimes européennes ». C'est un début.

Rapport de Lesperanza, qui a déjà organisé la lutte en Bulgarie (en 1841). Cette fois il est appelé à Constantinople. Il y établit un lazaret et la quarantaine, avec surveillance à l'entrée de la ville. Il fait construire des canaux déversant l'eau des marais à la mer, nettoyer les égouts, inhumer les morts dans les cimetières éloignés de la ville, isoler et désinfecter ce qui arrive, suspect, ainsi que les bâtiments.

Ce n'était qu'une esquisse de désinfection, dont les procédés, après une vogue plus ou moins longue, étaient successivement abandonnés.

Aubert Roche conclut à la libre pratique accordée à tout navire où aucun cas de peste ne se serait manifesté depuis huit jours.

A Malte, le général Maillaud arrête quatre épidémies de peste par le seul isolement des malades.

Sous l'abondance des rapports et de la documentation, commence à l'Académie de Médecine une série de discussions sur les quarantaines, la peste. Tout en reconnaissant le mystère qui régnait sur la genèse et la propagation des épidémies, et la difficulté, par suite, d'établir des règles de prophylaxie, l'Académie se prononça contre la pratique des Quarantaines et conclut à l'envoi, en Orient, de médecins chargés d'étudier la peste en son foyer.

L'échec des cordons sanitaires, pourtant établis sur une vaste échelle, dans le choléra de 1832, avait impressionné les derniers partisans des quarantaines : le choléra avait franchi les cordons de troupe, alors que les ports restés en libre communication avec le

foyer initial, sans contrôle au départ et à l'arrivée, avait été préservés.

Puisque les quarantaines maritimes s'avéraient inutiles et les barrières sanitaires continentales inefficaces, il fallait bien en rabattre.

Le 18 avril 1847, une ordonnance crée les « médecins sanitaires d'Orient ».

L'année suivante, une nouvelle apparition du choléra en Europe ressuscite de nouvelles mesures de rigueur, en Italie surtout. Ce fut la fin des quarantaines, du vieux régime de protectionnisme national, inauguré cinq siècles avant par la République Vénitienne. Les nations avaient pu s'ignorer dans ce domaine, attitude que les mœurs du xix^e siècle rendaient impossible.

« La question entre alors dans une phase toute nouvelle, consacrée par le décret du 24 décembre 1850, et qui clôt cette période historique (1) ».

L'évidence soulignait les inconvénients de règlements établis par chaque Etat pour son propre compte, sans entente avec ses voisins. De longues négociations aboutirent à une proposition d'entente internationale, sur l'initiative du gouvernement français. La première conférence sanitaire internationale se réunit à Paris en 1851. Douze Etats y étaient représentés chacun par un diplomate et un médecin. La convention à laquelle ils aboutirent, après bien des concessions, était encore trop exclusivement une émanation

(1) Léon COLIN.

des conceptions françaises, pour être ratifiée par toutes les puissances représentées.

Malgré cet échec, le principe de coopération internationale avait été admis.

Sept conférences se réunirent encore, jusqu'à ce que fut ratifiée par tous les délégués la première convention de Paris, 40 ans après son vote. Chacune d'elle a toute une histoire, par son objet, par les circonstances politiques, économiques, qui les déterminèrent. La question sanitaire n'y fut parfois qu'un commode prétexte. Jusqu'à 1905, treize conférences furent convoquées. Dans cette œuvre, en qualité de délégués techniques français, prirent part les inspecteurs généraux Mélier, Fauvel et Proust, avec le Professeur Brouardel.

Tantôt composées de médecins, tant de seuls diplomates, elles n'eurent pas, de ce fait, toute la portée qu'on en espérait. Certaines dispositions maladroitales — (comme en 1903 les « dispositions spéciales aux « pays situés hors d'Europe », dont les Américains « firent grief à la France) — purent être interprétées comme manifestation d'un exclusivisme qui ne fut pas dans la pensée des organisateurs. Quintaret (1), exposant sommairement les étapes de la prophylaxie maritime à Marseille, intitule cette période qui commence en 1850 : « Période de coopération internationale », et la termine en 1894. De cette date à nos jours, s'étend pour lui la « période actuelle ou contemporaine ». Cette distinction arbitraire, à mon sens, ne

(1) Professeur QUINTARET, La peste à Marseille et les étapes successives de sa prophylaxie maritime. *Thèse* de Montpellier, 1929.

saurait logiquement se défendre. La « coopération internationale » ne fut pas le fait propre de cette époque des conférences sanitaires ; elle caractérise au même titre la « période actuelle ». Il n'y a pas du reste, dans l'histoire sanitaire, une « époque des conférences » ; tout au plus peut-on parler d'une série de ces assemblées — qu'on rencontre encore de notre temps.

Le propre de la période qui s'ouvre en 1850 est le caractère scientifique qui domine la seconde moitié du siècle.

« La question des quarantaines, écrivait L. Colin en 1874, est certes une des plus complexes de l'hygiène et de la médecine... Si l'on réfléchit à l'obscurité qui pèse encore à notre époque, si on pense que sur le globe il n'est pas un continent qui ne se comporte différemment vis-à-vis de ces fléaux..., on comprendra combien il est difficile de traduire en formules administratives déterminées des indications réglementaires applicables en tous lieux, et combien est pénible et digne de reconnaissance le rôle des savants qui ont pris la tâche de poser les bases d'une prophylaxie internationale. »

Dans le domaine épidémiologique, la grande originalité fut l'œuvre de Chervin et de ses partisans : Brayer, Mac-Lean, Cholet, Lefèvre, Orwens, Bulard, Clot Bey, et de la commission médicale nommée par Mehemet Ali. Non parce que tous conclurent à la non-contagion, mais parce que leur opinion ne fut lancée qu'après une consciencieuse documentation sur place.

Leur exemple prépara les esprits à un examen plus

sérieux, lorsque le gouvernement envoya des commissions d'enquête chargées « d'étudier sur les lieux et
« d'y surprendre la vérité, ou tout au moins de s'en-
« tourer de tous les documents qui pourraient y con-
« duire. »

Ce mot de Brachet enferme la conception scientifique du XIX^e siècle, déterministe et rationaliste, rigoureusement.

« Il ne survient ordinairement point de révolution
« dans les sciences, sans que les esprits y soient déjà
« préparés (1). »

Pasteur en est un aboutissant, qu'on ne saurait isoler sans déformer son image. La difficulté de toute histoire scientifique est précisément de se replacer « dans le champ visuel qui s'offrait aux diverses époques ».

C'est l'idée qu'exprime Duclaux, dans son « Histoire d'un esprit », qu'il consacre à l'apologie du Maître.
« Il faudrait, dit-il, pour comprendre le passé d'une
« question, se faire un état d'esprit artificiel, passer
« l'éponge sur certaines idées qu'on croit fausses,
« bref, changer l'état de son cerveau... Je veux bien,
« ajoute-t-il, qu'il reste dans les livres de l'époque
« des mots qui sont censés être le vêtement des idées,
« et au travers desquels on peut essayer de voir ce
« qu'ils recouvrent... Mais si l'on en conclut que l'his-
« toire de la science est facile, ou même possible à
« écrire, on a tort, car, même dans la science, les ho-

(1) SPRENGEL, Histoire de la Médecine.

« monyimes ne restent pas des synonymes à trente ans
« de distance. »

Il faudrait, dit Hanotaux, « tâcher de replacer les
« idées et les hommes dans l'atmosphère qui les en-
« tourait, en mettant en lumière, à chaque période,
« celles et ceux qui ont préparé la suivante ».

Antinomie singulière dans la situation qu'occupa
Pasteur : la même poussée scientifique qui le créa
suscita contre lui des résistances ardentes et prolon-
gées.

Les esprits qui le combattirent étaient eux-mêmes
des novateurs à qui le rôle des germes paraissait
trop entaché de vitalisme, quand eux-mêmes cher-
chaient au problème des maladies infectieuses une so-
lution de type physico-chimique.

Avec les démonstrations pasteurienne de leur ori-
gine microbienne, s'ouvrait une période nouvelle, au
double point de vue de la direction à donner aux re-
cherches de pathogénie et de la prophylaxie.

1883, c'est Kock qui découvre à Alexandrie le vi-
brion cholérique.

1894, c'est Yersin qui isole à Hong-Kong le bacille
de la peste.

1901, c'est la découverte du *stegomya*, agent vecteur
de la fièvre jaune.

Dès lors il apparaît que le plus sûr moyen de se
préserver des invasions d'épidémies pestilentielles
consiste en propre à porter la lutte au domicile même
du microbe.

« La désinfection seule peut rendre la quarantaine
presque inutile dans certains cas, appliquée à bord,

et rigoureusement. D'autre part, si on pouvait établir un système international de défense et de protection sur la mer Rouge, on n'aurait plus à prescrire en Europe, des mesures quaranténaires... » (1)

Il en naquit dans le laboratoire la stérilisation, sur un plan plus vaste, la désinfection : dans le domaine de la protection sanitaire internationale l'installation de postes sanitaires à la source du mal, ou du moins à proximité, marqua cette étape.

Cette révolution, apportée par Pasteur, ne fut, du reste, pas plus qu'un retournement brusque de l'opinion, un changement rapide dans les mœurs : on vit encore, en 1894, brûler de la paille dans les rues de Marseille, par crainte de la peste.

Hippocrate ne faisait pas autrement, quand, à Athènes, en 431 avant J.-C., il eut reconnu que la peste était un « mal divin » et qu'elle avait son principe dans un venin pestilentiel répandu dans l'air. Certains font honneur de cette invention à un médecin d'Agrigente nommé Aéron.

La généralisation des conceptions pasteuriennes, à la fin d'un siècle de mysticisme scientifique porta jusqu'au délire son influence. Pasteur domine incontestablement toute une époque scientifique pendant laquelle chaque branche de la médecine — pour ne considérer qu'un aspect de ses découvertes — se reconnaît du maître, c'est la période de prophylaxie spécifique. Au point qu'on peut dire qu'il y a, dans

(1) PROUST (1884). L'année suivante, il formulait son projet de réforme du règlement provisoire de 1876, œuvre de FAUVEL.

l'histoire médicale, deux temps : l'un qui fut l'antiquité, avant Pasteur, l'autre qui doit porter son nom, depuis lui.

C'est à peine si, aujourd'hui, un mouvement s'esquisse, en réaction à la rigueur des applications que reçoivent ses théories. Son prestige restera le même. Il s'agit d'une notion récente de fragilité microbienne, dont la conséquence est, en prophylaxie, un mot d'ordre nouveau : à la désinfection pasteurienne, on substituera pour les germes peu résistants l'isolement des contagieux. Avec d'autres raisons d'ordre administratif, c'est l'indication, dans la pratique territoriale, d'une transformation des textes de 1902, qui imposent automatiquement la désinfection à toute déclaration.

Mais le caractère profond de la politique sanitaire actuelle est son internationalisme. Des conférences, est née toute une organisation de surveillance et de défense : à la mer Rouge et au golfe persique, sous l'administration de Conseils Sanitaires, à Constantinople, en Egypte, à Tanger, à Téhéran.

En 1908, était créé l'Office international d'hygiène publique. En 1911, une nouvelle conférence, à Paris, réunissait sur la question du choléra, les délégués de 40 Etats, qui ratifièrent la convention de 1920.

Cette tendance à l'hygiène internationale, que Quintaret voit terminée en 1894, s'est encore renforcée depuis.

L'organisation d'hygiène de la Société des Nations « représente, dans le domaine de l'hygiène, une application particulière de ce programme qui tend à dé-

« développer les relations internationales selon un plan « d'ensemble » (1). Son œuvre est déjà remarquable.

En 1926, une dernière conférence sanitaire réunissait, à Paris, des délégués de tous les pays. Aux trois maladies « pestilentielles » antérieures, la convention ajoutait la variole et le typhus. Elle entra en application par décret du 8 octobre 1927. Elle est incomplète car la discussion sur la lèpre fut écartée. Il faudra bien y revenir.

(1) ROCHAIX.

« L'origine et le but de la pensée sont donc uniques, et la liaison dans l'histoire est ininterrompue, si bien que rien ne naît inopinément, rien ne disparaît inopinément. » (1)

Il y a, dans l'histoire médicale, un lien continu entre la pensée de nos plus lointains ancêtres et la pensée contemporaine, comme il y a un lien étroit à une époque déterminée dans l'état des différents domaines de la pensée. Chacune se présente dans un déterminisme étroit et il ne suffit pas que paraisse un génie novateur pour que le cours des événements prenne, avec lui, une direction nouvelle : Fracastor fut, au xvi^e siècle, sans influence ; Pasteur, bien que surgissant dans un siècle scientifique, fut violemment combattu. C'est le destin des initiateurs.

La pénétration de conceptions originales ne s'effectua jamais que péniblement : elles n'eurent de vie que dans la mesure où le permit le consentement général ou la réprobation publique.

L'histoire des sciences biologiques est ainsi liée très intimement à celle de l'humanité, en général : A chaque degré de connaissances à correspondu, dans la pratique, un système particulier. La politique sanitaire est fonction de ces acquisitions, dans les questions continentales comme dans le domaine maritime, du reste inséparables.

(1) CASTIGLIONI.

Son évolution s'est accomplie sous un double aspect : tantôt sous la pression des événements, tantôt intelligente et volontaire ; c'est dans la mesure de cette évolution intelligente qu'elle est le reflet de celle de la science.

Il est de mode aujourd'hui, de parler de relativité : chaque degré de connaissance ne vaut que pour une époque, et la nôtre, non plus que d'autres, ne saurait prétendre avoir atteint la plus grande somme de connaissances possible. Dans l'ensemble des données que nous possédons, bien des points demeurent obscurs.

La mort de Noguchi, en 1927, sur la côte de l'Or — sans piqure — affirme-t-on a, de nouveau, posé le problème de la transmission directe de la fièvre jaune d'homme à homme. La bactériologie comme la pathologie exotique sont bien loin d'être épuisées. Constamment des efforts nouveaux viennent infirmer d'anciennes croyances.

Ainsi, il ne fait plus de doute — comme l'a signalé mon ami, le Docteur Maurin — que nombre d'épidémies étiquetées « pestes frustes », dont celle de Russie — 1877 — furent en réalité des atteintes de Tularémie (1).

Il faut attendre, de l'avenir de la science, des découvertes nouvelles qui susciteront de nouvelles hypothèses, nécessiteront de nouvelles dispositions, qu'elles viennent de la biologie ou des sciences physiques.

L'exemple de Pasteur est la plus belle démonstration de solidarité scientifique, qu'on ne saurait plus

(1) MAURIN (M.) *Etat actuel de la Tularémie*, Lyon, 1932.

concevoir, désormais, hors d'un plan international.

Partout la reconnaissance des rapports existant entre la pathologie et la situation économique et sociale, marque une étape décisive dans l'action de la pensée médicale sur la législation. Jadis, confinée dans des débats philosophiques, elle occupe une place effective dans les assemblées législatives. Et ici, encore, il importe de ne pas perdre de vue la leçon de relativité qu'enseigne un regard jeté sur quelques siècles écoulés.

L'échec des législations sanitaires successives tient avant tout à l'absolutisme des mesures imposées et à la forme qui les présenta. L'hygiène ne saurait se plier, par nature, au cadre rigide, encombrant, de Lois. Son caractère, essentiellement évolutif, exige plus de souplesse, la possibilité, sans nouveaux débats, d'adapter ses prescriptions à des circonstances nouvelles.

CONCLUSIONS

L'évolution de la politique sanitaire maritime comprend trois périodes :

I. — *Le Moyen-âge*, où domine la lèpre et où les premières mesures appliquées sont l'isolement absolu et l'exclusion définitive de la Société de tout ce qui est présumé contagieux.

II. — *La Période de 1348 à 1850*, qu'on peut appeler la « *Période des Quarantaines* », car ces mesures constituèrent le pivot de toute la prophylaxie. Malgré l'extrême variabilité des délais quarantenaires, suivant les maladies, les circonstances et les lieux, la nature et l'esprit des mesures de défense furent partout identiques et univoques : l'exclusion à temps de la Société.

III. — La période qu'on peut appeler « *Période Pastorienne* », dont le début coïncide avec la première conférence sanitaire internationale (Paris, 1851). Au lieu de mesures univoques et passe-partout, applicables à la prophylaxie des maladies contagieuses, on commence, sous l'influence des nouvelles données bactériologiques et épidémiologiques à opposer une prophylaxie spécifique, essentiellement variable selon les affections épidémiques envisagées et leurs causes.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

A. ROCHAIX.

Vu :

LE DOYEN,

Jean LEPINE.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 23 Novembre 1932.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ.

Pour le Recteur et par délégation :

LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,

KLEINCLAUSZ.

BIBLIOGRAPHIE

Archives de la Marine, Le Havre, Rouen, Brest, Lorient.

J. BLANC. — Sur l'évolution de la prophylaxie maritime internationale des Maladies pestilentiellles. Paris, 1927.

J. BRACHET. — Mémoire sur la peste et les quarantaines.

A. CASTIGLIONI. — *Histoire de la Médecine*, 1931.

CHERVIN. — Principe de l'administration en matière sanitaire, Paris, 1827.

COUDOUR. — Les Quarantaines, Lyon, 1904.

ISAMBERT. — Recueil des lois et ordonnances de l'Ancienne France.

LAUSIÈS. — Les origines du Service de Santé maritime du Havre, Paris, 1917.

J.-B. PAPON. — De la peste.

PROUST. — L'orientation nouvelle de la politique sanitaire.
— Essai sur l'hygiène internationale.

RENOUARD. — *Histoire de la Médecine*, 1848.

K. SPRENGEL. — *Histoire de la Médecine*, 1815.

TOURTELLE. — *Histoire philosophique de la Médecine*.

